

BILAN 2019

LES INVESTISSEMENTS ETRANGERS CREATEURS D'EMPLOI EN FRANCE



Préface					ļ
1					
Le context	e int	ernational			
_					
2					
		investissen		étrangers	
créateurs	d'em _]	ploi en Fran	ce		
Résultats 200)9				1
Projets et em	plois				1
Analyse par p	ays d'	origine			1
Analyse par s	ecteur	d'activité			2
Analyse par f					2
Analyse par t					2
Analyse par r	égion (d'accueil			2
Monograpi	nies n	ar pays d'ori	rine		
ALLEMAGNE	32	DANFMARK	40	PAYS DU GOLFE	- 4
AUTRICHE	33	ESPAGNE	41	ROYAUME-UNI	
BELGIQUE	34	ETATS-UNIS	42	RUSSIE	4
BRESIL	35	INDE	43	SINGAPOUR	5
CANADA	36	ITALIE	44	SUEDE	5
COREE DU SUI	37	JAPON	45	SUISSE	5
CHINE	38	PAYS-BAS	46	TURQUIE	5
2					
Contribution	on do	s investissem	onto		
		nomie frança			
•		vestissements	1100		
		l'emploi en Franc	ce		5
Une présence					
dans les pôles		*			6
		gères contribuer			,
au developpen	nent ec	onomique des te	rritoire	S	6
4					
4					
Annexes					
Critères de p	rise en	compte des pr	ojets a	u Bilan France	6
Nomenclatur	es du l	Bilan France			6
Diversité stati	stique	sur l'investissen	nent ét	ranger en France	? 7
Une étroite co	opérat	ion avec les par	tenaire	s territoriaux	7
Diversité statistique sur l'investissement étranger en France 70 Une étroite coopération avec les partenaires territoriaux 72 Réseau AFII 74					

"La France a mieux résisté à la crise actuelle que la plupart des autres grandes économies."

Fonds Monétaire International, 2009



PRÉFACE

n écho aux interrogations soulevées par la crise économique, le Bilan 2009 des investissements étrangers créateurs d'emploi en France témoigne de la confiance des entreprises étrangères dans notre pays. Il livre plusieurs enseignements.

Sur l'attractivité de notre pays, tout d'abord: dans un contexte marqué par un recul des flux d'investissement direct dans le monde, la capacité de la France à attirer des projets d'investissement créateurs d'emploi ne se dément pas: depuis 2007, plus de 600 projets nouveaux ont été enregistrés annuellement. Le résultat de 2009 (639 décisions d'investissement visant la France) est supérieur à celui de 2007 (624).

Sur l'enjeu de l'emploi : la création d'activité est au cœur de la compétition à laquelle se livrent pays et territoires européens pour attirer les investissements étrangers. Si le contenu en emplois des nouveaux investissements étrangers continue de diminuer, selon une tendance relevée dans d'autres pays d'Europe de l'Ouest, cette contribution reste proche, en 2009, de 30 000 emplois.

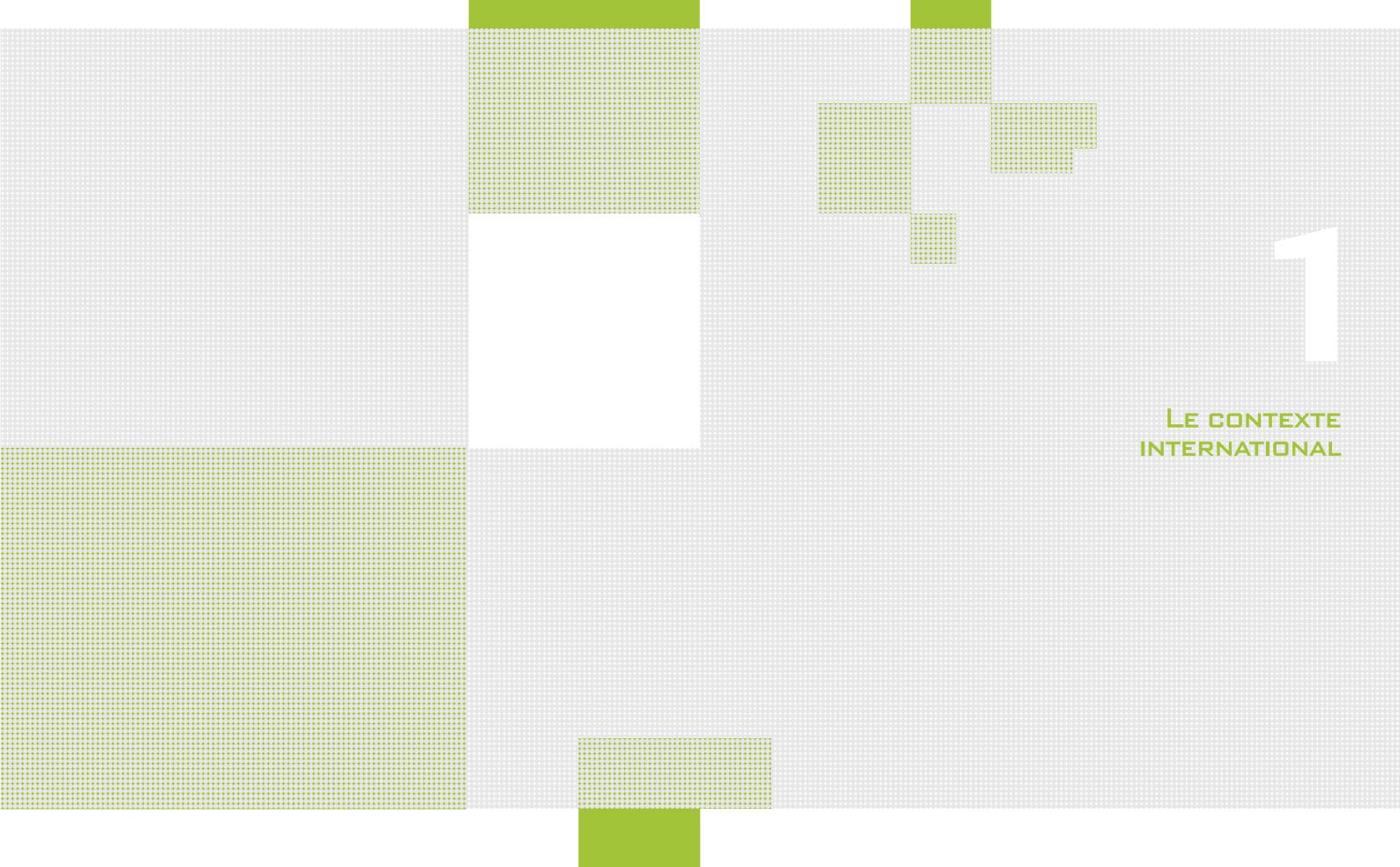
Sur l'Europe: un facteur d'attractivité de la France réside dans son ouverture à l'Europe, qui donne de la profondeur au marché français. Mais l'Europe constitue aussi la première zone d'origine des investissements étrangers: 68 % des nouveaux projets viennent, en 2009, des pays européens, une part plus forte que les années antérieures. Signe de ce dynamisme intra-européen, l'Allemagne prend, en 2009, la première place des pays d'origine de l'investissement étranger créateur d'emploi en France, devant les Etats-Unis.

Sur les réformes, enfin: visant à renforcer la compétitivité de l'économie, à améliorer l'environnement des affaires et à soutenir l'innovation, elles ont modifié positivement l'image de la France et les perceptions qu'en ont les investisseurs étrangers. La capacité à tracer des perspectives pour l'avenir (Grenelle de l'environnement, Grand Paris, priorités stratégiques pour l'emprunt national, par exemple) a joué dans le même sens. Elle a favorisé en particulier des décisions d'investissement concernant les centres de R&D, les quartiers généraux ou le secteur de l'énergie, toutes en croissance dans le Bilan 2009.

Un cinquième enseignement peut être tiré: dans un environnement international concurrentiel, c'est de la compétitivité de l'économie, donc de la poursuite des réformes, que dépendra demain l'attractivité de la France.

David APPIA

Ambassadeur délégué aux investissements internationaux Président de l'AFI



BILAN ANNUEL 2009 LE CONTEXTE INTERNATIONAL

Le contexte international

Une forte contraction des flux d'investissement direct étranger. doublée d'une chute des opérations de fusion-acquisition.

UNE CONJONCTURE MONDIALE DEFAVORABLE

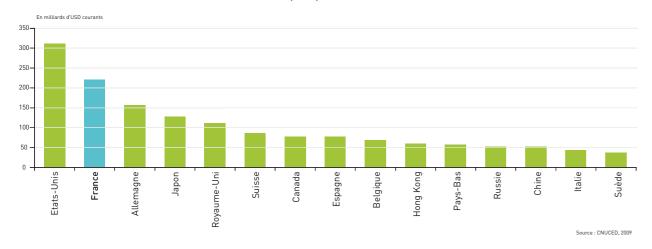
La croissance mondiale, qui avait progressé de 3 % en 2008, a régressé de - 0,8 % en 2009 selon les dernières estimations du Fonds monétaire international (FMI). Le commerce mondial de biens et de services a connu un repli de plus de 12 %, tandis que le resserrement du crédit et l'incertitude qui pèse sur le calendrier de la reprise ont fortement réduit les flux mondiaux de capitaux. La reprise de l'économie mondiale est soutenue par les plans de relance qui ont stimulé l'activité économique, l'investissement et la demande. L'activité mondiale devrait progresser de 3,9 % en 2010. Si la crise a ralenti l'activité dans les pays émergents, en particulier ceux d'Asie, la croissance du PIB devrait y atteindre près de 5 % en 2010, contre 1,75 % en 2009, une hausse résultant principalement de la performance des économies chinoise et indienne. En Europe, la récession a été moins marquée en France que dans les autres pays. La croissance du PIB a été de - 2,3 % en 2009, contre - 4,8 % pour le Royaume-Uni, - 4,8 % pour l'Allemagne, - 3,6 % pour l'Espagne, - 3,9 % pour la zone euro et - 3,2 % pour les pays développés.

LA CHUTE DES FLUX D'IDE EN 2008 ET 2009

La baisse des flux d'investissements internationaux observée en 2008 devrait, selon les données collectées par l'OCDE ou la CNUCED, s'accélérer en 2009. Les dernières estimations de l'OCDE révèlent qu'en dépit d'une légère hausse des flux d'IDE au 2^e trimestre 2009, les flux d'IDE au 1er semestre 2009 ont baissé de plus de 40 % par rapport au 1er semestre 2008. La chute attendue de l'investissement international pour l'année 2009 serait liée, en particulier, à celle des opérations de fusion et acquisition, en réduction de 60 % selon les estimations de l'OCDE (- 66 %, selon la CNUCED), la baisse la plus marquée depuis 1995.

En 2008, la part de la France en Europe est passée à 21 %. Parmi les pays de l'OCDE, la France est le premier pays en Europe pour l'accueil des investissements internationaux en 2008 et le deuxième dans le monde, derrière les Etats-Unis.

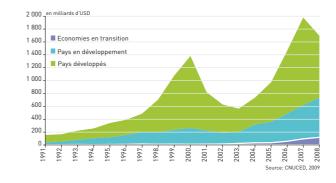
FLUX D'INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS SORTANTS (2008) : LES 15 PREMIERS PAYS INVESTISSEURS DANS LE MONDE



LES ECONOMIES EMERGENTES S'AFFIRMENT COMME DE NOUVEAUX **ACTEURS DE L'INVESTISSEMENT** INTERNATIONAL

Les firmes multinationales sont encore, pour la plupart, originaires des pays développés, mais les entreprises de pays comme le Brésil, l'Inde, la Chine ont fait la preuve de leur capacité d'investissement à l'étranger, au travers d'implantations ou d'acquisitions. Les BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) comptent désormais pour 8 % des IDE mondiaux. Parfois logés dans ces pays, les fonds souverains se sont imposés comme des acteurs de l'investissement international.

FLUX D'INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS ENTRANTS **EVOLUTION 1991-2008**



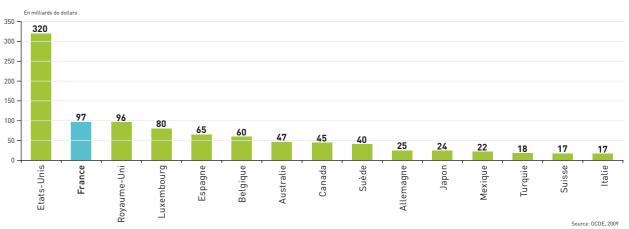
Ces pays ne sont pas épargnés par la forte contraction des flux d'IDE en 2009. Les opérations internationales de fusion et d'acquisition réalisées par les entreprises originaires d'Afrique du Sud, du Brésil, de Chine, d'Inde, d'Indonésie et de Russie auraient, ainsi, diminué de 62 %, passant de 121 milliards de dollars en 2008 à 46 milliards en 2009.

A l'inverse, le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine (BRIC) ont été les principaux pays d'accueil des flux d'IDE entrants à destination des pays en développement. Bénéficiant d'une hausse de 30 % de ces flux en 2008 les BRIC ont recu 15.6 % des flux d'IDE mondiaux et plus du tiers des investissements à destination des pays en développement.

EN CONTRASTE FORT AVEC LA CHUTE DES IDE, LES INVESTISSEMENTS CRÉATEURS D'EMPLOI SE SONT MAINTENUS A DES NIVEAUX ELEVES

Les données sur les IDE ne reflètent pas la réalité des investissements physiques ou productifs, et, plus largement, créateurs d'emploi. Pour au moins deux raisons: elles intègrent des opérations financières, telles que les fusions et acquisitions, et elles prennent en compte les flux financiers intra-groupe. C'est pourquoi les agences de promotion de l'investissement étranger, telle que l'AFII, concentrent leurs bilans sur les projets d'investissement physique permettant de créer ou de

LA FRANCE. 2^E PAYS D'ACCUEIL POUR LES FLUX D'IDE ANNEE 2008



1 Le contexte international

sauvegarder de l'emploi. Dans ce domaine, les données rassemblées par des consultants tels fDi Markets permettent de suivre les évolutions au plan mondial. Elles sont utilisées dans le présent rapport pour établir, en particulier, les comparaisons et évolutions dans la zone européenne.

L'Europe a été la première zone d'accueil des investissements créateurs d'emploi d'origine étrangère dans la période 2003-2009, attirant 40 % des projets créateurs d'emplois (le tiers en 2009). Comme l'Asie et l'Afrique, l'Europe a été affectée par la crise en 2009, le nombre des projets d'investissement étrangers créateurs d'emplois reculant de 10 % par rapport à 2008.

REPARTITION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT CREATEURS D'EMPLOI D'ORIGINE ETRANGERE PAR REGION DE DESTINATION

		en 2009	Taux de c	roissance
	Nombre	Part	2003/2009	2008/2009
Europe	5092	32 %	11 %	-10 %
Asie, Océanie	4332	27 %	2 %	-16 %
Amérique du Nord	3700	23 %	27 %	37 %
Amérique latine	1210	8 %	1 %	7 %
Moyen-Orient	883	6 %	9 %	-10 %
Afrique	689	4 %	4 %	-18 %
Monde	15 906	100 %	9 %	- 9 %

Source: fDi Markets, Calculs Afii, 2009

La France a enregistré plus de nouveaux projets d'investissement étranger créateurs d'emplois en 2009 qu'en 2007, et un nombre comparable à celui de 2008. Son attractivité est restée élevée depuis le début de la crise.

LES PROJETS D'INVESTISSEMENT CREATEURS D'EMPLOI EN PROVENANCE DES PAYS EMERGENTS MONTENT EN PUISSANCE

Les investissements créateurs d'emploi à l'étranger des pays émergents, en particulier le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine, ont progressé de l'ordre de 10 % par an depuis 2003. Ils auraient diminué en nombre en 2009 (- 38 % pour le Brésil, -26 % pour l'Inde et -22 % pour la Russie), à l'exception de ceux venant de Chine, en progression de 23 %. L'Europe représente, depuis 2003, la 2° destination des projets d'investissement créateurs d'emploi en provenance des BRIC, dont elle accueille environ le tiers, soit:

- → 66 projets d'origine brésilienne depuis 2003, dont 8 en 2009. Sur la période 2003-2009, la France serait le 2º pays européen d'accueil, après le Portugal;
- → 473 projets russes, dont 66 en 2009. La France serait, en Europe, le 12^e pays d'accueil des projets d'implantation russes;
- → 381 projets indiens, dont 50 en 2009. La France a été le 4º pays d'accueil des projets d'investissement indiens, derrière le Royaume-Uni, l'Allemagne et la Russie ;

→ 420 projets provenant de Chine depuis 2003, dont 110 en 2009. L'Europe est la 2^e destination après l'Asie des projets physiques d'origine chinoise.

LA FRANCE A PLACE L'INVESTISSEMENT AU CŒUR DE LA REPONSE APPORTEE A LA CRISE, POUR SOUTENIR LA COMPETITIVITE ET PREPARER L'AVENIR

Tels sont, en particulier, les objectifs poursuivis au travers du plan de relance et du financement par l'emprunt national de cinq priorités stratégiques.

LE PLAN DE SOUTIEN À L'ÉCONOMIE

D'un montant de 39 milliards d'euros, dont 80 % ont déjà été injectés dans l'économie en février 2010 (31 Mdse), le plan de relance de l'économie française donne la priorité à l'investissement.

Parmi les principales mesures:

- → Le soutien à l'investissement privé (11,5 milliards d'euros): afin de renforcer la trésorerie des entreprises, en particulier des PME, et de leur permettre d'investir, l'Etat a, dès le début de l'année 2009, accéléré les remboursements des créances des entreprises sur le Trésor public (Crédit Impôt Recherche et crédits de TVA). A quoi s'ajoute, depuis le 1^{er} janvier 2010, la suppression de la taxe professionnelle sur les investissements productifs (12,3 Mds€ en 2010, puis 6,3 Mds€ par an).
- → L'augmentation de l'investissement public (10,5 milliards d'euros): hausse de 4 Mds€ des investissements directs de l'Etat dans des domaines stratégiques (infrastructures, enseignement supérieur et recherche, industries de défense), et de 4 Mds€ des investissements des grandes entreprises publiques (EDF, GDF-Suez, RATP, SNCF, La Poste) afin de moderniser et développer les infrastructures ferroviaires et énergétiques, et les services postaux; soutien de l'Etat à l'investissement des collectivités locales (2,5 Mds€).
- → Le financement de mesures sociales (construction de logements, aides à l'emploi, dépenses de solidarité) et soutien à l'industrie automobile.

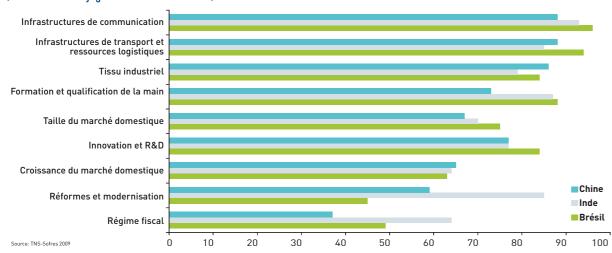
L'EMPRUNT NATIONAL

L'emprunt national, d'un montant de 35 Mds€, va contribuer à construire la croissance de demain en investissant dans des secteurs porteurs de croissance et d'emploi.

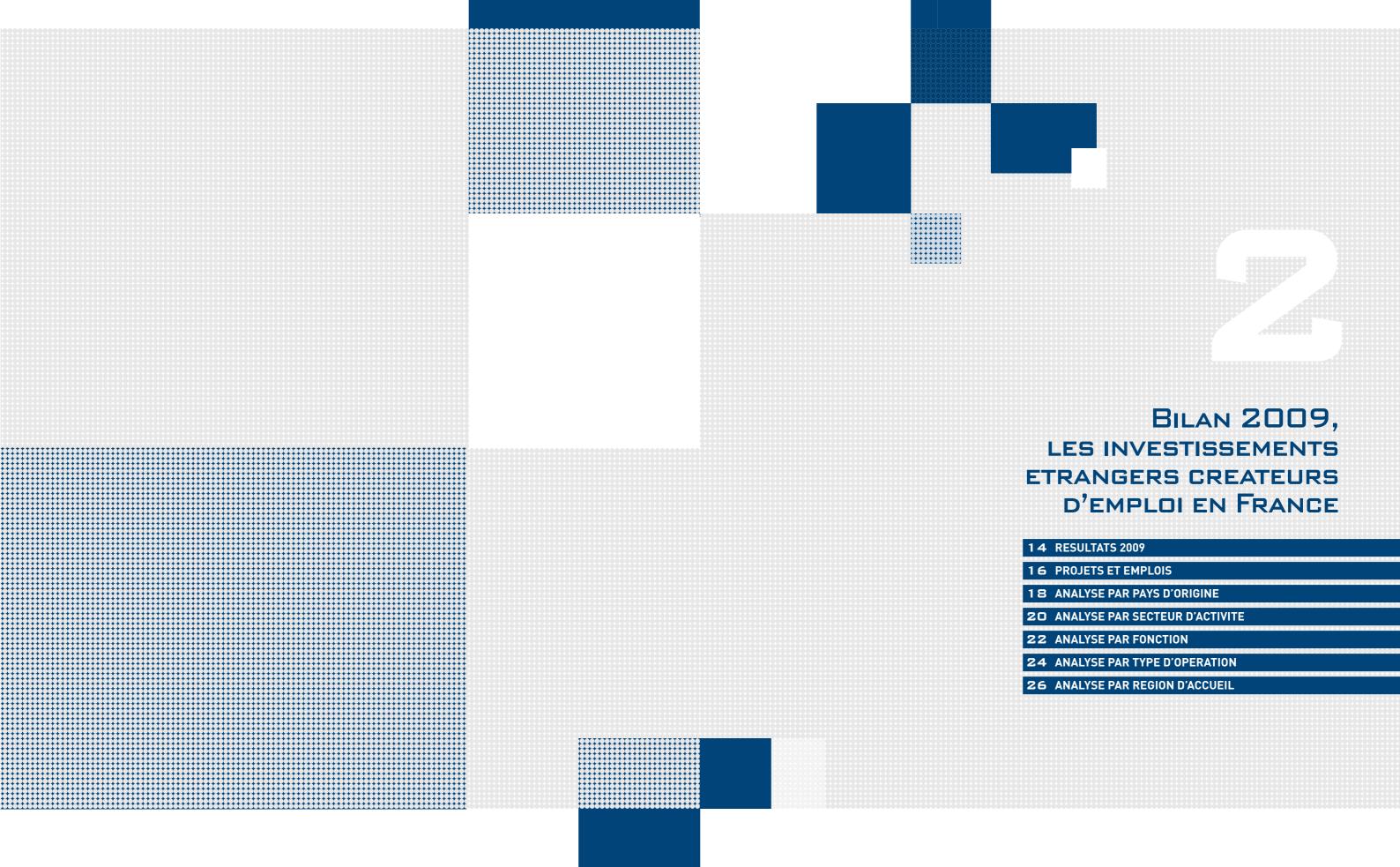
Cinq priorités stratégiques ont été retenues:

- → L'enseignement supérieur et la formation: 11 milliards d'euros seront consacrés, notamment, à la création de 5 à 10 campus d'excellence en matière d'enseignement supérieur (7,7 Mds€), au plateau de Saclay, pour en faire le plus important campus scientifique et technologique européen (1 Md€), ainsi qu'à la modernisation des centres de formation d'apprentis et à la création de 20 000 places supplémentaires dans les internats d'excellence.
- → La recherche: 8 milliards d'euros pour développer les équipements de recherche (1 Md€) et les laboratoires d'excellence (1 Md€), renforcer les efforts dans les domaines vitaux des biotechnologies et des nanotechnologies (850 M€ iront à la création d'instituts hospitalo-universitaires), financer des actions de valorisation de la recherche publique (création d'un fonds national de valorisation doté d'1 Md€) et les instituts Carnot, piliers de la recherche partenariale (500 M€), et encourager l'innovation technologique (via des instituts de recherche technologiques, dotés de 2 Mds€).
- → Les filières industrielles et les PME: 6,5 milliards d'euros pour maintenir et renforcer la compétitivité de filières telles que l'aéronautique et le spatial (2 Mds€), l'automobile, le ferroviaire et la construction navale (1 Md€). 2,5 Mds€ seront en particulier consacrés au développement des PME (dont 1,5 Md€ versé à Oséo pour financer les entreprises innovantes, 400 M€ dédiés au financement de l'amorçage et 500 M€ pour renforcer des pôles de compétitivité).
- → Le développement durable: 5 milliards d'euros s'ajouteront aux 7 Mds€ d'investissement de l'Etat prévus chaque année jusqu'en 2020 dans le cadre du « Grenelle de l'environnement ». Ils permettront notamment des progrès en matière technologique et industrielle dans les filières des énergies renouvelables et décarbonées (2,5 Mds€), de soutenir le développement des réacteurs nucléaires de 4e génération (1 Md€), et de développer les transports et l'urbanisme durable (1 Md€) ainsi que la rénovation thermique de l'habitat social (500 M€).
- → L'économie numérique: 4,5 milliards d'euros seront consacrés, via un Fonds national pour la société numérique, à l'équipement de la France en très haut débit (2 Mds€), et au développement des services, usages et contenus innovants (2,5 Mds€), notamment par la numérisation du patrimoine culturel national.

LES PRINCIPAUX FACTEURS D'ATTRACTIVITE DE LA FRANCE : PERCEPTION DANS TROIS PAYS EMERGENTS (Part des sondés jugeant le facteur attractif)

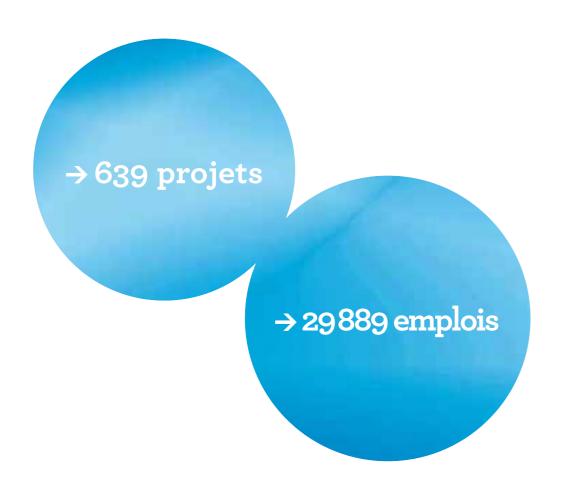


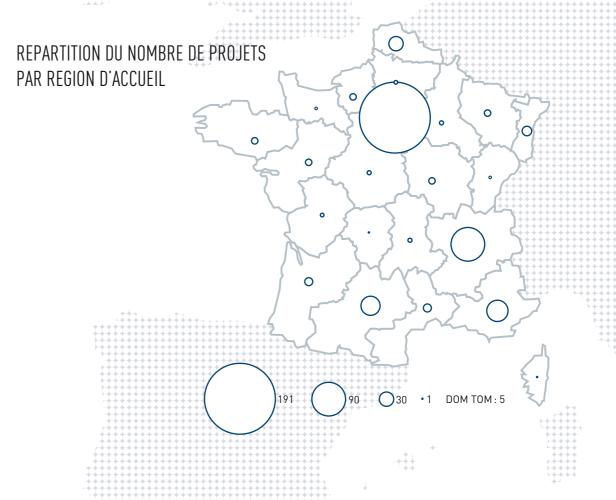
10



Résultats 2009

639 nouveaux projets d'investissement d'origine étrangère décidés en 2009 (soit 12 décisions par semaine en moyenne), vont créer ou préserver 29889 emplois en France.





LES PRINCIPAUX PAYS INVESTISSEURS EN FRANCE

100000		
EUROPE	Projets	Emplois
Allemagne	113	6 256
Italie	56	3 152
Espagne	43	1 255
Royaume-Un i	39	1 201
Suisse	35	1 741
Pays-Bas	30	1 253
Belgique	30	628
Suède	21	1 486

Total par zone : 433 PROJETS - 19747 EMPLOIS

ASIE	Projets	Emplois
Japon	24	1 824
Chine	18	1 139
Hong Kong	4	344
Inde	10	201
Total par zone : 66 PROJETS - 3789 EMPLO	IS	

AMERIQUE	Projets	Emplois
Etats-Unis	106	5 580
Canada	17	273
Total par zone :		

• • • 15

Projets et emplois

a France a attiré chaque année depuis cinq ans plus de 600 nouveaux projets d'investissement créateurs d'emploi. Leur nombre est resté relativement stable depuis le déclenchement de la crise: 624 en 2007, 641 en 2008 et 639 en 2009.

En dépit de la concurrence des pays émergents et des pays en transition bien positionnés pour l'accueil des projets manufacturiers intensifs en travail, la France confirme son attractivité, notamment dans les activités tertiaires liées à la recherche et développement, et aux énergies renouvelables à l'origine d'un nombre élevé et croissant de nouveaux projets.

Mais des évolutions et recompositions sont à l'œuvre. Elles pèsent négativement sur le nombre des emplois créés ou maintenus par ces projets, qui est en baisse régulière depuis trois ans: 34517 en 2007, 31932 en 2008, 29889 en 2009. Ce dernier chiffre reste cependant très proche de la moyenne annuelle observée entre 2001 et 2008 (30 200 emplois).

UNE TAILLE MOYENNE DES PROJETS EN LEGERE BAISSE

Le nombre moyen d'emplois créés ou maintenus par projet, de l'ordre de 47 en 2009, est inférieur au niveau atteint en 2008 (50 emplois par projet), ainsi qu'à celui observé dans la période 2001-2005 (48).

La baisse de la taille moyenne des projets s'explique notamment par:

- → le nombre plus élevé des projets de petite taille: 329 projets d'une taille inférieure à 20 emplois ont été recensés en 2009, contre 287 l'an dernier;
- → un recul des projets de taille moyenne, créateurs de 50 à 500 emplois : 132 projets recensés en 2009, contre 170 en 2008.

Ces évolutions traduisent la part croissante des projets dans le secteur tertiaire, notamment dans la recherche et développement et le conseil, projets en moyenne de plus petite taille que les projets de production manufacturière. La répartition des emplois créés ou maintenus par taille de projet reste assez proche de celle observée en 2008, à l'exception des projets de plus de 500 emplois, qui représentent 21 % des emplois créés ou maintenus en 2009, quand ils ne comptaient que pour 10 % du total en 2008.

Deux grandes opérations de création (Cremonini restauration et Bertelsmann AG) et une opération de reprise (Saint-Gobain Desjonquères par Oaktree Capital Management), qui représentent un total de plus de 2500 emplois maintenus ou créés, ont orienté fortement cette statistique.

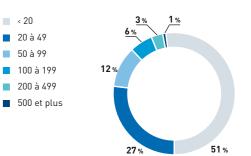
REPARTITION DES PROJETS EN FONCTION DE LA TAILLE DE LA SOCIETE MERE



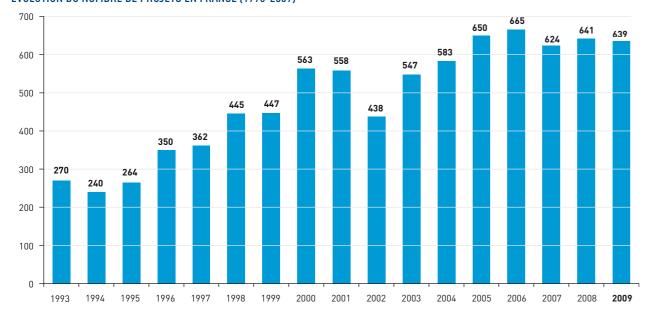
→ Grandes entreprises au-delà de 5000 salariés

En 2009, la répartition des projets en fonction de la taille des sociétés mères révèle que les petites et moyennes entreprises (moins de 250 salariés) sont à l'origine de 38 % des projets, les très grandes entreprises (plus de 5000 salariés) de 35 % et les entreprises de taille intermédiaire (250 à 5000 salariés) de 27 %.

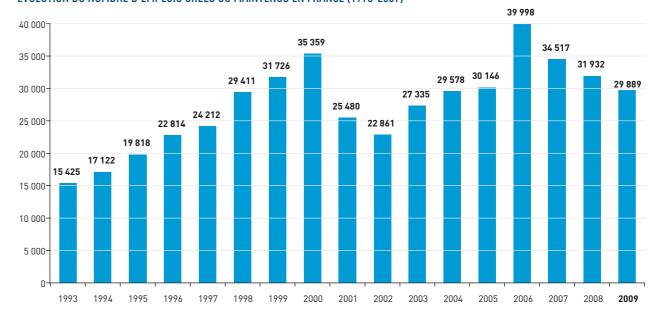
REPARTITION DES PROJETS PAR TAILLE DES EMPLOIS CREES OU MAINTENUS EN 2009



EVOLUTION DU NOMBRE DE PROJETS EN FRANCE (1993-2009)



EVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOIS CREES OU MAINTENUS EN FRANCE (1993-2009)



Analyse par pays d'origine : les entreprises européennes en première ligne

a majorité des investissements d'origine étrangère sont le fait, dans les pays européens, d'entreprises de cette zone.

La première place occupée en France par les investisseurs européens s'est renforcée depuis 2007. En 2009, 68 % des projets étrangers ont une origine européenne; 19 % viennent d'Amérique du Nord, et 10 % d'Asie. Quatre pays (Allemagne, Etats-Unis, Italie, Espagne) sont à l'origine de 50 % des projets d'investissement créateurs d'emploi annoncés en France l'année dernière.

L'Allemagne, avec 113 projets d'investissement en 2009, en hausse de 3 % par rapport à 2007, est à l'origine de 18 % des projets. Elle devient le premier pays d'origine de l'investissement étranger créateur d'emploi en France. Cette progression s'explique notamment par l'essor des investissements dans les secteurs de l'énergie – 31 projets –, dont le nombre a doublé par rapport à 2007.

Peuvent être cités, à ce titre, l'extension de la filiale *Juwi ENP* – bureau de conception et d'ingénierie de centrales solaires photovoltaïques – dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (35 emplois supplémentaires) et la création de *Energiebau France SAS* – société de distribution de solutions photovoltaïques aux entreprises et aux particuliers – dans la région Alsace (80 emplois créés).

Les Etats-Unis perdent leur position de premier investisseur en France: le nombre des projets d'investisseurs américains – 106 en 2009 – est en baisse de 11 % par rapport à 2007. Cette baisse touche principalement les secteurs des activités de services commerciales ou financières (- 37 % depuis 2007) et celui des logiciels et prestations informatiques (- 43 %).

Parmi les sociétés américaines ayant annoncé de nouveaux investissements en France en 2009, First Solar: création d'une usine de construction de panneaux photovoltaïques «couches minces», dans la région Aquitaine (385 emplois créés); Merial: extension de l'usine de fabrication de vaccins et de produits pharmaceutiques vétérinaires, dans la région Midi-Pyrénées (50 emplois créés); un partenariat technologique entre Mobile Experience Lab et le MIT (Massachusetts Institute of Technology) de Cambridge au sein du pôle de compétitivité Solutions communicantes sécurisées (SCS), dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (10 emplois créés).

L'Italie confirme le dynamisme de ses entreprises, observé déjà en 2008. Les projets d'investissement italiens à destination de la France ont connu une forte progression, passant de 25 en 2007 à 56 projets en 2009. La part des investissements en provenance d'Italie a doublé depuis 2007, pour atteindre 9 % en 2009. L'Italie conforte sa troisième place parmi les pays d'origine des projets d'investissement choisissant la France.

Parmi les principales opérations de 2009: l'extension de Sorin Group – recherche, conception et production de matériel médical pour la gestion du rythme cardiaque – dans la région Ile-de-France (150 emplois créés); l'extension d'Alcea France – groupe industriel actif dans la production de peintures liquides et poudres à usage industriel – dans la région Bourgogne (25 emplois créés).

Pour le **Royaume-Uni** la situation est différente. Les projets d'investissement britanniques dénombrés en Europe auraient diminué de 11 % en 2009. Cette

PROJETS PAR REGION D'ORIGINE

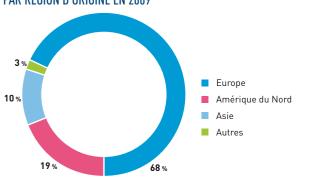
	No	mbre de proj	ets	Evolution en moyenne	Part des projets			
	2007	2008	2009	annuelle 2007-2009	2007	2008	2009	
Europe	396	415	433	5 %	63 %	65 %	68 %	
Amérique du Nord	147	140	123	-9 %	24 %	22 %	19 %	
Asie	71	71	66	-4 %	11 %	11 %	10 %	
Autres	10	16	17	30 %	2 %	2 %	3 %	
Total	624	641	639	1 %	100 %	100 %	100 %	

tendance s'observe également en France: la part des projets d'origine britannique y est passée de 11 % en 2007 à 6 % en 2009 (69 projets en 2007, 39 en 2009). Ces résultats s'expliquent en partie par la baisse du nombre des projets recensés dans les secteurs du conseil et de l'ingénierie (- 50 % en moyenne annuelle depuis 2007: 3 projets en 2009, contre 12 projets en 2007).

Plusieurs projets de création et de reprise concernent des secteurs intensifs en main-d'œuvre très qualifiée: création de Tissea – conception et développement de solutions informatiques dans les nouvelles technologies de l'information et de la communication – dans la région Aquitaine (4 emplois créés); reprise de Eco Technilin par Driftwell Investments Ltd – fabrication de matériaux composites à base de fibres naturelles et de fibres thermoplastiques pour l'industrie automobile – dans la région Haute-Normandie (22 emplois maintenus);

création de *Algentech* – entreprise délocalisée du Royaume-Uni vers la France grâce à l'environnement favorable pour la R&D – dans la région Ile-de-France (10 emplois créés).

REPARTITION DES PROJETS EN FRANCE PAR REGION D'ORIGINE EN 2009



LES PRINCIPAUX PAYS D'ORIGINE Les quinze premiers pays d'origine des investissements étrangers en France (projets d'investissement, 2007-2009)

	Nombre de projets			Evolution en moyenne	Part des projets			
	2007	2008	2009	annuelle 2007-2009	2007	2008	2009	
Allemagne	106	111	113	3 %	17 %	17 %	18 %	
Etats-Unis	133	121	106	-11 %	21 %	19 %	17 %	
Italie	25	55	56	50 %	4 %	9 %	9 %	
Espagne	29	42	43	22 %	5 %	7 %	7 %	
Royaume-Uni	69	53	39	-25 %	11 %	8 %	6 %	
Suisse	23	31	35	23 %	4 %	5 %	5 %	
Belgique	31	32	30	-2 %	5 %	5 %	5 %	
Pays-Bas	30	23	30	0 %	5 %	4 %	5 %	
Japon	34	34	24	-16 %	5 %	5 %	4 %	
Suède	32	22	21	-19 %	5 %	3 %	3 %	
Chine	16	11	18	6 %	3 %	2 %	3 %	
Hong Kong	8	6	4	-29 %	1 %	1 %	1%	
Danemark	6	4	18	73 %	1 %	1 %	3 %	
Canada	14	18	17	10 %	2 %	3 %	3 %	
Autriche	14	10	10	-15 %	2 %	2 %	2 %	
Inde	7	10	10	20 %	1 %	2 %	2 %	
Autres	55	65	69	12 %	9 %	10 %	11 %	
Total	624	641	639	1 %	100 %	100 %	100 %	

Analyse par secteur d'activité

REPRISE CONFIRMEE DES PROJETS DANS LES ACTIVITES MANUFACTURIERES

La part des activités manufacturières dans l'ensemble des projets avait décru de manière régulière jusqu'en 2006. Elle augmente depuis 2007. Avec 421 projets recensés, le secteur manufacturier est à l'origine de 66 % des projets d'investissement étrangers en France annoncés au cours de l'année 2009, contre 62 % en 2007.

Ce dynamisme est essentiellement imputable aux secteurs intensifs en technologie et en valeur ajoutée.

Energie et autres services concédés: le nombre des projets d'investissement dans le secteur de l'énergie a fortement augmenté depuis 2007, de l'ordre de 42 % en moyenne annuelle (73 projets en 2009, contre 36 en 2007). Le développement d'investissements structurants dans les secteurs couverts par le « Grenelle de l'environnement » a certainement contribué à l'amélioration de l'attractivité du site France. Peuvent être cités les projets allemands de création et d'extension dans la fabrication

et la commercialisation de panneaux photovoltaïques (Energossa SARL, Aleo Solar, IBC Solar) et les projets espagnols relatifs à la fabrication et à la distribution des modules photovoltaïques et thermiques (AE 3 000 France, Solaria Energia).

Médicaments et biotechnologies appliquées: le nombre de projets à destination de ce secteur est passé de 19, en 2007, à 27 en 2009. Parmi les investissements décidés en 2009: les projets américains de fabrication de vaccins et de produits pharmaceutiques vétérinaires (Merial dans la région Midi-Pyrénées) et le projet suisse Novartis France concernant un centre de recherche et développement, plate-forme européenne des essais pré-cliniques et cliniques, dans la région Alsace.

Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires: le nombre d'investissements recensé a doublé depuis 2007, pour atteindre 24 projets en 2009. Cette dynamique doit beaucoup aux investissements d'EADS dans la région Midi-Pyrénées.

PROJETS PAR SECTEUR D'ACTIVITE	Nombre de projets			Evolution en moyenne annuelle	Part	ojets	
SECTEURS D'ACTIVITE	2007	2008	2009	2007-2009	2007	2008	2009
Agroalimentaire, agriculture et pêche	49	43	45	-4 %	8 %	7 %	7 %
Ameublement et équipement du foyer	8	23	21	62 %	1 %	4 %	3 %
Chimie, plasturgie	38	41	27	-16 %	6 %	6 %	4 %
Composants électroniques	11	7	15	17 %	2 %	1 %	2 %
Constructeurs automobiles et équipementiers	46	29	27	-23 %	7 %	5 %	4 %
Electronique grand public	8	5	5	-21 %	1 %	1 %	1 %
Energie, autres services concédés	36	33	73	42 %	6 %	5 %	12 %
Equipements électriques, électroniques, informatiques	33	33	29	-6 %	5 %	5 %	5 %
Equipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux	11	12	12	4 %	2 %	2 %	2 %
Machines et équipements mécaniques	37	31	29	-11 %	6 %	5 %	5 %
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	12	21	24	41 %	2 %	3 %	4 %
Médicaments et biotechnologies appliquées	19	31	27	19 %	3 %	5 %	4 %
Métaux, travail des métaux, recyclage	39	40	22	-25 %	6 %	6 %	3 %
Parfums, cosmétiques	8	3	6	-13 %	1 %	0 %	1 %
Textile, habillement	12	36	36	73 %	2 %	6 %	6 %
Verre, céramique, minéraux, bois, papier, édition	21	22	23	5 %	3 %	3 %	4 %
Total manufacturier	388	409	421	4 %	62 %	64 %	66 %
Autres activités de services, commerciales ou financières	82	64	91	5 %	13 %	10 %	14 %
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	43	52	20	-32 %	7 %	8 %	3 %
Logiciels et prestations informatiques	55	60	49	-6 %	9 %	9 %	8 %
Opérateurs télécoms et fournisseurs d'accès internet	8	11	6	-13 %	1 %	2 %	1 %
Transport, stockage, BTP	46	39	35	-13 %	7 %	6 %	5 %
Logistique	2	0	15	174 %	0 %	0 %	2 %
Hôtellerie et tourisme	0	6	2	-	0 %	1 %	0 %
Total services	236	232	218	-3 %	38 %	36 %	34 %
Total	624	641	639	1 %	100 %	100 %	100 %

RECUL DES PROJETS DANS LE SECTEUR DES SERVICES

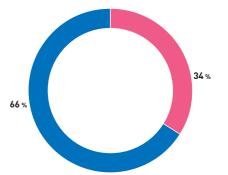
La part des activités de services dans le total des projets d'investissement d'origine étrangère en France recule de 2 points, pour atteindre 34 % en 2009. Cette évolution est essentiellement imputable à la baisse des projets observée, d'une part, dans les secteurs du conseil, de l'ingénierie et des services opérationnels aux entreprises (- 32 % en moyenne annuelle depuis 2007) et, d'autre part, dans le domaine des télécommunications et fournisseurs d'accès internet (- 13 % en moyenne annuelle depuis 2007).

Parmi les principales opérations, les projets britanniques *Tissea* de conception et développement de solutions informatiques dans les nouvelles technologies de l'information et de la communication, dans la région Aquitaine; les projets américains *A10 networks*, visant à concevoir des solutions innovantes pour gérer et optimiser les réseaux d'entreprises, dans la région Ile-de-France, et *Centre de réalité virtuelle*, création d'une entreprise spécialisée dans la gestion de contenu numérique interactif en 3D et fournisseur de logiciel de réalité virtuelle, dans la région Auvergne.

LA FORTE PROGRESSION DU NOMBRE DES PROJETS TECHNOLOGIQUES

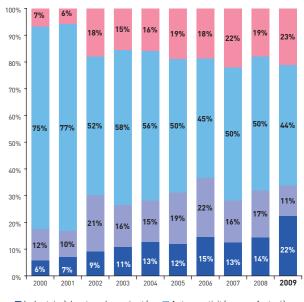
Au cours des dix dernières années, la structure des investissements étrangers en France s'est modifiée, au profit des projets dans les secteurs intensifs en technologie et valeur ajoutée, qu'il s'agisse d'activités de services comme le conseil et l'ingénierie, les logiciels et prestations informatiques, ou des activités industrielles à fort contenu technologique que sont les médicaments et les biotechnologies, les composants et matériels électroniques, l'énergie, la chimie, le matériel aéronautique, naval et ferroviaire. Ces secteurs sont à l'origine de 33 % des projets en 2009, contre 29 % en 2007. Parmi les principales opérations : création d'un centre de recherche et développement dans les technologies de l'information et de la communication par l'entreprise américaine INTEL corporation - fabricant leader mondial de processeurs - dédié à la recherche et au développement sur le calcul haute performance, dans la région Ile-de-France (40 emplois créés); création d'un centre de recherche et développement par la société américaine EON Reality, Inc premier centre de réalité virtuelle en France (et le quinzième mondial) dans la région Auvergne (10 emplois créés).

REPARTITION DES PROJETS ENTRE LE MANUFACTURIER ET LES SERVICES EN 2009



Activités manufacturières Activités de services

EVOLUTION DES PROJETS PAR NIVEAU D'INTENSITE TECHNOLOGIQUE (2000-2009)



■ Industrie à haute valeur ajoutée ■ Autres activités manufacturières ■ Services à haute valeur ajoutée ■ Autres activités de services

	2007	2008	2009
echnologie de l'information et de la communication	109	103	102
nergies renouvelables	23	21	59
Recherche et développement	34	23	42
Quartiers généraux	5	7	17

Analyse par fonction

our mener à bien leurs activités, les entreprises s'appuient sur plusieurs types de fonctions: production, recherche et développement, services administratifs et quartiers généraux, logistique et distribution, centres d'appels et de télé-services, notamment.

PROGRESSION DES FONCTIONS DE SERVICES LIEES A L'ACTIVITE DE PRODUCTION

Pour concevoir et écouler ses produits, une entreprise de production crée des activités de services d'appui à la production telles que centre de R&D, service administratif, bureau commercial, quartier général, plate-forme logistique et de distribution. Ces activités de services sont en progression régulière depuis 2000:+9 % en moyenne annuelle. Leur part dans l'ensemble des projets est passée de 46 %, en 2000, à 71 % en 2009 (soit 451 projets). Les fonctions de R&D, ingénierie et design, centres de décision, commerce et services aux particuliers connaissent, depuis 2007, une forte expansion.

Cette progression des fonctions tertiaires résulte de deux facteurs distincts:

→ l'internationalisation des activités de recherche et développement, dont témoigne en particulier l'évolution des dépenses de R&D effectuées par des sociétés étrangères implantées: elles sont passées en France de 19 % du total de la R&D, en 1995, à 22,6 % en 2003, pour se maintenir au-dessus de 20 % depuis. La contribution des filiales étrangères aux dépenses de R&D est plus élevée en France qu'aux Etats-Unis (13 %), au Japon (5 %) ou en Finlande (17 %). Le nombre des projets d'investissement dans la R&D a progressé de l'ordre de 22 % depuis 2007, pour atteindre 7 % du total des projets en 2009, contre 5 % en 2007.

→ la spécialisation de la France dans l'accueil de ces activités, alors que les grands sites de production manufacturière intensive en main-d'œuvre tendent à se localiser plus volontiers dans les pays à plus faibles coûts salariaux. La politique de soutien public à l'innovation, qu'illustre notamment le crédit d'impôt recherche et le développement des pôles de compétitivité, a renforcé l'attractivité de la France et constitue un atout majeur dans la compétition internationale pour attirer capitaux, emplois et talents.

Au-delà de leur impact sur la croissance, les activités de R&D, comme les centres de décision, génèrent des emplois très qualifiés, porteurs de forte valeur ajoutée, généralement plus stables que les emplois productifs.

Parmi les projets décidés en 2009:

→ dans la R&D: la création par l'entreprise espagnole Vision Systemas de Localizacion S.L, dans la région Midi-Pyrénées, d'un centre de R&D Vision Systèmes de Localisation, visant à la fabrication et à la commercialisation de systèmes de localisation pour les malades atteints d'Alzheimer (9 emplois créés); le recrutement par la société britannique de semi-conducteurs Icera

REPARTITION DES PROJETS PAR FONCTION

	Emplois		Projets		Evolution en	Part des projets		
	2009	2007	2008	2009	moyenne annuelle 2008-2009	2007	2008	2009
Centre de décision*	2561	43	164	111	-32 %	7 %	26 %	17 %
R&D, Ingénierie, Design	1771	34	23	51	122 %	5 %	4 %	8 %
Production / Réalisation	12402	224	219	188	-14 %	36 %	34 %	29 %
Commerce et services aux entreprises	4778	264	141	150	6 %	42 %	22 %	23 %
Commerce et services aux particuliers	6828	6	49	112	129 %	1 %	8 %	18 %
Logistique	1078	53	45	27	-40 %	8 %	7 %	4 %
Total	29418	624	641	639	-	100 %	100 %	100 %

^{*} Nomenclature étendue à partir de 2008 au primo implantation

d'au moins 50 ingénieurs experts en communication mobile sur son site de Sophia Antipolis, afin d'accélérer ses activités de R&D concernant les spécifications techniques de la future norme de réseau mobile de quatrième génération; l'implantation à Rueil-Malmaison par Novartis France, filiale du groupe pharmaceutique suisse, de son troisième pôle mondial de recherche clinique en oncologie (création de plus de 50 postes de recherche clinique); la création d'un centre de R&D au sein du pôle de compétitivité du Génopôle d'Evry par Algentech Ltd, société britannique de biotechnologies spécialisée dans le développement de processus innovants pour le ciblage de gènes et la transformation de l'ensemble du génome végétal;

→ pour les centres de décision : la reprise-extension de Therapharm Recherches par l'entreprise américaine Research Pharma Services, dans la région Ile-de-France, qui en fera son quartier général européen en charge du développement des activités pour le reste de l'Europe, le Maghreb, le Moyen-Orient et l'Afrique du Sud (100 emplois créés) ; la création par l'équipementier de télécommunications chinois ZTE (Zhongxing Telecommunication Equipment) d'un centre de décision – regroupement de son siège social pour l'Europe de l'Ouest, l'Europe de l'Est et l'Amérique du Nord – dans

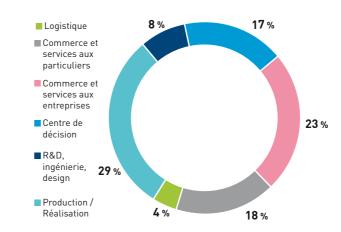
la région Ile-de-France (40 emplois créés); l'implantation par le groupe japonais *Horiba*, fabricant de mesures et d'analyse en optique, de son quartier général européen sur le plateau de Saclay dans la même région (40 emplois créés).

RECUL DE LA FONCTION PRODUCTION

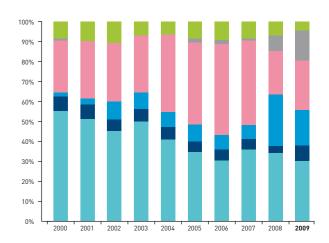
Les projets dans la fonction production voient leur part dans l'ensemble des projets passer de 55 %, en 2000, à 30 % en 2009. La baisse est particulièrement nette dans les secteurs des services commerciaux ou financiers (-16 %), de la construction automobile (-8 %), des équipements électriques ou électroniques (-22 %).

En revanche, les projets dans les secteurs de l'énergie ont progressé de l'ordre de 52 % en moyenne annuelle depuis 2003, pour représenter 14 % des projets dans la fonction production en 2009, contre 2 % en 2003. Parmi les projets décidés en 2009: la création en région Aquitaine d'une usine de construction de panneaux photovoltaïques « couches minces », par l'investisseur américain First Solar Inc. (380 emplois); la création de Robotic Concepts SARL – fabrication de robots d'inspection pour l'industrie nucléaire – par l'investisseur américain Brooks Associates Inc., dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (100 emplois créés).

REPARTITION DES PROJETS EN FRANCE PAR FONCTION EN 2009



REPARTITION DES PROJETS PAR FONCTION (2000-2009)



Analyse par type d'opération: nette progression des créations

n projet d'investissement étranger peut prendre différentes formes: création d'un nouveau site, extension d'un site existant, reprise d'un site en difficulté, partenariat, acquisition.

L'AFII et le présent rapport comptabilisent celles de ces opérations qui créent ou préservent, en cas de fermeture de l'entreprise française rachetée, des emplois (cf. Annexe méthodologique. Critères de prise en compte des projets).

FORTE PROGRESSION DES CREATIONS

L'année 2009 se caractérise par une nouvelle progression (+ 8 % en moyenne annuelle depuis 2007) des projets de création: 62 % des projets d'investissement sont des créations, contre 54 % en 2007.

Parmi les implantations décidées en 2009:

- → dans le secteur tertiaire: la création en Ile-de-France d'une agence canadienne, Sid Lee Paris, de créativité commerciale, spécialisée dans le marketing et la publicité (50 emplois); celle de KPN France, spécialisée dans les télécommunications et les services des technologies de l'information et des communications (50 emplois); la création d'une plate-forme logistique Lidl dans la région Languedoc-Roussillon (120 emplois) et celle de Anyware Services, spécialisée dans le développement d'applications web de gestion de contenus (CMS Java Open Source) dans la région Midi-Pyrénées (20 emplois);
- → dans l'industrie: la création en Bourgogne d'une usine de transformation et de conservation de poissons, de crustacés et de mollusques par la société polonaise Morpol SA (350 emplois); la création en Bretagne, par la société allemande Solar Direct GmbH, d'un site chargé de la distribution d'équipements complets permettant de produire de l'électricité et de la chaleur à partir d'énergies renouvelables (10 emplois).

TYPE D'OPERATION	Nomb	re de p	rojets	Part des projets			
	2007	2008	2009	2007	2008	2009	
Création	338	357	393	54 %	56 %	62 %	
Extension	203	217	182	33 %	34 %	28 %	
Reprise	53	58	52	8 %	9 %	8 %	
Reprise-extension	30	12	12	5 %	2 %	2 %	
Total	624	641	639	100 %	100 %	100 %	

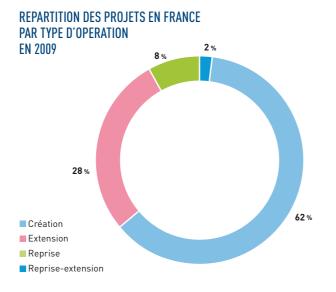
BAISSE DU NOMBRE DES EXTENSIONS DE SITES EXISTANTS

Les extensions connaissent une baisse: elles sont à l'origine de 28 % des projets en 2009, contre 33 % en 2007.

Des extensions ont été décidées et annoncées par des entreprises de conseil et services aux entreprises (Roland Berger Strategy Consultants, Fullsix France, Camaris SARL, Mercator...); dans l'industrie: par Smart France, pour la fabrication de la voiture électrique Smart Fortwo Electric drive, en Lorraine (52 emplois); en région Rhône-Alpes par Newdeal Technologies pour la fabrication d'implants orthopédiques (60 emplois).

STABILITE DU NOMBRE DES REPRISES DE SOCIETES EN DIFFICULTE

Le nombre de reprises de sites en difficulté, qui avait progressé en 2007, est en recul, mais représente tout de même 8 % des projets en 2009, contre 1 % en 2000. Parmi les opérations enregistrées à ce titre: la reprise de Eco Technilin – fabrication de matériaux composites à base de fibres naturelles et de fibres thermoplastiques pour l'industrie automobile – par l'entreprise britannique Driftwell Investments Ltd, en Haute-Normandie (22 emplois maintenus); celle de Saint-Gobain Desjonquères par l'entreprise américaine Oaktree Capital Management LLC, dans la région Picardie (897 emplois maintenus).



Autres types d'investissement non comptabilisés au Bilan : pérennisations, partenariats, franchises

LES INVESTISSEMENTS DE PERENNISATION

Les investissements de pérennisation permettent de « conforter » l'implantation de filiales étrangères et de sauvegarder les emplois qui auraient pu disparaître à terme. Ils manifestent la volonté de l'entreprise étrangère de poursuivre son activité sur le site concerné. Ils ne sont pas comptabilisés dans le Bilan qui recense uniquement les projets qui créent de l'emploi ou maintiennent les emplois existants menacés à très court terme. Il convient néanmoins d'en faire part, car s'assurer du maintien d'entreprises étrangères sur le territoire français est un critère important de l'attractivité de la France.

En 2009, l'AFII a recensé 8 projets de pérennisation, qui ont permis de sauvegarder 1473 emplois. Les trois quarts de ces projets concernent des activités de production. Ces pérennisations se concentrent principalement sur les activités suivantes : agroalimentaire; métaux, travail des métaux; médicaments et biotechnologies appliquées; équipements médico-chirurgicaux.

L'AFII et les partenaires territoriaux ont été sollicités sur plusieurs de ces projets de pérennisation, parmi lesquels :

→ Polimeri Europa SPA: spécialisée dans la production de produits intermédiaires (polyéthylène) et de produits destinés aux sociétés de transformation (styréniques et élastomères), l'entreprise italienne a annoncé un investissement de 100 millions d'euros dans son usine implantée à Dunkerque, en région Nord-Pas-de-Calais. Cet investissement majeur devrait permettre la création d'une nouvelle ligne de production (copolymères EVA) et la sauvegarde de 220 emplois.

LES ACQUISITIONS

Les opérations de fusion-acquisition, qui avaient fortement soutenu la croissance des flux d'IDE ces dernières années, ont considérablement diminué en 2008. La contraction se poursuit en 2009, de l'ordre de - 66 % dans le monde, et de - 72 % en France selon les dernières estimations de la CNUCED. Au même titre que les pérennisations, les opérations de fusions et acquisitions ne sont pas comptabilisées dans le Bilan. Ces opérations traduisent, néanmoins, l'internationalisation et la dynamique des firmes multinationales sur le territoire français.

LES PARTENARIATS

Les partenariats technologiques ou de recherche constituent un nouveau mode d'internationalisation des entreprises: une société étrangère et une entreprise située en France mettent en commun leurs compétences et leurs technologies afin d'améliorer leur efficience respective et de maintenir leurs avancées technologiques dans un environnement de plus en plus concurrentiel. Trois partenariats ont été accom-

pagnés et suivis par les partenaires

territoriaux et les collaborateurs

LES FRANCHISES DANS L'AUDIT ET LE CONSEIL

de l'AFII en 2009.

Certains cabinets d'audit et de conseil étrangers présents en France sont dans une situation particulière. Ainsi, la marque «KPMG» est la propriété du réseau KPMG International Cooperative, coopérative de droit suisse. Si chaque cabinet national est indépendant aux plans juridique et financier. l'effet de marque joue un rôle essentiel dans leur développement. C'est pourquoi les agences d'attraction de l'investissement les comptabilisent souvent dans leurs bilans. Ils sont ici cités au même titre que les pérennisations, car ils témoignent de l'attractivité de la France pour ces marques et franchises étrangères.

. . .

Analyse par région d'accueil

a diversité des territoires français constitue, couplée avec la qualité des infrastructures et celle de la main-d'œuvre, de puissants facteurs d'attractivité. Comme les années précédentes, les nouveaux projets d'investissement étrangers sont localisés sur l'ensemble du territoire français.

La répartition rend compte, dans le même temps, de la force d'attraction des grandes métropoles, et du fait que la présence de sociétés étrangères favorise souvent l'arrivée sur le même territoire de nouveaux investisseurs étrangers.

Les quatre premières régions (Ile-de-France, Rhône-Alpes, PACA et Midi-Pyrénées) accueillent 61 % des nouveaux projets (62 % en 2008, pour l'Ile-de-France, Rhône-Alpes, Midi-Pyrénées et PACA). Les sept premières régions totalisent 75 % du nombre total des nouveaux projets.

Avec 191 projets d'investissement étrangers en 2009, la région Ile-de-France confirme sa première place, près du tiers des projets accueillis étant intensifs en technologie et valeur ajoutée (énergie, conseil et ingénierie, logiciels et prestations informatiques, composants électroniques, matériels aéronautiques et ferroviaires).

→ Exemples: Huawei Technologies, premier fabricant de matériel de télécommunication en Chine, a annoncé en septembre 2009 la création d'un centre de recherche en Ile-de-France. Ses travaux porteront sur trois domaines principaux: les algorithmes dans les réseaux mobiles, le développement des standards et l'évaluation des services mobiles de bout en bout. Ce centre permettra à Huawei d'enrichir sa collaboration avec les universités et les grandes écoles françaises et de créer un pôle d'excellence dans le secteur des télécommunications mobiles en région parisienne. Huawei a annoncé un partenariat avec Paris Tech (institut regroupant 12 grandes écoles françaises) pour soutenir le programme « Docteur pour l'entreprise ».

Avec 90 projets, la **région Rhône-Alpes** se maintient au second rang des régions d'accueil en 2009. Progressent tout particulièrement, en 2009, les projets dans le secteur de l'énergie (+ 37 % en moyenne annuelle depuis 2007) et dans le secteur des machines et équipements mécaniques (+12 % en moyenne annuelle depuis 2007), qui représentent respectivement 18 % et 12 % des projets dirigés vers cette région.

→ Exemples: Pharmideas Research & Consulting, société canadienne, a implanté une filiale à Lyon, dans la région Rhône-Alpes, et va créer 10 emplois. Cette société de conseil propose des services au niveau des études médico-économiques et épidémiologiques à des sociétés dans le secteur des sciences du vivant au sens large (biotechnologie, pharmacie, dispositifs médicaux, dermo-cosmétiques).

La région Provence-Alpes-Côte d'Azur arrive en troisième position, avec 9 % du total national des projets. Depuis 2007, elle accueille de manière croissante des activités de service intensives en valeur ajoutée. Le secteur des logiciels et des prestations informatiques, avec celui des énergies et services concédés, représentent plus du tiers des projets reçus par cette région.

→ Deux projets récents: le groupe suédois Way Group Europe, spécialisé dans le développement de logiciels, a choisi la Côte d'Azur et la technopole de Sophia Antipolis pour implanter son centre de recherche et développement européen. Ce projet va créer 10 emplois supplémentaires. Dans la même région, le projet allemand de création d'une filiale Aleo Solar, spécialisée dans la fabrication et la distribution de panneaux solaires photovoltaïques, devrait créer 20 emplois.

Bien positionnée pour accueillir des activités intensives en innovation et en technologie, en particulier dans le secteur aéronautique, la région Midi-Pyrénées figure en 2009 au quatrième rang. EADS y est à l'origine d'investissements significatifs en termes de création d'emploi.

La région Nord-Pas-de-Calais arrive en cinquième position, avec 6 % du total national des projets. Elle a bénéficié de projets importants dans les secteurs de l'ameublement et l'équipement du foyer (avec l'implantation de la firme JISK notamment), la chimie et la plasturgie (la région confirme son attractivité dans ce secteur avec de multiples extensions de firmes étrangères déjà implantées).

REPARTITION DES PROJETS PAR REGION (2007-2009)

	No	ombre de proje	ets	Moyenne	Part des projets			
REGION D'ACCUEIL	2007	2008	2009	2000-2008	2007	2008	2009	
Ile-de-France	182	208	191	153	29 %	32 %	30 %	
Rhône-Alpes	91	107	90	77	15 %	17 %	14 %	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	36	35	56	44	6 %	5 %	9 %	
Midi-Pyrénées	50	52	51	53	8 %	8 %	8 %	
Nord-Pas-de-Calais	44	30	39	46	7 %	5 %	6 %	
Alsace	25	26	25	33	4 %	4 %	4 %	
Aquitaine	23	23	21	19	4 %	4 %	3 %	
Languedoc-Roussillon	15	15	21	13	2 %	2 %	3 %	
Lorraine	14	26	17	29	2 %	4 %	3 %	
Pays-de-la-Loire	19	11	17	13	3 %	2 %	3 %	
Bretagne	11	10	16	11	2 %	2 %	3 %	
Haute-Normandie	18	21	16	13	3 %	3 %	3 %	
Bourgogne	15	10	15	13	2 %	2 %	2 %	
Auvergne	2	1	10	4	0 %	-	2 %	
Centre	16	21	10	17	3 %	3 %	2 %	
Champagne-Ardenne	20	11	10	13	3 %	2 %	2 %	
Picardie	17	10	8	14	3 %	2 %	1 %	
Poitou-Charentes	6	2	7	4	1 %	-	1 %	
Basse-Normandie	11	10	6	8	2 %	2 %	1 %	
Franche-Comté	7	7	6	6	1 %	1 %	1 %	
DOM-TOM	0	3	5	2	0 %	-	1 %	
Corse	0	0	1	0	0 %	-	-	
Limousin	2	3	1	2	0 %	-	-	
Total	624	641	639	586	100 %	100 %	100 %	

NOMBRE D'EMPLOIS CREES OU MAINTENUS PAR REGION (2007-2009)

	١	Nombre d'emp	lois	Moyenne	Part des emplois		is
REGION D'ACCUEIL	2007	2008	2009	2000-2008	2007	2008	2009
Ile-de-France	10398	8300	8286	6 2 3 0	30 %	26 %	28 %
Rhône-Alpes	4660	3 586	2948	3 6 6 9	14 %	11 %	10 %
Aquitaine	1497	2290	2890	1 094	4 %	7 %	10 %
Midi-Pyrénées	2054	2421	2178	2308	6 %	8 %	7 %
Nord-Pas-de-Calais	2810	3 1 5 9	2008	2730	8 %	10 %	7 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1604	926	1972	2 2 7 0	5 %	3 %	7 %
Champagne-Ardenne	1 450	730	1137	886	4 %	2 %	4 %
Picardie	984	451	1103	847	3 %	1 %	4 %
Languedoc-Roussillon	382	750	1017	655	1 %	2 %	3 %
Alsace	791	1243	724	1384	2 %	4 %	2 %
Poitou-Charentes	519	56	720	483	2 %	-	2 %
Lorraine	982	1271	694	1 928	3 %	4 %	2 %
Pays-de-la-Loire	938	504	605	972	3 %	2 %	2 %
Centre	1062	1693	602	1119	3 %	5 %	2 %
Bourgogne	890	490	597	802	3 %	2 %	2 %
Auvergne	72	10	467	338	0 %	-	2 %
Franche-Comté	851	601	443	426	2 %	2 %	2 %
Bretagne	730	315	414	902	2 %	1 %	1 %
Haute-Normandie	1 288	1684	390	867	4 %	5 %	1 %
Basse-Normandie	485	1045	375	548	1 %	3 %	1 %
DOM-TOM	0	210	289	189	0 %	1 %	1 %
Corse	0	0	15	4	0 %	-	-
Limousin	70	197	15	157	0 %	1 %	-
Total	34517	31 932	29889	30808	100 %	100 %	100 %

→ Deux projets récents: création par la société britannique SSL247 SARL d'une filiale spécialisée dans la distribution de software SSL, qui devrait permettre la création de 10 emplois. Dans la même région, le projet américain de création d'une filiale, Ouvrie PMC, spécialisée dans la fabrication d'anti-mousses pour les industriels traitant de grands volumes d'eau en présence d'impuretés à caractère moussant, devrait créer 20 emplois.

Avec 25 projets, la **région Alsace** se maintient au sixième rang des régions d'accueil en 2009. Les projets dans les secteurs de l'énergie et autres services concédés, médicaments et biotechnologies appliquées, activités de service commerciales ou financières qui représentent 40 % dans projets dans cette région.

→ Exemples: la firme allemande, Energiebau Solarstromsysteme GmbH, spécialisée dans le photovoltaïque, va créer sa première filiale étrangère en France, dans la région Alsace, ce projet doit permettre la création de 80 emplois. L'extension de la filiale suisse Novartis Pharma, pour la fabrication d'un nouveau biomédicament, appelé Simulect. Ce projet permettra la création de 40 emplois supplémentaires.

Dans les autres régions, les projets sont en progression en Languedoc-Roussillon, Bretagne, Auvergne et DOM-TOM. Ils se maintiennent en Aquitaine, Pays-de-la-Loire, Haute-Normandie, Bourgogne et Franche-Comté. Un léger tassement est observé depuis 2007, dans les régions Centre, Champagne-Ardenne, Basse-Normandie et Picardie. Les projets d'investisseurs étrangers restent encore marginaux en Corse et dans le Limousin.

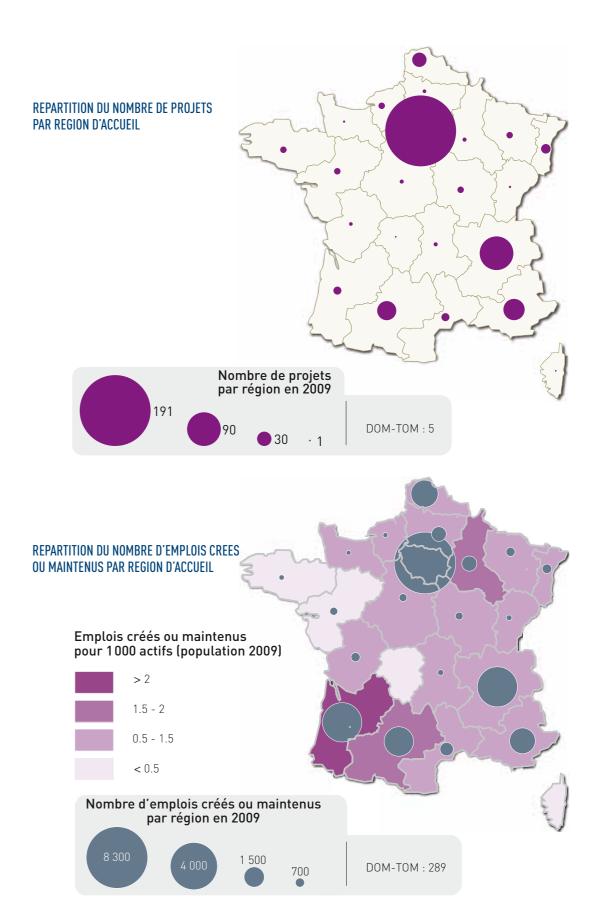
En termes de création ou de maintien d'emplois, les principales régions sont: l'Ile-de-France (28 % du total national), Rhône-Alpes (10 %), l'Aquitaine (10 %) et Midi-Pyrénées (7 %), qui comptabilisent 55 % du total national.

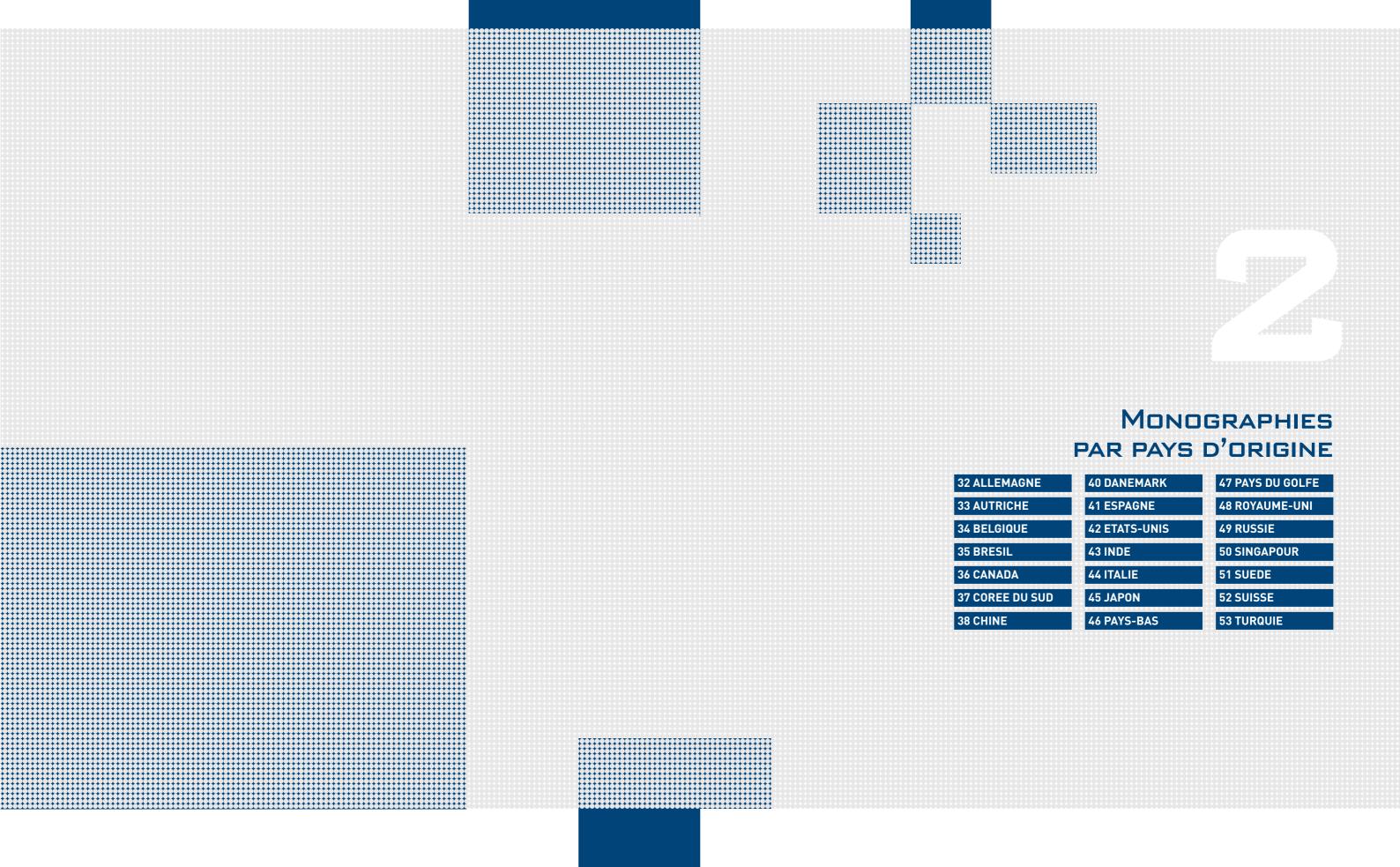
Pour estimer la contribution des filiales étrangères à l'emploi et à l'activité des régions, les créations d'emplois liées aux nouveaux investissements étrangers peuvent être rapportées à la population active.

A cette aune, les régions Aquitaine, Champagne-Ardenne, Midi-Pyrénées, Ile-de-France, Picardie, Nord-Pas-de-Calais et Rhône-Alpes se distinguent par un rapport, « Emplois créés en 2009 par des sociétés étrangères pour 1000 actifs », plus élevé que le ratio total.

NOMBRE D'EMPLOIS CREES OU MAINTENUS POUR 1 000 ACTIFS Par region en 2009

	Ratio pour 1000 actifs
Aquitaine	2,0
Champagne-Ardenne	1,9
Midi-Pyrénées	1,7
Ile-de-France	1,5
Picardie	1,3
Nord-Pas-de-Calais	1,2
Rhône-Alpes	1,1
Languedoc-Roussillon	1,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,9
Poitou-Charentes	0,9
Franche-Comté	0,9
Bourgogne	0,8
Alsace	0,8
Auvergne	0,8
Lorraine	0,7
Basse-Normandie	0,6
Centre	0,5
Haute-Normandie	0,5
DOM-TOM	0,4
Pays de la Loire	0,4
Bretagne	0,3
Corse	0,1
Limousin	0,0
Total	1,0





ALLEMAGNE

6 2 5 6

294 000

FICHE D'IDENTITE 2009

EN FLUX

113

Nombre de projets

Nombre d'emplois

EN STOCK

3 000

Nombre d'implantations Nombre de salariés

79.41 Mds€

Stock d'IDE en France au 31/12/2008 (Banque de France)

EXEMPLES D'INVESTISSEMENTS ALLEMANDS EN FRANCE ANNONCES EN 2009:

- DAIMLER AG: Daimler AG a sélectionné l'usine Smart de Hambach, en France, comme lieu de production de la «Smart ForTwo» électrique de série, dont la commercialisation grand public est prévue en 2012. L'investissement de 18 millions d'euros permettra l'extension de cette firme implantée depuis 1997 en France, dans la région Lorraine, et assurera la création de **52** emplois.
- JUWI GmbH: extension d'un centre de recherche et développement Juwi ENP - spécialisée dans la conception et l'ingénierie de centrales solaires photovoltaïques par la société mère allemande Juwi GmbH dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. 35 emplois seront créés.
- ENERGIEBAU SAS: l'entreprise allemande. spécialisée dans le photovoltaïque, va créer sa première filiale étrangère en France dans la région Alsace. Ce projet doit permettre la création de **80** emplois.
- BAYER CROPSCIENCE DEUTSCHLAND GMBH la société allemande CropScience Deutschland GmbHB a développé l'activité de sa filiale implantée dans la région Rhône-Alpes depuis 1954, avec notamment l'inauguration en mai 2009 d'un nouveau laboratoire de recherche dédié aux plantes. Le groupe a investi 10 millions d'euros sur le site. Création de 20 emplois.

L'Allemagne se hisse à la première place des pays d'origine des investissements étrangers créateurs d'emploi en France. Elle compte pour 18 % des projets ciblant la France en 2009 et 21 % des emplois créés ou maintenus par les entreprises étrangères. La présence allemande dans les secteurs de l'énergie renouvelable est en forte croissance.

LA PRESENCE ALLEMANDE EN FRANCE

Plus de 3000 entreprises allemandes présentes en France emploient environ 300 000 salariés. Avec 113 projets annoncés en 2009, l'Allemagne devient le premier pays investisseur en France, à l'origine de 18 % des projets, et devance ainsi les Etats-Unis.

Secteurs

En 2009, deux secteurs sont particulièrement prisés par les entreprises allemandes: l'énergie et autres services concédés (27 % des projets totaux) et celui des activités commerciales ou financières (14 %). Les investissements allemands dans les énergies renouvelables, secteur porteur de croissance et intensif en technologie, ont doublé entre 2007 et 2009, pour atteindre 31 projets en 2009. En revanche les projets dans le secteur des métaux et travail des métaux, ainsi que dans celui du transport et du stockage ont connu un net repli, passant de 21 % des projets en 2007 à 5 % en 2009.

Type d'implantation

Les investissements allemands se concentrent sur des opérations de création (53 % des projets allemands en 2009) et d'extensions d'entreprises (41 %). Les projets annoncés par les investisseurs allemands se situent majoritairement dans les activités de production, réalisation, assemblage (42 %) et dans les activités tertiaires de commerce et services aux entreprises (31 %).

Localisation régionale

Les implantations de sociétés à capitaux allemands sont présentes sur l'ensemble du territoire. Les principales régions d'accueil, en 2009, sont l'Ilede-France (19 % des projets en France), Rhône-Alpes (18 %) et Provence-Alpes-Côte d'Azur (11 %). La présence croissante des investissements allemands dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur est liée à la croissance du nombre des projets dans les secteurs de l'énergie renouvelable : ce secteur représente 75 % des projets allemands réalisés dans cette région en 2009.

LA FRANCE COMME DESTINATION AU SEIN DE L'EUROPE

En 2009, l'Allemagne est le second pays investisseur européen en Europe. Après une hausse régulière sur la période 2003-2007, les projets allemands dirigés vers l'Europe sont en repli depuis 2007.

En 2009, la France est le 1er pays d'accueil des projets en provenance d'Allemagne accueillant 18 % des projets de ce pays dirigés vers l'Europe (14 % vont vers le Royaume-Uni, 11 % vers la Russie).

AUTRICHE

La part de la France dans les investissements autrichiens à destination de l'Europe s'est renforcée dans les années récentes. Avec 10 projets nouveaux, l'Autriche se place au 14e rang des investisseurs en France.

LA PRESENCE AUTRICHIENNE EN FRANCE

L'Autriche maintient sa place au quatorzième rang des pays investisseurs en France en 2009: 10 projets ont permis la création ou le maintien de 185 emplois. L'investissement autrichien en France est assez récent : les opérations étaient en moyenne annuelle au nombre de 4 sur la période 2000-2005. On assiste à un quasi-triplement depuis 2006.

Secteurs

La présence autrichienne s'est développée sur une gamme très ouverte de secteurs, avec un accent marqué pour les projets dans les secteurs innovants tels que les énergies renouvelables et autres services concédés (13 %) et la chimie et plasturgie (10 %).

Type d'implantation

L'année 2009 se caractérise par le nombre des opérations de création (70 % des projets et 62 % des emplois créés ou maintenus).

Les extensions représentent 20 % des projets et 11 % des emplois créés, les reprises 10 % des projets et 17 % des emplois créés ou maintenus. La fonction production regroupe 40 % des projets.

Localisation régionale

L'Alsace a longtemps été la destination privilégiée. Rhône-Alpes est aujourd'hui la principale région d'accueil (21 % des projets en France), devant l'Ile-de-France (15 %), l'Alsace (13 %) et Provence-Alpes-Côte-d'Azur (11 %).

LA FRANCE COMME DESTINATION **AU SEIN DE L'EUROPE**

Les investissements créateurs d'emploi autrichiens à destination de l'Europe (80 % du total) ont régulièrement progressé, de l'ordre de 15 % en moyenne annuelle sur la période 2003-2007.

En revanche, à partir de 2007, les projets se sont repliés de 21 % en moyenne annuelle, pour atteindre 127 projets en 2009 contre 206 en 2007. La France est le dixième pays européen d'accueil des projets autrichiens (6 % des projets dirigés vers l'Europe en 2009, contre 1 % en 2003).

ICHE D'IDENTITE 2009

EN FLUX

Nombre de projets

185 Nombre d'emplois

EN STOCK

Nombre d'implantations en France

15600 de salariés

. . .

3.03 Mds€

Stock d'IDE en France au 31/12/2008 (Banque de France)

EXEMPLES D'INVESTISSEMENTS **AUTRICHIENS EN FRANCE** ANNONCES EN 2009:

- DREXEL & WEISS : cette société autrichienne a décidé d'implanter une filiale, spécialisée dans la construction de maisons à faible consommation d'énergie, dans la région Rhône-Alpes. Création de **15** emplois.
- KWIZDA AGRO GMBH: extension du site de commercialisation d'insecticides, raticides, désinfectants implanté dans la région Bretagne. Ce projet permettra la création de **10** emplois supplémentaires.
- ISOCELL VERTRIEBS GMBH: l'entreprise autrichienne, spécialisée dans la production et la vente d'isolants thermiques en fibres cellulosiques, a annoncé la création d'une unité de production et de distribution de ouate de cellulose en Bretagne. Création de **10** emplois.

::: BELGIQUE

FICHE D'IDENTITE 2009

EN FLUX

Nombre de projets

Nombre d'emplois

EN STOCK

3 300 Nombre d'implantations

180 848 Nombre de salariés

628

84 Mds€

Stock d'IDE en France au 31/12/2008 (Banque de France)

EXEMPLES D'INVESTISSEMENTS BELGES EN FRANCE ANNONCES EN 2009:

- INTERSIG: société belgo-néerlandaise de métallurgie, leader européen du fil pour armature béton, Intersig a décidé, en mars 2009, d'implanter une unité de fabrication de produits en acier d'une capacité de 200 000 tonnes à Saint-Pourcainsur-Sioule, dans l'Allier. Cet investissement de 60 M€ créera 100 emplois.
- GEERT MAES: acteur important du développement durable en Belgique, notamment dans le recyclage de divers matériaux, dont la biomasse, la société a créé une unité de récolte et traitement de déchets de bois à Luglon (Aquitaine). L'investissement de 3,5 M€ permettra la création de **15** emplois.
- GOOD DISPLAY: cette société spécialisée dans le merchandising et le marketing pour la grande distribution s'implante à Paris. Création de **20** emplois.
- SAMTECH : cette société édite des logiciels et développe des services d'ingénierie dédiés au prototypage virtuel et à l'analyse de structures par éléments. Elle va emménager sur un nouveau site à Toulouse (Midi-Pyrénées et recruter une **douzaine** d'ingénieurs dans la R&D.

La France est le premier pays d'accueil des investissements belges créateurs d'emploi dirigés vers l'Europe depuis plus d'une décennie. Le nombre de projets originaires de Belgique reste stable en 2009 par rapport aux années précédentes.

LA PRESENCE BELGE EN FRANCE

Plus de 3 300 entreprises belges sont présentes en France, où elles emploient 180 850 personnes. En 2009, la Belgique est le septième pays investisseur étranger en France, avec 30 projets qui vont créer ou maintenir 628 emplois.

Secteurs

En 2009, les trois guarts des investissements belges se répartissent dans les cinq secteurs suivants: services commerciaux ou financiers (23 %) - où le nombre de projets belges a pratiquement doublé depuis 2007, passant de 4 à 7 -, agroalimentaire (17 %), logiciels et prestations informatiques (13 %), métaux et travail des métaux (13 %), transport et logistique (10 %).

Type d'implantation

L'année 2009 se caractérise par la part des opérations de création (43 %) et celle des extensions (37 %), qui assurent ensemble 78 % des emplois créés. Les reprises ne représentent que 13 % des projets et 19 % des emplois créés ou maintenus.

Les projets d'investissement belges privilégient en 2009 la fonction de production, qui représente 40 % des projets annoncés sur le territoire français. Il s'agit en particulier de la création ou de l'extension de filiales de production dans les secteurs des métaux et de l'énergie, et d'acquisitions d'unités de production dans le secteur de l'agroalimentaire. Les fonctions commerce et services représentent 43 % des projets.

Localisation régionale

Les implantations de sociétés à capitaux belges sont présentes sur l'ensemble du territoire. En 2009, les deux principales régions d'accueil sont le Nord-Pas de Calais (23 % des projets en France) et l'Ile-de-France (20 %).

LA FRANCE COMME DESTINATION AU SEIN DE L'EUROPE

Les flux de projets d'investissement en provenance de la Belgique varient, selon la conjoncture, avec plus d'intensité en Europe que dans le monde. Après avoir progressé régulièrement de 2003 à 2007, de 25 % à destination du monde et de 32 % vers l'Europe en moyenne annuelle, le nombre de projets belges a connu un fort recul en 2008 et 2009, de l'ordre de - 23 % pour l'Europe et de - 16 % dans le monde. La France a accueilli 29 % des projets belges dirigés vers l'Europe en 2009, contre 12 % pour le Royaume-Uni et 5 % pour l'Allemagne.

BRESIL

Les entreprises brésiliennes, dont l'internationalisation est récente, renforcent leur présence en France. Sept projets d'investissement ont été enregistrés sur la période 2003-2009.

LA PRESENCE BRESILIENNE EN FRANCE

L'internationalisation des entreprises brésiliennes est un phénomène relativement récent : les investissements sortants sont passés d'environ 1 milliard de dollars US sur la période 2000-2003 à près de 14 milliards par an au cours de la période 2004-2008. Entre 2003 et 2009, seuls 7 projets d'investissement en France ont été recensés.

Secteurs

Sur la période 2003-2009, la présence brésilienne se manifeste, pour l'essentiel, par la création de bureaux commerciaux ou de liaison, qui représentent près de 60 % des projets d'investissement en France.

La nature des investissements évolue, cependant, avec la création d'un centre de recherche et développement en 2006 (Terra Pi, fabrication de médicaments et biotechnologies appliquées à la médecine traditionnelle brésilienne).

Type d'implantation

Entre 2003 et 2009, les créations représentent 71 % des projets d'implantation brésiliens en France, et 63 % des emplois créés. On ne dénombre aucune reprise de sites en difficulté sur la période.

Les entreprises brésiliennes investissent, en nette majorité, dans les fonctions d'appui à la production, dont relèvent plus de 80 % des projets.

Localisation régionale

Sur la période 2003-2009, l'Île-de-France accueille 57 % des projets d'implantation des entreprises brésiliennes. Viennent ensuite les régions Midi-Pyrénées (14 %), Nord-Pas-de-Calais (14 %) et Rhône-Alpes (14 %).

LA FRANCE COMME DESTINATION **AU SEIN DE L'EUROPE**

L'Europe est une destination nouvelle pour les entreprises et investisseurs brésiliens. Entre 2003 et 2009, les projets d'investissement brésiliens à destination de l'Europe (+ 26 %) ont progressé plus rapidement que ceux à destination du monde (+ 16 %).

En 2009, la tendance s'est inversée: les projets brésiliens ont enregistré une baisse globale de 37 % par rapport à 2008, et de 63 % en Europe.

Sur la période 2003-2009, la France est néanmoins le troisième pays européen d'accueil des projets d'implantation brésiliens, derrière le Portugal et le Royaume-Uni, et représente 13 % des projets dirigés vers l'Europe.

ICHE D'IDENTITE 2009

EN FLUX

Nombre de projets sur la période 2003-2009

111 Nombre d'emplois sur la période 2003-2009

EN STOCK

Nombre d'implantations en France

220 Nombre

. . .

570 millions d'euros

Stock d'IDE en France au 31/12/2008 (Banque de France)

EXEMPLES D'INVESTISSEMENTS **BRESILIENS EN FRANCE ANNONCES** SUR LA PERIODE 2003-2009:

- TERRA PI : l'entreprise brésilienne spécialisée dans les médicaments et biotechnologies appliquées a implanté en 2006, à Roissy-Charles-de-Gaulle, dans la région lle-de-France, un centre de recherche et développement. Ce projet de mise en valeur de la médecine traditionnelle brésilienne a permis la création de 15 emplois.
- BERACA SABARA QUIMICOS E **INGREDIENTES LTDA** : l'entreprise brésilienne - conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises - a annoncé en 2008 la création d'une filiale spécialisée dans la fourniture de solutions et de matières premières de haute qualité pour le traitement de l'eau, la nutrition animale et la santé, les cosmétiques, etc. Ce projet permettra la création de 10 emplois

dans la région Ile-de-France.

 ALPARGATAS : le fabricant brésilien de sandales Havaianas se tourne vers le marché européen et prévoit d'y investir 150 millions de dollars sur une période de cinq ans. Le groupe va s'élargir en créant plusieurs filiales en Europe, dont une dans la région lle-de-France. Annoncée en 2008, cette implantation devrait créer 10 emplois.

CANADA

FICHE D'IDENTITE 2009

EN FLUX

Nombre de projets

Nombre d'emplois

273

22000

de salariés

Nombre

EN STOCK

280

Nombre d'implantations

3.97 Mds€

Stock d'IDE en France au 31/12/2008 (Banque de France)

EXEMPLES D'INVESTISSEMENTS CANADIENS EN FRANCE **ANNONCES EN 2009**

PHARMIDEAS RESEARCH & **CONSULTING INC**: cette entreprise a implanté à Lyon (Rhône-Alpes) un centre de recherche et développement spécialisé dans les sciences physiques et naturelles. les études médico-économiques et épidémiologiques. 10 postes de chercheur vont être créés.

LOUISBOURG SEAFOOD LTD :

la société canadienne basée en Nouvelle-Ecosse a repris, en avril 2009, l'usine de traitement de poisson Interpêche, située à Saint-Pierre et Miguelon (DOM-TOM). qui était en redressement judiciaire depuis juillet 2008. Cette reprise permet la sauvegarde de 45 emplois.

RAYMARK RCS EUROPE :

création du siège social européen dans la région Ile-de-France, par le groupe Raymark Xpert Business Systems Inc., spécialisé dans la conception et la vente de solutions logicielles pour des clients appartenant aux secteurs de l'industrie du luxe (Christian Dior Kenzo, etc.) et de la distribution (Lerov-Merlin, Geneviève Lethu). Ce projet devrait permettre la création de 25 emplois.

Le nombre des nouveaux investissements canadiens reste stable en France depuis 2007, mais il progresse dans les activités de recherche.

LA PRESENCE CANADIENNE EN FRANCE

280 entreprises canadiennes sont présentes en France, où elles emploient plus de 22 000 personnes. En 2009, le Canada est le treizième pays investisseur en France, avec 17 projets qui vont créer ou maintenir 273 emplois. Le nombre des nouveaux projets d'investissement canadiens en France est resté stable depuis 2007.

Secteurs

En 2009, les principaux secteurs concernés sont les suivants: logiciels et prestations informatiques (29 %), métaux et travail des métaux (12 %), et activités commerciales ou financières (12 %).

Types d'implantation

L'année 2009 se caractérise par une nette prédominance des opérations de création, qui représentent 83 % des projets et 73 % des emplois créés. Les reprises ne concernent que 9 % des projets canadiens, mais représentent 20 % des emplois créés ou maintenus.

Les projets d'investissement canadiens privilégient les activités tertiaires d'appui à la production, telles que les centres de décision (35 %) et le commerce et les services aux entreprises (41 %).

A noter l'implantation, en 2009, de trois centres de recherche et développement dans les secteurs des composants électroniques, des médicaments et des biotechnologies appliquées, ainsi que dans les logiciels et prestations informatiques.

Localisation régionale

Les implantations de sociétés à capitaux canadiens sont présentes sur l'ensemble du territoire français. En 2009, les deux tiers des projets canadiens se concentrent dans les régions Ile-de-France (35 %) et Rhône-Alpes (29 %).

LA FRANCE COMME DESTINATION AU SEIN DE L'EUROPE

Le nombre de projets d'investissements physiques canadiens à destination du monde a connu une progression de 11 % en moyenne annuelle depuis 2007, mais une diminution en direction des pays européens (-7 % en moyenne annuelle). La France est, depuis 2003, le second pays d'accueil des investissements canadiens en Europe, derrière le Royaume-Uni. En 2009, la France attire 21 % des projets d'investissement canadiens dirigés vers l'Europe (29 % vont au Royaume-Uni et 8 % en Allemagne).

COREE DU SUD

Le nombre des investissements coréens en France reste, en dépit des succès économiques et du potentiel technologique de ce partenaire, encore limité.

LA PRESENCE SUD-COREENNE EN FRANCE

Près d'une trentaine d'entreprises coréennes sont présentes en France, où elles emploient plus de 1400 salariés. En 2009, la Corée est au vingt-deuxième rang des pays investisseurs en France. Depuis 2003, on recense 24 projets d'investissements en provenance de la Corée du Sud, qui ont permis le maintien ou la création de 764 emplois.

Secteurs

Dans la période 2003-2008, les projets d'investissement coréens se sont portés vers un grand nombre de secteurs. La moitié des projets concernent cependant: les équipements électriques, électroniques, informatiques (17 %), l'électronique grand public (13 %), les équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux (10 %), et les parfums, cosmétiques (10 %). En 2009, les trois projets coréens concernent: les équipements médicochirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux; les activités de services, commerciales ou financières; et le transport.

Type d'implantation

En 2009, deux opérations de création sont recensées, et une extension. Les investisseurs coréens privilégient les créations comme mode d'implantation sur le territoire français (73 % des projets depuis 2003).

Entre 2003 et 2009, la fonction commerce et services aux entreprises et la fonction production représentent respectivement 50 et 20 % des projets d'investissement coréens à destination de la France. En 2009, les trois projets relèvent uniquement des activités de services.

Localisation régionale

Les implantations de sociétés à capitaux coréens sont très présentes dans la région Ile-de-France, qui accueille la moitié des projets depuis 2003. En 2009, on compte deux projets d'investissement en Ile-de-France et un en Rhône-Alpes.

LA FRANCE COMME DESTINATION AU SEIN DE L'EUROPE

Les projets d'investissement physique des sociétés coréennes ont connu une progression régulière de 3 % en moyenne annuelle sur la période 2003-2009. Le nombre de projets dirigés vers l'Europe a crû de façon similaire jusqu'en 2007, puis a diminué de 28 % en moyenne annuelle depuis lors. Le nombre de projets coréens lancés chaque année en France est resté stable depuis 2003. En Europe, la France est le huitième pays d'accueil des investissements coréens en 2009, attirant 11 % des projets (12 % vont en Allemagne et 12 % au Royaume-Uni).

ICHE D'IDENTITE 2009 EN FLUX 15 Nombre de projets Nombre d'emplois

EN STOCK

Nombre d'implantations en France

1400

. . .

. . .

274 millions d'euros

Stock d'IDE en France au 31/12/2008 (Banque de France)

EXEMPLES D'INVESTISSEMENTS **COREENS EN FRANCE ANNONCES** EN 2009:

W00 YOUNG MEDICAL :

la PME coréenne, spécialisée dans la fabrication de systèmes de perfusion. a choisi Asnières-sur-Seine (Ile-de-France) pour implanter sa première filiale internationale. Ce bureau va créer 10 emplois.

• CHEIL WORLDWIDE:

cette société, qui appartient à Samsung Electronics, est la plus importante agence de communication et de marketing sud-coréenne. Elle a ouvert un bureau, qui emploiera 10 personnes à Saint-Denis (Ile-de-France).

CHINE

FICHE D'IDENTITE 2009 CHINE CONTINENTALE

EN FLUX

1139 Nombre de projets Nombre d'emplois

EN STOCK

Nombre d'implantations

5000 Nombre

303 millions d'euros

Stock d'IDE en France au 31/12/2008 (Banque de France)

FICHE D'IDENTITE 2009 HONG KONG

EN FLUX

344 Nombre d'emplois Nombre de projets

EN STOCK

3000 Nombre d'implantations Nombre de salariés

1,5 Md€

Stock d'IDE en France au 31/12/2008 (Banque de France)

La Chine, second exportateur mondial de biens, est également un acteur de l'investissement international. Les investissements d'origine chinoise dirigés vers l'Europe ont, en particulier, connu une croissance régulière dans les dernières années. Une centaine d'entreprises de Chine continentale et de Hong Kong sont implantées en France, qui emploient plus de 8 000 personnes. En 2009, 22 projets d'investissement créateurs d'emploi ont été annoncés, contre 17 en 2008, qui vont générer 1483 emplois en France.

LA PRESENCE DES ENTREPRISES DE CHINE CONTINENTALE EN FRANCE

Avec 18 nouveaux projets d'investissement et la création de 1139 emplois en 2009, la Chine continentale se place au onzième rang des pays investisseurs en France.

Secteurs

De 2000 à 2008, les trois premiers secteurs faisant l'objet d'investissements chinois étaient la chimie - plasturgie (13 % des projets), les équipements électriques, électroniques, informatiques (12 %), le transport et la logistique (10 %). En 2009, les projets d'investissement chinois sont diversifiés en termes de secteurs: énergie et autres services concédés (17 %), verre et céramique (17 %), activités commerciales ou financières (11 %), machines et équipements (11 %), télécommunications (11 %). On notera l'arrivée de projets chinois dans le secteur de l'énergie (3 projets en 2009).

Type d'implantation

En 2009, les acquisitions ont représenté 33 % des projets. Les opérations de création, en nette progression, comptent pour 56 % des projets. Elles ne se concentrent plus sur la création de bureaux commerciaux comme le montre, par exemple, la création d'un centre de recherche et développement dans les technologies sans fil en région Ile-de-France.

Localisation régionale

Les entreprises chinoises implantées en France ont privilégié jusqu'à présent l'Île-de-France (50 % des projets en 2009) et la région Rhône-Alpes. En Ile-de-France, par exemple, trois grands groupes chinois - Huawei, Zte et Lenovo - ont implanté leur siège européen, et de nombreuses autres entreprises chinoises ont installé leurs centres stratégiques décisionnels. Plusieurs rachats d'usines ont eu lieu dans les régions Auvergne, Champagne-Ardenne, Basse-Normandie et Ile-de-France.

CHINE

• • •

. . .

LA FRANCE COMME DESTINATION **AU SEIN DE L'EUROPE**

Depuis 2003, le nombre de projets chinois d'investissement créateur d'emploi a progressé de 17 % en moyenne annuelle (passant de 108 à 303 projets) dans le monde, et de 33 % en Europe (110 projets en 2009, contre 24 en 2003). Depuis 2007, la croissance s'est ralentie en direction de l'Europe, mais reste proche de 20 % en moyenne annuelle. La France est le quatrième pays d'accueil des investissements chinois en Europe, devancée par l'Allemagne, le Royaume-Uni et la Russie. En 2009, 8 % des projets dirigés vers l'Europe se seraient dirigés vers la France (40 % vers l'Allemagne et 10 % vers le Royaume-Uni).

LA PRESENCE DES ENTREPRISES DE HONG KONG

Avec 4 nouveaux projets d'investissement et la création de 344 emplois en 2009, Hong Kong se place au 19e rang des pays investisseurs en France. On recense actuellement une vingtaine de filiales de groupes en provenance de Hong-Kong en France.

Secteurs

En 2009, deux projets concernent les secteurs du transport et du stockage, l'un des activités commerciales et l'un l'ameublement et l'équipement du foyer.

Type d'implantation

Depuis 2003, 83 % des projets en provenance de Hong Kong sont des opérations de création. Elles représentent la moitié des projets en 2009 avec, notamment, l'implantation de nouvelles unités de production dans l'activité logistique.

Localisation régionale

L'Ile-de-France est la première destination des projets d'investissement en provenance de Hong Kong en 2009: un projet de création et une reprise sont recensés dans cette région. Une création est enregistrée dans le Nord-Pas-de-Calais et une extension en Languedoc-Roussillon.

LA FRANCE COMME DESTINATION AU SEIN DE L'EUROPE

Le nombre de projets d'investissement réalisés dans le monde par Hong Kong sur la période 2003-2009 est resté relativement stable. La France est la troisième destination européenne des projets en provenance de Hong Kong, après le Royaume-Uni, l'Espagne et l'Allemagne.

EXEMPLES D'INVESTISSEMENTS D'ENTREPRISES CHINOISES EN FRANCE ANNONCES EN 2009:

- HUAWEI: quatrième équipementier de télécommunications mondial, l'entreprise chinoise a annoncé, en septembre 2009, la création d'un centre de recherche fondamentale en Ile-de-France, sur les sites d'Issy-les-Moulineaux et de Cergy-Pontoise. Le centre comptera environ 150 personnes. Huawei est la première société chinoise à investir dans un centre de recherche avancée en France
- **ZTE:** le second équipementier chinois de télécommunications a annoncé, en novembre 2009. sa décision d'implanter son quartier général pour l'Europe de l'Ouest, l'Europe de l'Est et l'Amérique du Nord à Boulogne-Billancourt. L'entreprise avait déjà choisi la France, en 2004, pour localiser son siège européen. Cette décision s'accompagne d'un redéploiement vers Paris des directeurs de division Nord-Amérique et Europe, actuellement basés à Shenzhen, et d'un plan de recrutement d'une **quarantaine** de personnes.
- YINGLI GREEN ENERGY: positionné dans le « Top 10 » mondial de la fabrication de panneaux solaires, le groupe Yingli Green Energy vient d'annoncer son arrivée sur le marché français. Le bureau commercial, situé à Lyon (Rhône-Alpes), accueillera 10 personnes dans un premier temps.

EXEMPLES D'INVESTISSEMENTS HONGKONGAIS ANNONCES EN 2009:

- SILVERLIT TOYS MANUFACTORY LIMITED : en novembre 2009, la société a racheté OUAPS. société française de jouets en liquidation judiciaire dont le siège est situé à Boulogne-Billancourt. Ce rachat a permis de maintenir l'emploi existant.
- CROWN WORLWIDE HOLDINGS LTD :

leader de solutions logistiques en matière de services de mobilité internationale, de transport international d'effets personnels et d'œuvres d'art, la société est implantée en France depuis 1999. La création d'une quatrième filiale, à Sophia Antipolis (Provence-Alpes-Côte d'Azur), permet la création de 10 emplois.

DANEMARK

435

56700

FICHE D'IDENTITE 2009

EN FLUX

Nombre de projets

Nombre d'emplois

EN STOCK

552

Nombre d'implantations Nombre de salariés

4.5 Mds€

Stock d'IDE en France au 31/12/2008 (Banque de France)

EXEMPLES D'INVESTISSEMENTS DANDIS EN FRANCE ANNONCES EN 2009:

- XERGI A/S : l'entreprise danoise spécialisée dans le traitement de la biomasse (énergie, engrais), et plus particulièrement dans l'ingénierie de deux domaines d'activité du processus: le Combined Heating Power (CHP) et le Biogas (traitement du gaz), vient de réaliser sa première implantation en France. Le bureau parisien accueillera **15** personnes.
- VESTAS WIND SYSTEMS A/S: le leader mondial de la fabrication d'éoliennes vient d'ouvrir son huitième centre de maintenance en France. Basé à Langres (Champagne-Ardenne), il conduira à la création de 13 emplois.
- AGITO MEDICAL : l'entreprise, spécialisée dans la revente de matériel médical et de laboratoire d'occasion, déménage dans des locaux plus grands à Strasbourg (Alsace), où elle va créer 20 emplois supplémentaires au cours des trois prochaines années.
- WIDEX APS: société danoise, spécialisée dans la recherche et développement, présente en France depuis 1956. Elle est constituée de quatre départements (Aides Auditives, Equipement et Formation, Accessoires, Laboratoires). En pleine croissance sur le marché français, la société a annoncé l'extension de son bureau administratif et commercial à Paris Ce projet dans la région lle-de-France devrait permettre la création de 25 emplois.

La France est un des premiers pays d'accueil des investisseurs danois en Europe. Plus de 500 entreprises danoises sont implantées en France, et les nouveaux projets approchent une vingtaine en 2009.

LA PRESENCE DANOISE EN FRANCE

Plus de 550 entreprises danoises sont présentes en France, où elles emploient plus de 56 700 salariés. Le nombre de projets d'investissement danois, qui avait beaucoup diminué depuis 2005, passant successivement de 11 à 7, puis 5 et enfin 4 projets en 2008, augmente considérablement en 2009 : 18 projets sont en effet recensés, qui vont créer ou maintenir 435 emplois. Le Danemark se place au douzième rang des pays investisseurs en France.

Secteurs

En 2009, les deux tiers des projets d'investissement danois sont concentrés dans trois secteurs,: ameublement et équipement du foyer (33 %, 6 projets en 2009, contre 1 en 2007), énergie et autres services concédés (17 %, de 0 à 3 projets entre 2007 et 2009), et médicaments et biotechnologies appliquées (17 %, de 0 à 3 projets entre 2007 et 2009).

Type d'implantation

L'année 2009 se caractérise par une prédominance des opérations de création (72 % des projets) et des extensions (25 %), qui représentent à elles deux 97 % des projets et 70 % des emplois créés ou maintenus. La fonction de production ne représente que 17 % des projets d'investissement danois, tandis que les activités de services d'appui à la production, en particulier dans les secteurs innovants, totalisent 45 % des projets.

Localisation régionale

Les implantations de sociétés à capitaux danois sont présentes sur l'ensemble du territoire. En 2009, près des trois quarts des projets (72 %) sont concentrés dans trois régions: Nord-Pas de Calais (33 % des projets), Ile-de-France (28 %) et, dans une moindre mesure, Provence-Alpes-Côte d'Azur (11 %).

LA FRANCE COMME DESTINATION **AU SEIN DE L'EUROPE**

La croissance des projets danois a été relativement similaire en Europe et dans le monde sur la période 2003-2007: respectivement 9 % et 7 % en moyenne annuelle. En revanche, à partir de 2007, la progression des investissements danois en Europe est de moindre ampleur (+10 %) que celle à destination du monde (+20 %).

La présence danoise en France se confirme. La France est le deuxième pays d'accueil européen des investissements danois, dont elle capte 11 % des projets en 2009 (27 % vont au Royaume-Uni et 4 % en Allemagne).

ESPAGNE

La dynamique des investissements physiques espagnols à destination de la France s'est renforcée : avec 43 nouveaux projets, l'Espagne est devenue, en 2009, le quatrième pays investisseur en France.

LA PRESENCE ESPAGNOLE EN FRANCE

Plus de 1500 sociétés à capitaux espagnols sont implantées sur le territoire national, employant plus de 60 000 personnes. Les investissements espagnols à destination de la France sont en forte croissance depuis 2007 (+ 22 % en moyenne annuelle). En 2009, l'Espagne devance le Royaume-Uni et se hisse à la quatrième place des investisseurs en France. Les entreprises espagnoles ont annoncé 43 projets d'investissement créateurs d'emplois (soit 7 % des projets accueillis en France), permettant la création ou le maintien de 1255 emplois.

Secteurs

En 2009, les projets d'investissement espagnols se sont portés, pour plus des deux tiers (69 %) vers trois secteurs d'activité: le textile et l'habillement (37 % des projets), l'énergie et autres services concédés (21 %), et les activités commerciales ou financières (12 %). La croissance est particulièrement forte dans le secteur de l'énergie (9 projets en 2009, contre 2 en 2007), ainsi que dans celui du textile en raison, principalement, de l'implantation de plusieurs enseignes Mango sur l'ensemble du territoire national (plus d'une quinzaine d'implantations en 2009).

Type d'implantation

Les investissements espagnols se concentrent majoritairement sur des opérations de création, qui ont nettement progressé depuis 2007: elles couvrent 88 % des projets en 2009, contre 48 % en 2006.

L'analyse par fonction révèle que les projets espagnols en France ont essentiellement pour objet des activités tertiaires. La fonction de production se maintient néanmoins, puisqu'elle représente 24 % des projets en 2009.

Localisation régionale

En 2009, quatre régions accueillent près des deux tiers des projets espagnols en France: Midi-Pyrénées (21 %), l'Ile-de-France (17 %), Rhône-Alpes (14 %) et Languedoc-Roussillon (12 %).

LA FRANCE COMME DESTINATION AU SEIN DE L'EUROPE

En dépit de la crise, le nombre de projets d'investissement espagnols dans le monde augmente (+13 % en moyenne annuelle depuis 2007), ainsi qu'en Europe (+6 %). En 2009, avec 274 projets, l'Espagne est le quatrième pays européen investisseur en Europe, derrière l'Allemagne, la France et le Rovaume-Uni.

La dynamique des projets espagnols à destination de la France est plus forte qu'ailleurs, avec une croissance de 22 % en moyenne annuelle depuis 2007. En 2009, la France est le troisième pays européen d'accueil des projets espagnols, accueillant 11 % des projets dirigés vers les pays européens.

ICHE D'IDENTITE 2009

EN FLUX

Nombre de projets

1255 Nombre d'emplois

. . .

EN STOCK

en France

1500 Nombre d'implantations 60000 de salariés

25,70 Mds€

Stock d'IDE en France au 31/12/2008 (Banque de France)

EXEMPLES D'INVESTISSEMENTS ESPAGNOLS EN FRANCE ANNONCES EN 2009:

- KAIKU CORPORACION ALIMENTARIA. groupe coopératif laitier basque espagnol a pris, en 2009, une participation de 50 % dans le site de production toulousain du Groupe 3A Coop (Midi-Pyrénées) menacé de fermeture. Les deux partenaires ont décidé d'investir 18 millions d'euros. Cette coopération franco-espagnole permet de pérenniser le site, de sauvegarder 200 emplois, et de créer 60 emplois supplémentaires.
- INGETEAM ENERGY, groupe espagnol spécialisé dans l'électrotechnique, a annoncé la création à Toulouse (Midi-Pyrénées) d'un bureau commercial ainsi que celle d'une division service, qui sera en charge de l'installation de fermes photovoltaïques et de leur maintenance. Cet investissement de 5 millions d'euros devrait créer une **soixantaine** d'emplois.
- **DERBY HOTELES** a inauguré au mois de mars 2009 un hôtel 4 étoiles. Cet investissement de 75 M€situé dans la région Ile-de-France devrait créer **80** emplois

ETATS-UNIS

FICHE D'IDENTITE 2009

EN FLUX

106

Nombre de projets Nombre d'emplois

5 5 8 0

768695

EN STOCK

4203

Nombre d'implantations Nombre de salariés

82.08 Mds€

Stock d'IDE en France au 31/12/2008 (Banque de France)

EXEMPLES D'INVESTISSEMENTS AMERICAINS EN FRANCE ANNONCES EN 2009:

- FIRST SOLAR : a annoncé en décembre 2009 sa décision de construire en Aquitaine (Blanquefort) le plus grand site de fabrication de panneaux solaires en France, en association avec EDF Energies Nouvelles. L'investissement de 75 M€ hors immobilier, permettra la création de **375** à **400** emplois dès la première phase.
- INTERNATIONAL BUSINESS MACHINES **CORPORATION**: implantation par la firme américaine d'un Datacenter - centre de traitement des données et de résilience pour les clients Crédit du Nord et Société Générale - dans la région Nord-Pas-de-Calais. Ce proiet permettra la création de 10 emplois.

RESEARCH PHARMA SERVICES:

reprise-extension de Therapharm Recherches par l'entreprise américaine Research Pharma Services, dans la région Ile-de-France, qui en fera son quartier général européen en charge du développement des activités pour le reste de l'Europe, le Maghreb, le Moyen-Orient et l'Afrique du Sud. Après avoir investi quelques 20 M€ dans cette opération de rachat. Research Pharma Services estime à 10 M€ supplémentaires les investissements nécessaires pour l'extension de sa filiale France. Ce projet permettra la création de **100** emplois.

A l'origine de 1 440 opérations d'investissement en France depuis 2000, les entreprises américaines sont responsables du quart des investissements créateurs d'emploi d'origine étrangère réalisés en France au cours des dix dernières années. Traditionnellement premier pays investisseur en France, les Etats-Unis laissent cette première place à l'Allemagne en 2009.

UNE FORTE PRESENCE AMERICAINE EN FRANCE, ANCIENNE ET DYNAMIQUE

Plus de 4 200 entreprises américaines présentes en France emploient environ 770 000 salariés, dont près de la moitié travaillent dans l'industrie manufacturière. Avec 106 projets annoncés en 2009, après 121 en 2008 et 133 en 2007, les Etats-Unis perdent leur position de premier investisseur en France.

Secteurs

La baisse du nombre de projets américains en France (-12 % par rapport à 2008) affecte les activités tertiaires, et tout particulièrement les secteurs des activités de services, commerciales ou financières, les logiciels et prestations informatiques, ainsi que le conseil, l'ingénierie et les services aux entreprises. Les investissements dans les activités manufacturières progressent, en particulier dans le secteur des composants électroniques et celui des équipements électriques, électroniques et informatiques.

Type d'implantation

Les opérations de création se maintiennent et restent prépondérantes : elles sont à l'origine de 58 % du total des projets de création d'origine étrangère en 2009. Depuis plusieurs années, les projets de services sont en croissance: les centres de décision, le commerce et les services aux entreprises, la recherche et développement et l'ingénierie regroupent ainsi 53 % des projets d'investissement américains en 2009.

Localisation régionale

Les deux tiers des projets d'investissement américains se concentrent en 2009 dans trois régions: l'Ile-de-France, qui reçoit plus du tiers (36 %) des projets américains, Rhône-Alpes (17 %) et Provence-Alpes-Côte d'Azur (11 %).

LA FRANCE COMME DESTINATION AU SEIN DE L'EUROPE

Les projets d'investissement américains dans le monde ont connu une baisse de 8 % par rapport à 2008 et de 20 % vers l'Europe. Les Etats-Unis restent néanmoins le premier pays investisseur en Europe en 2009. La France est le deuxième pays européen d'accueil des projets américains, après le Royaume-Uni. Elle reçoit 13 % des investissements créateurs d'emploi dirigés vers l'Europe par les entreprises américaines (35 % vont vers le Royaume-Uni, 10 % vers l'Allemagne).

Nombre d'emplois

. . .

Les projets d'investissement indiens en France, encore limités en nombre, ne fléchissent pas en 2009.

Troisième pays d'accueil en Europe des investisseurs indiens sur la période 2003-2009, la France compte aujourd'hui 70 entreprises d'origine indienne sur son sol, employant plus de 8 000 personnes.

UNE PRESENCE INDIENNE EN FRANCE **QUI SE RENFORCE**

70 entreprises indiennes sont implantées sur le territoire français, où elles emploient plus de 8 000 personnes. La France est une destination de plus en plus attractive pour les entreprises et les investisseurs indiens : le nombre de nouveaux projets d'investissement créateur d'emploi se maintient en 2009, malgré la crise : 10 projets vont générer 201 emplois.

En 2009, l'Inde est le quinzième investisseur étranger en France en termes de projets, devant de nombreux pays développés.

Secteurs

Sur la période 2003-2009, les secteurs d'implantation indienne reflètent les points forts de l'économie de l'Inde: les logiciels et prestations informatiques (36 %); le conseil, l'ingénierie et les services opérationnels aux entreprises (15 %); les équipements électriques, électroniques et informatiques (13 %). Ces secteurs représentent 64 % des projets réalisés en France par les investisseurs indiens.

Type d'implantation

Sur la période 2003-2009, les créations représentent 70 % des projets d'implantation indiens en France. Les fonctions privilégiées par ces projets sont celles du commerce et des services aux entreprises.

Localisation régionale

Sur la période 2003-2009, l'Île-de-France accueille 55 % des projets d'implantation des entreprises indiennes. Viennent ensuite les régions Midi-Pyrénées (9 %), Nord-Pas-de-Calais (6 %) et Alsace (6 %).

LA FRANCE COMME DESTINATION AU SEIN DE L'EUROPE

Les projets d'implantation de l'Inde dans le monde ont progressé de + 5 % en moyenne annuelle entre 2003 et 2009 (227 projets en 2009, 173 en 2003). L'essor a été nettement plus rapide en Europe (27 à 73 projets, + 18 % en moyenne annuelle). Depuis 2009, la France est, au sein de l'Europe, le troisième pays d'accueil des investisseurs indiens, derrière le Royaume-Uni et l'Allemagne. Elle accueille 8 % des projets dirigés vers l'Europe (10 % vont vers l'Allemagne et 46 % vers le Royaume-Uni).

ICHE D'IDENTITE 2009 EN FLUX 201

EN STOCK

Nombre de projets

Nombre d'implantations en France

8000

363 millions d'euros

Stock d'IDE en France au 31/12/2008 (Banque de France)

EXEMPLES D'INVESTISSEMENTS INDIENS EN FRANCE ANNONCES SUR LA PERIODE 2003-2009:

- DURGA ISPAT PVT LTD: l'entreprise a implanté en région Champagne-Ardenne (Rolampont) une unité de recyclage de métaux pour l'exportation vers l'Inde où les déchets seront transformés et utilisés dans le BTP. Ce projet d'investissement d'un million d'euros permettra la création de 22 emplois.
- EVEREADY INDUSTRIES INDIA LTD : l'entreprise, située au Bengale, spécialisée dans
- la production de batteries et piles électriques. a acquis en 2009 la société francilienne Uniross Batteries, qui se trouvait en redressement judiciaire. L'acquisition, d'un montant de 10 millions d'euros, permettra la pérennisation de **50** emplois ainsi que la création de **10** emplois supplémentaires.
- GOBLIN: filiale d'Unit of Camex Trade Link PVT ltd. Goblin a annoncé la création d'un centre européen de design et de distribution de cadeaux personnalisés haut de gamme. Le bureau parisien, avec ses 15 salariés, représente la première implantation internationale de l'entreprise.

2 Monographies par pays d'origine

BILAN ANNUEL 2009

ITALIE

FICHE D'IDENTITE 2009

EN FLUX

56

Nombre de projets

3 152 Nombre d'emplois

107000

EN STOCK

1700

Nombre d'implantations Nombre en France de salariés

21,70 Mds€

Stock d'IDE en France au 31/12/2008 (Banque de France)

EXEMPLES D'INVESTISSEMENTS ITALIENS EN FRANCE ANNONCES EN 2009 :

- SORIN GROUP (3 600 personnes, dont 530 en France) est la plus grande entreprise européenne active dans le secteur cardiovasculaire et l'un des leaders mondiaux dans le développement de technologies médicales pour la chirurgie cardiaque. Sorin Group a décidé en 2009 de développer fortement son activité CRM (Cardiac Rhythm Management) en France. Création de 150 emplois de chercheurs d'ici 2013.
- INDUSTRIE CARTARIE TRONCHETTI S.P.A: cette multinationale italienne spécialisée dans la production de papier toilette dispose de plusieurs sites productifs en Europe. Une implantation en France va permettre de créer, dans sa première phase, 150 emplois à Montargis (région Centre).
- Reprise par B4 ITALIA de l'entreprise
 Metal Temple Aquitaine, spécialisée dans le
 transport et la fabrication d'engrenages.
 Ce projet de reprise va permettre le maintien
 de 216 emplois.

Les projets d'investissement italiens créateurs d'emploi en France ont fortement progressé depuis 2007. Avec plus de 56 nouveaux projets en 2009, qui vont créer ou maintenir 3 152 emplois, la France est le premier pays européen d'accueil des investissements italiens.

LA PRESENCE ITALIENNE EN FRANCE

Plus de 1 700 entreprises italiennes sont implantées en France, où elles emploient plus de 100 000 personnes.

En 2009, l'Italie reste le deuxième pays investisseur européen en France, derrière l'Allemagne. Le nombre de projets d'investissement italiens ne fléchit pas : 56 projets ont été annoncés (55 en 2008), soit 9 % des projets étrangers sur le territoire national en 2009, qui vont permettre la création ou le maintien de 3 152 emplois.

Secteurs

En 2009, les projets d'investissement des entreprises italiennes couvrent l'ensemble des secteurs. Les activités commerciales et financières (13 %), la chimie plasturgie (11 %) et le transport, stockage, BTP (11 %) restent dynamiques. En témoignent les extensions d'Autogrill et de Cremonini, spécialisés dans la restauration sur les autoroutes et dans les trains.

Type d'implantation

Les investissements italiens privilégient les opérations d'extension (48 % des projets) et de création (43 %). Viennent ensuite les reprises (9 % des projets) principalement dans les activités manufacturières. Près de la moitié (46 %) des projets d'investissement italiens en 2009 concernent la fonction production, une part nettement plus significative que pour les projets en provenance d'autres pays investisseurs.

Localisation régionale

Les projets d'origine italienne sont relativement bien distribués sur l'ensemble du territoire français, avec toutefois une concentration dans les régions Ile-de-France et Rhône-Alpes, qui ont attiré respectivement 25 % et 16 % des projets en 2009.

LA FRANCE COMME DESTINATION AU SEIN DE L'EUROPE

Depuis 2003, le nombre de projets italiens à destination de l'Europe a régulièrement progressé (de l'ordre de 3 % par an en moyenne), et plus rapidement en France (9 %). La France est le premier pays européen d'accueil des projets italiens. Elle acccueille 17 % des projets italiens dirigés vers l'Europe (15 % vont vers le Royaume-Uni et 6 % vers l'Allemagne). Le nombre de projets italiens à destination de la France est passé de 25 en 2007 à 56 en 2009.

JAPON

La présence japonaise en France est ancienne et diversifiée. Le nombre des nouveaux projets japonais créateurs d'emploi fléchit en 2009, mais maintient le Japon parmi les dix premiers pays d'origine.

LA PRESENCE JAPONAISE EN FRANCE

Avec 24 nouveaux projets d'investissement et la création de plus de 1800 emplois en 2009, après 33 projets et 1100 emplois en 2008, le Japon se place au neuvième rang des pays investisseurs en France. On recense aujourd'hui 600 filiales de groupes japonais en France, qui emploient environ 58 000 personnes.

Secteurs

Les secteurs privilégiés par l'investissement japonais en France en 2009 sont les services (21 %) et l'électronique (13 % des implantations). Viennent ensuite: la construction automobile et les équipementiers (8 %), les médicaments et les biotechnologies appliquées (8 %), les équipements médicaux et chirurgicaux (8 %), le textile (8 %), la santé-cosmétique (8 %), et l'énergie et autres services concédés (8 %). La crise économique mondiale s'est traduite, pour le Japon, par une forte baisse des projets d'investissement dans le secteur de la construction automobile et des équipementiers, de l'ordre de - 60 % en moyenne annuelle depuis 2007. De manière générale, les projets dans les activités manufacturières ont régressé au profit des activités de services.

Type d'implantation

Les investissements japonais se concentrent en 2009 sur des opérations de création, qui représentent 63 % des projets et 73 % des emplois japonais créés en France. Les extensions représentent 33 % des projets et 25 % des emplois créés. L'analyse des implantations par fonction révèle l'importance des fonctions tertiaires : les centres de décision, le commerce et les services aux entreprises, et le commerce et les services aux particuliers représentent ensemble 83 % des projets et 92 % des emplois créés.

Localisation régionale

Les projets d'investissement japonais privilégient les régions Ile-de-France (63 %), Rhône-Alpes (17 %) et Provence-Alpes-Côte d'Azur (13 %), qui concentrent 92 % des projets décidés en 2009.

LA FRANCE COMME DESTINATION AU SEIN DE L'EUROPE

Les projets d'investissement japonais en Europe, qui progressaient régulièrement depuis 2003 (de l'ordre de 6 % en moyenne annuelle), ont connu un net repli depuis 2007 (- 25 %). La France n'a pas échappé à cette évolution, mais la baisse est de moindre ampleur : - 15 % en moyenne annuelle depuis 2007. Depuis 2003, la France est, derrière le Royaume-Uni, le second pays européen pour l'accueil des investissements créateurs d'emploi en provenance du Japon, dont elle a attiré 14 % des projets dirigés vers l'Europe.

ICHE D'IDENTITE 2009

EN FLUX

24Nombre de projets

1824 Nombre d'emplois

EN STOCK

600Nombre d'implantations en France

58 000Nombre de salariés

. . .

8,76 Mds€

Stock d'IDE en France au 31/12/2008 (Banque de France)

EXEMPLES D'INVESTISSEMENTS JAPONAIS EN FRANCE ANNONCES EN 2009:

- HORIBA: le groupe japonais spécialisé dans les systèmes de mesure et d'analyse appliqués à l'industrie et à la recherche a annoncé, en septembre 2009, l'implantation de son quartier général européen sur le plateau de Saclay (Ile-de-France) et la création de 40 emplois. Ce siège social de la holding du groupe en Europe sera en charge de la supervision des activités d'Horiba en France, en Allemagne, en Autriche, en Italie, en Pologne et au Royaume-Uni. La création de ce quartier général s'accompagne de la décision de développer le centre de R&D du groupe, avec un investissement initial de 20 M€.
- NESS CORPORATION: spécialiste des services de garde d'enfants, la société, basée à Tokyo, a choisi Paris pour sa première implantation en Europe. Sa filiale française, créée en avril 2009, va offrir des services de garde d'enfants à domicile et en crèche, à Paris dans un premier temps, où 35 emplois seront créés sur trois ans.
- FAST RETAILING: le groupe, l'un des plus importants au monde dans le prêt-à-porter, détenteur de plusieurs marques dont Uniqlo et Princesse Tam-Tam, a ouvert en octobre 2009 un magasin dans le quartier de l'Opéra à Paris, où il emploie 200 personnes.

PAYS-BAS

FICHE D'IDENTITE 2009

EN FLUX

Nombre de projets

Nombre d'emplois

1253

392 600

EN STOCK

2500

Nombre d'implantations Nombre de salariés

101.5 Mds€

Stock d'IDE en France au 31/12/2008 (Banque de France)

EXEMPLES D'INVESTISSEMENTS NEERLANDAIS EN FRANCE ANNONCES EN 2009:

- THOMSON TELECOM: reprise de la société Thomson Telecom, spécialisée dans la technologie d'identification de contenus multimédias, par le groupe néerlandais Civolution BV. Cette reprise dans la région Bretagne devrait permettre le maintien de 30 emplois.
- VENDOR SARL : société néerlandaise spécialisée dans le développement et la commercialisation de solutions pour l'hygiène des toilettes, va implanter une filiale dans la région Nord-Pas-de-Calais. Ce projet assurera la création de **10** emplois.
- NUCLETRON BV: Nucletron. société néerlandaise spécialisée dans le domaine de la radiothérapie, est présente sur le marché français depuis plus d'une dizaine d'années. Elle souhaite développer son activité dans la région Ile-de-France. Ce projet d'extension devrait permettre la création de **10** emplois.

Les entreprises néerlandaises sont solidement implantées en France, où 30 nouveaux projets d'investissement sont recensés en 2009.

LA PRESENCE NEERLANDAISE EN FRANCE

2500 entreprises néerlandaises sont présentes en France, où elles emploient 392 600 salariés. En 2009, les Pays-Bas sont au huitième rang des pays investisseurs en France. Dans le même temps, le nombre de projets retrouve le niveau observé en 2007: 30 projets, qui vont créer ou maintenir 1253 emplois.

Secteurs

En 2009, trois secteurs couvrent près de la moitié des projets d'investissement: ameublement et équipement du foyer (20 %), énergie et autres services concédés (17 %), textile et habillement (10 %). Les projets se multiplient dans le secteur de l'énergie (5 projets en 2009, contre 1 en 2006).

Type d'implantation

L'année 2009 se caractérise par une prédominance des opérations de création, qui représentent 80 % des projets et 66 % des emplois créés ou maintenus. Plus de la moitié des projets concernent le commerce et les services aux particuliers ou aux entreprises avec, notamment, l'implantation de nouveaux points de vente dans l'ameublement et l'équipement du foyer, ainsi que le textile et l'habillement.

Localisation régionale

Les implantations de sociétés à capitaux néerlandais sont présentes sur l'ensemble du territoire. Les principales régions d'accueil, en 2009, sont l'Île-de-France (37 % des projets en France) et l'Aquitaine (13 %), qui accueillent ensemble la moitié des projets nouveaux.

LA FRANCE COMME DESTINATION AU SEIN DE L'EUROPE

Les projets en provenance des Pays-Bas ont progressé en moyenne annuelle de 7 % entre 2003 et 2009, avec une accélération depuis 2007. L'Europe a également accueilli un nombre croissant de projets depuis 2003 (+ 9 % en moyenne annuelle), avec une légère inflexion depuis 2007 (+ 5 %).

La France a été, en 2009, le premier pays d'accueil en Europe des projets en provenance des Pays-Bas. Elle a reçu 19 % des projets néerlandais dirigés vers l'Europe, suivie par l'Allemagne (16 %) et le Royaume-Uni (12 %).

PAYS DU GOLFE

Les projets d'investissement créateurs d'emploi en France en provenance des Pays du Golfe sont encore limités. 65 % d'entre eux proviennent des Emirats Arabes Unis.

LA PRESENCE DES INVESTISSEURS DE LA REGION DU GOLFE EN FRANCE

Une cinquantaine d'entreprises en provenance des Pays du Golfe sont implantées sur le territoire français, où elles emploient plus de 26 700 personnes. Huit projets venant du Qatar, des Emirats Arabes Unis et du Koweït ont été décomptés depuis 2003, responsables de la création ou du maintien de 405 emplois.

Secteurs

Ces investissements créateurs d'emploi en provenance des Pays du Golfe se répartissent entre les secteurs du transport et de la logistique (37,5 %), matériels aéronautiques (27 %), équipements électriques, électroniques et informatiques (12,5 %), constructions automobiles et équipementiers (12,5 %), énergie et autres services concédés (12,5 %).

Type d'implantation

Les créations représentent la moitié des projets. Les fonctions principales sont celles de bureau commercial et de services aux entreprises.

Localisation régionale

Trois régions sont privilégiées: Ile-de-France (63 % des projets), Midi-Pyrénées (25 %) et Languedoc-Roussillon (13 %).

LA FRANCE COMME DESTINATION AU SEIN DE L'EUROPE

Les projets d'investissement des Pays du Golfe ont connu une progression moyenne de 35 % par an en Europe depuis 2003. Depuis 2007, la progression est de 41 % en Europe, contre 19 % vers l'ensemble du monde.

La France est, sur la période 2003-2009, le dixième pays européen d'accueil des investissements en provenance des Pays du Golfe, dont elle accueille 4 % des projets dirigés vers l'Europe. Le Royaume-Uni, premier pays d'accueil en Europe, en attire 38 %.

ICHE D'IDENTITE 2009

EN FLUX

8 projets sur la période 2003-2009 405 Nombre d'emplois

EN STOCK

Nombre d'implantations en France

26700 de salariés

. . .

3.8 Mds€

Stock d'IDE en France au 31/12/2008 (Banque de France)

EXEMPLES D'INVESTISSEMENTS DES PAYS DU GOLFE

 JETEX FLIGHT SUPPORT (Emirats Arabes Unis): la compagnie aérienne, basée à Dubaï, s'est implantée en Ile-de-France dans le nouveau terminal d'aviation d'affaires du Bourget où elle a créé une **quarantaine** d'emplois. JetEX a accueilli ses premiers passagers à la fin de l'année 2008.

SR TECHNICS (Emirats Arabes Unis) : cette société spécialisée dans les services techniques et la maintenance aéronautique s'est installée fin 2006 à l'aéroport de Paris-Orly. La société emploie aujourd'hui une **trentaine** de personnes sur le site.

ROYAUME-UNI

1201

FICHE D'IDENTITE 2009

EN FLUX

Nombre de projets Nombre d'emplois

EN STOCK

2350

255 000 Nombre d'implantations Nombre de salariés

101.24 Mds€

Stock d'IDE en France au 31/12/2008 (Banque de France)

EXEMPLES D'INVESTISSEMENTS BRITANNIQUES EN FRANCE ANNONCES EN 2009:

- ICERA SEMICONDUCTORS INC: société britannique de semi-conducteurs leader dans les circuits modems 3G/HSPA, Icera a décidé de développer à Sophia Antipolis, où elle est installée, ses activités de recherche et développement concernant les spécifications techniques de la future norme de réseau mobile de quatrième génération. L'entreprise a annoncé en décembre 2009, le recrutement de 50 ingénieurs experts en communication mobile au cours des trois prochaines années.
- ALGENTECH LTD, spécialisée dans le développement de processus innovants pour le ciblage de gènes et la transformation de l'ensemble du génome végétal, va créer un centre de R&D dans le domaine de la génomique végétale L'innovation porte sur l'objet cellulaire de la manipulation génétique. Création de 10 emplois sur le Génopôle d'Evry et dans des locaux de l'INRA de Versailles (Ile-de-France).
- REED IN PARTNERSHIP. société de recrutement spécialisée dans le réemploi des chômeurs de longue durée, a annoncé l'ouverture d'un bureau à Lille (Nord-Pas-De Calais) permettant de couvrir la moitié Nord de la France. Création de 20 emplois.

La France est le premier pays d'accueil des investissements britanniques en Europe. Depuis 2000, plus de 520 projets décidés par des sociétés à capitaux britanniques ont permis la création ou le maintien de plus de 24 000 emplois.

LA PRESENCE BRITANNIQUE EN FRANCE

Avec 39 nouveaux projets d'investissement et la création de 1201 emplois en 2009, le Royaume-Uni se positionne au troisième rang des pays investisseurs européens en France, derrière l'Allemagne et l'Italie.

Secteurs

Les secteurs des services financiers et commerciaux (33 %) et de logiciels et prestations informatiques (15 % des implantations) regroupent plus de la moitié des projets. Viennent ensuite les secteurs de la construction automobile et les équipementiers (8 %), et du conseil, de l'ingénierie et des services opérationnels aux entreprises (8 %, contre 17 % en 2007).

Type d'implantation

Les investissements britanniques se concentrent en 2009 sur des opérations de création, qui représentent 75 % de leurs projets d'implantation et 68 % des emplois britanniques créés en France. Les extensions représentent 15 % des projets et 16 % des emplois créés, et les reprises 10 % des projets et 17 % des emplois créés ou maintenus. L'analyse des implantations par fonction montre l'importance des fonctions tertiaires: les centres de décisions, commerce et services aux entreprises ou aux particuliers représentent 70 % des projets. La baisse des projets dédiés à la fonction production se poursuit, ils ne représentent plus que 13 % des projets en 2009, contre 20 % en 2007.

Localisation régionale

Les investissements britanniques se répartissent en 2009 sur une dizaine de régions, dont Nord-Pas-de-Calais (8 %), Alsace (8 %), Haute-Normandie (8 %) et Provence-Alpes-Côte d'Azur (8 %), avec une concentration forte dans la région Ile-de-France, qui accueille 40 % des projets.

LA FRANCE COMME DESTINATION AU SEIN DE L'EUROPE

Les projets d'investissement britanniques à l'étranger, qui progressaient régulièrement depuis 2003, ont connu un repli à partir de 2007. Le Royaume-Uni est le troisième pays européen investisseur en Europe, derrière l'Allemagne et la France.

Après une phase de croissance régulière entre 2003 et 2006, les projets d'nvestissement créateurs d'emploi britanniques en France ont vu leur nombre se contracter fortement depuis 2007, de l'ordre de - 25 % en moyenne annuelle. Pour autant, la France reste le premier pays européen d'accueil des projets anglais dirigés vers l'Europe en 2009.

RUSSIE

La présence des investissements russes créateurs d'emploi en France est encore limitée, malgré le poids de l'économie russe.

LA PRESENCE RUSSE EN FRANCE

Si certaines de ses entreprises sont devenues des multinationales, la Russie ne figure pas parmi les plus importants investisseurs à l'étranger, et la présence russe est encore très limitée en France.

Depuis 2003, on ne recense que 10 projets d'investissement russes en France, qui ont permis la création ou le maintien de 735 emplois. En 2009, la Russie est le vingt-huitième pays d'origine des investissements étrangers en France, en nombre de projets.

Secteurs

Sur la période 2003-2009, les deux principaux secteurs qui font l'objet d'investissements russes en France sont les activités de services, commerciales ou financières (27 % des projets), et l'ensemble verre, céramique, minéraux, bois, papier, édition (18 %). Les projets russes recensés en 2009 concernent l'hôtellerie et la chimie.

Type d'implantation

Les investissements créateurs d'emploi originaires de Russie se concentrent majoritairement sur les opérations de création, qui représentent 55 % des projets. Viennent ensuite les reprises et les extensions, qui comptent respectivement pour 27 % et 18 %. En 2009, les deux opérations recensées sont des créations.

Localisation régionale

Les entreprises à capitaux russes sont concentrées dans la région Ile-de-France (55 % des projets d'investissement en France entre 2003 et 2009). Elles sont également présentes dans les régions Haute-Normandie et Provence-Alpes-Côte d'Azur.

LA FRANCE COMME DESTINATION AU SEIN DE L'EUROPE

Les projets russes à destination de l'Europe, qui avaient progressé de 4 % en moyenne annuelle sur la période 2003-2007, ont vu, avec la crise, leur nombre décroître d'environ 15 % en moyenne annuelle. L'Europe est l'une des principales zones d'accueil des investissements russes créateurs d'emploi. Elle a reçu 66 projets depuis 2003.

En 2009, la France est le huitième pays d'accueil des investissements russes en Europe. Elle accueille 3 % des projets dirigés vers l'Europe (17 % vont en Allemagne et 6 % au Royaume-Uni).

ICHE D'IDENTITE 2009 **EN FLUX** Nombre de projets Nombre d'emplois

EN STOCK

Nombre d'implantations en France

3000 de salariés

. . .

1 Md€

Stock d'IDE en France au 31/12/2008 (Banque de France)

EXEMPLES D'INVESTISSEMENTS RUSSES EN FRANCE ANNONCES EN 2009 ET 2008:

 DR WEB LTD : l'éditeur russe de solutions de sécurité informatique (antivirus, antispam, etc.) a décidé, en 2008, d'ouvrir un bureau commercial à Courbevoie (Ile-de-France). Ce projet a permis la création de **20** emplois.

SINGAPOUR

FICHE D'IDENTITE 2009

EN FLUX

Nombre de projets

15 Nombre d'emplois

EN STOCK

Nombre d'implantations

Nombre de salariés

1300

1,98 Md€

Stock d'IDE en France au 31/12/2008 (Banque de France)

EXEMPLES D'INVESTISSEMENTS SINGAPOURIENS EN FRANCE:

• CASSIS INTERNATIONAL PTE LTD:

cette société spécialisée dans les logiciels sécurisés pour paiements électroniques a choisi d'implanter son siège européen dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur Ce projet permettra la création d'une quinzaine d'emplois.

Une présence des entreprises singapouriennes encore limitée, à un moment où un nombre croissant d'entreprises de ce pays s'internationalisent.

LA PRESENCE DES INVESTISSEURS SINGAPOURIENS **EN FRANCE**

En dépit d'une industrialisation rapide, l'internationalisation de Singapour est récente. La présence des investissements singapouriens en France reste limitée. Les premières opérations significatives remontent à la fin des années 1990. Une trentaine d'entreprises sont aujourd'hui implantées en France, où elles emploient plus 1 300 salariés. Sur la période 2003-2009, seuls 3 projets sont recensés, qui ont permis la création ou le maintien de 101 emplois.

Secteurs

Depuis 2003, les investissements en provenance de Singapour ont concerné principalement le secteur des équipements électriques, électroniques, et informatiques, pour les deux tiers des projets.

Type d'implantation

Sur cette même période, deux opérations de créations et une opération de reprise sont recensées. La contribution des investissements singapouriens à l'emploi français est limitée à ce stade, la présence singapourienne en France se caractérisant surtout par des investissements des fonds souverains GIC (Government Investment Corporation) dans l'immobilier et Temasek au travers de prises de participation dans plusieurs entreprises françaises.

Localisation régionale

Les investisseurs singapouriens se sont implantés en Ile-de-France, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Pays de la Loire.

LA FRANCE COMME DESTINATION AU SEIN DE L'EUROPE

Les projets d'investissement en provenance de Singapour ont évolué en moyenne annuelle de + 4 % dans le monde, et de + 11 % sur la période 2003-

L'année 2009, marquée par la crise économique, a vu les grands groupes singapouriens redéfinir leur stratégie d'internationalisation en se recentrant sur l'Asie, qui accueille 74 % des investissements singapouriens sortants. La part de ces projets dirigés vers les pays européens est faible, de l'ordre de 10 %. La France en a accueilli moins de 10 %, contre 21 % pour le Royaume-Uni, et 6 % pour l'Allemagne.

SUEDE

La France est le deuxième pays de destination des investissements suédois en Europe, dont elle accueille plus de 10 %.

Le nombre de projets suédois en France se maintient en 2009, après avoir fléchi en 2008.

LA PRESENCE SUEDOISE EN FRANCE

Plus de 700 entreprises suédoises sont présentes en France, où elles emploient plus de 75,000 salariés. En 2009, 21 projets d'investissement ont été annoncés - un nombre proche de celui de 2008 (22) - qui s'accompagneront de la création ou du maintien de 1486 emplois (contre 1214 en 2008). La Suède occupe en 2009 le dixième rang des pays investisseurs en France.

Secteurs

En 2009, les projets dans le secteur textile et habillement ont fortement progressé (29 % des projets), à la faveur des six nouvelles implantations de H&M. Viennent ensuite, par ordre d'importance décroissante, les secteurs : ameublement et équipement du foyer (14 %), activités de services, commerciales ou financières (14 %), construction automobile et équipementiers (10 %), logiciels et prestations informatiques (10 %), machines et équipements mécaniques (10 %).

Type d'implantation

L'année 2009 se caractérise par la forte participation des opérations de création (76 %). Avec les extensions (19 %), elles couvrent 95 % des projets, mais seulement 65 % des emplois créés ou maintenus, en raison d'une opération de reprise dans l'équipement automobile qui permet le maintien de 520 emplois en région Rhône-Alpes.

Parmi les activités de service, les points de vente représentent 48 % des projets. Les investissements suédois dans la fonction de production (10 % des projets) sont en net repli, avec 2 projets en 2009, contre 14 en 2007.

Localisation régionale

Les entreprises suédoises sont implantées dans toutes les régions. En 2009, les investissements en provenance de Suède se concentrent dans les régions Ile-de-France (19 %), Rhône-Alpes (14 %), Midi-Pyrénées (14 %), Haute-Normandie (10 %) et Provence-Alpes-Côte d'Azur (10 %).

LA FRANCE COMME DESTINATION AU SEIN DE L'EUROPE

De 2003 à 2007, le nombre des projets suédois d'investissement créateurs d'emploi a progressé plus fortement en direction de pays européens que vers les autres régions. Depuis 2007 s'observe un recul de ces investissements (de l'ordre de 6 % en moyenne annuelle) en Europe.

La France est le deuxième pays d'accueil, en Europe, des investissements créateurs d'emploi en provenance de la Suède, dont elle attire 12 % des projets européens (17 % vont au Royaume-Uni, et 9 % en Allemagne).

ICHE D'IDENTITE 2009 **EN FLUX** 1486 Nombre de projets Nombre d'emplois

EN STOCK

Nombre d'implantations en France

75 200 de salariés

. . .

5.7 Mds€

Stock d'IDE en France au 31/12/2008 (Banque de France)

EXEMPLES D'INVESTISSEMENTS SUEDOIS EN FRANCE ANNONCES EN 2009:

- IKEA: ouverture de deux nouveaux magasins en France, l'un à Thillois, en région Champagne-Ardenne, l'autre à Vedène, près d'Avignon (Provence-Alpes-Côte d'Azur). Création de **350** et de **300** emplois respectivement.
- **WAYGROUP EUROPE AB:** l'entreprise spécialisée dans le développement de logiciels a choisi la Côte d'Azur et le site de Sophia Antipolis pour implanter son centre de R&D européen. Le site devrait accueillir 20 personnes.
- ALFA LAVAL, entreprise spécialisée dans l'échange thermique, la séparation et le transfert de fluide a annoncé une extension de son site de Chalon-sur-Saône (Bourgogne). Création de **20** emplois supplémentaires.

SUISSE

FICHE D'IDENTITE 2009

EN FLUX

Nombre de projets

Nombre d'emplois

1741

169 000

EN STOCK

1600 Nombre d'implantations

Nombre de salariés

41.8 Mds€

Stock d'IDE en France au 31/12/2008 (Banque de France)

EXEMPLES D'INVESTISSEMENTS SUISSES FRANCE ANNONCES EN 2009:

- SCHILLINGER: la société familiale suisse Shillinger a repris la scierie alsacienne Klenk Holz France SAS de Vogelsheim en Haut-Rhin. qui se trouvait en redressement judiciaire depuis fin mars 2009. Cette opération a permis de sauvegarder 120 emplois.
- NOVARTIS: Novartis France, filiale du groupe pharmaceutique suisse, a annoncé en octobre 2009 l'implantation de son troisième pôle mondial de recherche clinique en oncologie dans la région Ile-de-France. Outre un investissement de 20 M€ et la création de plus de **50** postes de recherche clinique dans les trois ans à venir, cette plate-forme permettra d'intensifier les partenariats de recherche avec les acteurs français tels que les pôles de compétitivité et les laboratoires de recherche et hospitaliers spécialisés en oncologie.
- MÜLLER SA : la société, fondée en 1980 fabrique des chaudières automatiques au bois (produits haut de gamme). Elle a créé une nouvelle unité à Soultz (Alsace), qui emploiera une dizaine de personnes.

Les sociétés suisses confirment l'intérêt qu'elles portent au marché français, où elles continuent d'investir activement. La Suisse figure à la sixième place parmi les pays d'origine des investissements étrangers créateurs d'emploi en France.

LA PRESENCE SUISSE EN FRANCE

1600 entreprises suisses sont présentes en France, où elles emploient 169 000 salariés. En 2009, la Suisse se hisse au sixième rang des pays investisseurs en France, avec 35 projets qui vont créer ou maintenir 1741 emplois. Le nombre de projets d'investissement suisses est en nette progression depuis 2007 (+ 23 % en moyenne annuelle).

En 2009, un tiers des projets concerne deux secteurs: l'agroalimentaire (14 %) et les médicaments et les biotechnologies appliquées (17 %). On observe une certaine dynamique des projets dans les activités intensives en technologie, dont témoigne notamment la création et l'extension du centre de recherche et développement de Novartis.

Type d'implantation

L'année 2009 se caractérise par une prédominance des opérations de création (49 %) et d'extension (41 %), qui couvrent ensemble 90 % des projets et 49 % des emplois créés ou maintenus. Les reprises ne représentent que 10 % des projets, mais 51 % des emplois créés ou maintenus; il s'agit d'acquisitions d'unités de production et d'un centre de décision de grande taille.

Localisation régionale

Les implantations de sociétés à capitaux suisses sont présentes sur l'ensemble du territoire. En 2009, les deux tiers des projets d'investissement suisses sont concentrés dans trois régions: l'Île-de-France (29 %), où le nombre de projets est passé de 2 en 2007 à 10 en 2009, l'Alsace (20 %) et Rhône-Alpes (17 %).

LA FRANCE COMME DESTINATION AU SEIN DE L'EUROPE

Après une augmentation régulière dans le monde et en Europe sur la période 2003-2007 (respectivement 19 % et 21 % de croissance en moyenne annuelle), les projets d'investissement suisses à l'étranger se sont repliés respectivement de 8 % et 3 % en moyenne annuelle en 2008 et 2009.

En France, en revanche, les investissements suisses sont restés très dynamiques. Leur nombre a progressé de 23 % en moyenne annuelle depuis 2007. En 2009, la France est le premier pays d'accueil en Europe des projets suisses, attirant près d'un quart (22 %) des projets (14 % vont en Allemagne, et 13 % au Royaume-Uni).

TURQUIE

Six projets d'investissement sont recensés depuis 2003.

LA PRESENCE TURQUE EN FRANCE

Bien que les relations commerciales entre la France et la Turquie se développent, seuls 6 projets d'investissement créateurs d'emploi ont été recensés en France entre 2003 et 2009. La crise affecte fortement les flux d'IDE turcs sortants, qui accusent en 2009 une forte baisse par rapport à

Secteurs

Le principal secteur d'implantation des investissements turcs est le textilehabillement (50 %). Viennent ensuite les secteurs de la chimie (17 %), des machines et équipements mécaniques (17 %), du verre et de la céramique (17 %).

Type d'implantation

Depuis 2003, on dénombre trois reprises de sites en difficulté dans le secteur textile et trois créations. Les investissements turcs se répartissent de façon plutôt équilibrée entre les fonctions de production, commerce et services aux entreprises, et logistique.

Localisation régionale

L'Alsace accueille 50 % des projets d'implantation des entreprises turques. Viennent ensuite les régions Ile-de-France (17 %) et Provence-Alpes-Côte d'Azur (17 %).

LA FRANCE COMME DESTINATION AU SEIN DE L'EUROPE

Premier partenaire commercial de la Turquie, l'Europe est néanmoins une destination nouvelle pour les investisseurs turcs. Le nombre de projets d'implantation turcs dans le monde, qui avait baissé de façon continue sur la période 2003-2007 (- 27 % en moyenne annuelle), a progressé de 36 % depuis lors. La baisse a été similaire en direction de l'Europe (- 25 % entre 2003 et 2007), mais la croissance y est moindre depuis 2008 (13 %).

Depuis 2003, la France est, parmi les pays européens, le septième pays d'accueil des investissements turcs, accueillant 3 % des projets d'entreprises turques dirigés vers l'Europe.

FICHE D'IDENTITE 2009 **EN FLUX** 465 Nombre de projets Nombre d'emplois

EN STOCK

Nombre d'implantations en France

800 Nombre

878 millions d'euros

Stock d'IDE en France au 31/12/2008 (Banque de France)

EXEMPLES D'INVESTISSEMENTS TURCS EN FRANCE

- ORHAN HOLDING: ce groupe familial, qui emploie plus de 4 000 personnes, réalise la majeure partie de son activité dans le secteur de l'équipement automobile. Il a acquis Nobel Plastiques en 2007, entreprise spécialisée dans la fabrication de canalisations (carburant, eau. liquide de frein ou direction assistée) pour automobiles. Le site emploie 460 personnes à Vitry-le-François (Champagne-Ardenne).
- **ZORLU HOLDING**: un des plus importants groupes turcs, aux activités très diversifiées (appareils électroménagers, énergie, textile, services financiers, électronique), ce conglomérat est actif en France par le biais de Vestel France. Cette entreprise détient en France une part de marché de plus de 15 % pour les téléviseurs (pour des marques comme Sharp, Mitsubishi, Hitachi ou Sanyo) et de 25 % pour les antennes satellites. Elle emploie près de **30** personnes en France.



La contribution des investissements étrangers créateurs d'emploi en France

a France est un pays largement ouvert à la mondialisation. Pays carrefour des investissements directs étrangers, elle est l'un des principaux pays d'origine et pays de destination des flux d'investissements dans le monde. Près de 30 000 entreprises françaises ont une implantation à l'étranger et plus de 20 000 sociétés étrangères sont présentes en France. Selon l'étude annuelle réalisée par la société Ernst & Young, la France confirmait en 2008 sa seconde place parmi les pays d'accueil des investissements étrangers créateurs d'emplois en Europe.

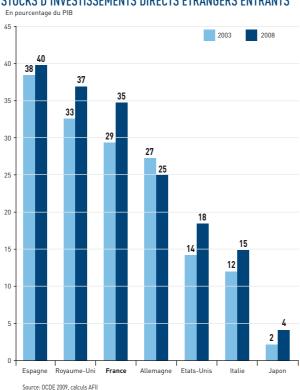
L'INTERNATIONALISATION DE L'ECONOMIE Française : Chiffres Cles

Par rapport à la richesse nationale, la France accueille plus d'investissements étrangers que les principaux pays européens. Stock d'investissements étrangers, rapporté au PIB (données OCDE, 2009):

- -Espagne: 40 %
- Royaume-Uni: 37 %
- France: 35 % - Allemagne: 25 %
- Etats-Unis: 18 %
- Italie: 15 %
- Japon: 14 %
- La France est au carrefour de l'investissement international (OCDE 2009):
- →La France est, en 2008, le 2° pays d'accueil des flux d'IDE en provenance du monde (97 Mds \$) et le 2° pays investisseur mondial (199 Mds \$).
- L'économie française est très ouverte aux capitaux étrangers. Selon les données de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), les filiales industrielles de groupes étrangers:
- →emploient le quart de l'effectif salarié du secteur de l'industrie en France;
- →contribuent à hauteur de 30 % au chiffre d'affaires de l'industrie française;
- →assurent 38 % des exportations de l'industrie manufacturière; →réalisent 17 % de l'investissement corporel de l'industrie française.
- Des investisseurs étrangers détiennent 39,2 % du capital des entreprises françaises du CAC 40 (Banque de France, avril
- Les filiales françaises d'entreprises étrangères assurent plus de 20 % des dépenses de R&D réalisées en France (MENESR, 2009).

Le raisonnement en termes de stock d'IDE offre une vision plus stable du degré d'internationalisation. Le montant des investissements étrangers en France représente plus du tiers de la richesse nationale (35 % du PIB), un taux comparable à celui du Royaume-Uni (37 %), supérieur à l'Allemagne (25 %) et deux fois plus élevé que celui enregistré aux Etats-Unis (18 %) ou en Italie (15 %).

STOCKS D'INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS ENTRANTS



LES ENTREPRISES ETRANGERES APPORTENT UNE CONTRIBUTION MAJEURE A L'EMPLOI EN FRANCE

Fin 2007, les données de l'Insee recensaient 20111 filiales de groupes étrangers installées en France, employant 2,04 millions de personnes, soit 13,4 % de l'emploi salarié, hors secteur financier et administration (environ un salarié sur sept), un taux inférieur à celui du Royaume-Uni (16 %), mais supérieur à celui de l'Allemagne (9 %).

LA PART MAJORITAIRE DES ENTREPRISES AMERICAINES ET EUROPEENNES

Fin 2007, les filiales françaises d'entreprises européennes et américaines emploient plus de 90 % des salariés de l'ensemble des groupes étrangers présents en France. Les Etats-Unis sont le premier pays investisseur en France pour le nombre d'emplois: 480 000 personnes travaillent dans des groupes américains, soit près d'un quart des emplois dans les filiales étrangères.

Le Royaume-Uni arrive en tête des pays européens, suivi de près par l'Allemagne: les groupes anglais et allemands emploient respectivement 333 500 et 332 280 salariés, couvrant ensemble près du tiers des emplois sous contrôle étranger.

La présence asiatique est avant tout japonaise. Les groupes japonais emploient 54160 salariés (soit 2,7 % de l'emploi sous contrôle étranger).

La contribution à l'emploi des principaux pays émergents (Brésil, Russie, Inde, Chine) est encore limitée (environ 1 % des emplois sous contrôle étrangers), la Chine figurant au 16° rang à ce titre.

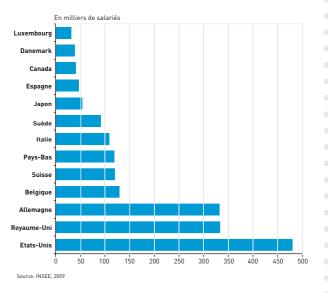
LES GROUPES ETRANGERS IMPLANTES EN FRANCE SONT DE PLUS GRANDE TAILLE QUE LA MOYENNE DES ENTREPRISES FRANÇAISES

En France, le nombre moyen de salariés dans les entreprises est de 5, quand il est de 101 dans les filiales d'entreprises étrangères. 55 % des salariés de ces entreprises sont dans des structures de 500 personnes et plus.

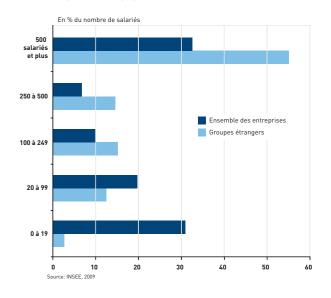
UNE FORTE CONCENTRATION DES FILIALES ETRANGERES DANS LA REGION ILE-DE-FRANCE

L'Ile-de-France, Rhône-Alpes et le Nord-Pas-de-Calais accueillent ensemble plus des deux tiers des emplois sous contrôle étranger en France. 49 % des filiales étrangères présentes en France et 52,5 % des salariés sous contrôle étranger sont implantées en Ile-de-France.

LES PREMIERS PAYS D'ORIGINE DES GROUPES ETRANGERS EN 2001



TAILLE DES ENTREPRISES



METHODOLOGIE

Afin d'estimer la contribution des filiales étrangères à l'économie française, sont utilisées les données fournies par l'INSEE relatives à l'emploi, au chiffre d'affaires, à l'investissement corporel, au commerce extérieur des entreprises résidentes sous contrôle étranger pour l'année 2007 (dernière année disponible). Ces données sont issues de l'enquête sur les liaisons financières entre sociétés (LiFi) (i) et du système unifié de statistiques d'entreprises (Suse).

PRESENCE DES FILIALES ETRANGERES PAR REGION (EN PART DE LA PRESENCE ETRANGERE DANS L'ECONOMIE FRANCAISE) [2]

	Nombre d'unités légales	Nombre de salariés	Chiffre d'affaires	Chiffre d'affaires à l'exportation	Investissement corporel
Ile-de-France	49,0	52,5	60,6	52,3	57,0
Rhône-Alpes	10,0	9,8	8,7	10,3	6,8
Nord-Pas-de-Calais	5,7	5,4	4,4	4,5	3,4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4,7	3,3	2,8	3,6	4,6
Alsace	4,1	4,6	3,6	4,1	1,7
Lorraine	2,6	2,5	1,8	2,8	1,5
Pays-de-la-Loire	2,6	2,8	1,9	2,3	2,7
Aquitaine	2,5	1,5	1,2	1,4	2,6
Centre	2,5	2,7	2,0	1,9	1,6
Picardie	2,1	1,9	2,3	1,9	1,5
Midi-Pyrénées	1,9	2,0	2,7	6,2	2,0
Haute-Normandie	1,7	1,9	1,7	1,5	1,8
Bourgogne	1,6	1,7	1,2	1,6	1,3
Langudoc-Roussillon	1,5	0,9	1,1	0,8	1,6
Bretagne	1,5	1,4	0,9	1,1	2,3
Chapagne-Ardenne	1,5	1,2	0,8	0,8	1,0
Poitou-Charentes	1,0	0,9	0,6	0,7	1,3
Franche-Comté	0,9	0,8	0,6	1,2	0,8
La Réunion	0,8	0,3	0,3	0,0	0,6
Auvergne	0,7	0,5	0,3	0,2	0,9
Basse-Normandie	0,7	0,8	0,4	0,7	1,3
Limousin	0,4	0,5	0,3	0,3	0,4
Total	100	100	100	100	100

Source: INSEE 2009, calculs AFII. Grille de lecture: la région Rhône-Alpes est à l'origine de 10,3 % du chiffres d'affaires à l'exportation réalisé par les entreprises étrangères présentes en France

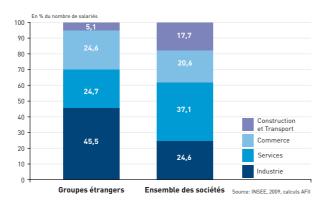
UNE FORTE CONTRIBUTION A LA PRODUCTION ET A LA R&D

LA FORTE INTERNATIONALISATION DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIERE

La part de l'emploi salarié relevant du secteur industriel est nettement plus élevée au sein des entreprises étrangères présentes en France que dans l'ensemble de l'économie: en 2007, 45,5 % des emplois de groupes étrangers relèvent de l'industrie, contre 24,6 % des emplois pour l'ensemble de l'économie. De même, alors que les filiales de groupes étrangers en France réalisent 22 % du chiffre d'affaires de l'ensemble de l'économie française, cette contribution atteint 29,3 % dans l'industrie. Pour autant, la progression des services (observée par l'INSEE dès 2003) se confirme: fin 2007, près du quart des emplois des filiales étrangères est désormais concentré dans le secteur tertiaire, contre 20 % fin 2003. Cette progression a accompagné la tertiarisation de l'économie française, où plus de la moitié des emplois sont issus des activités de services et de commerce.

Enfin, les filiales de groupes étrangers contribuent fortement aux exportations: elles génèrent plus du tiers (37 %) du chiffre d'affaires à l'exportation de l'économie française, et près de la moitié (44,8 %) dans le secteur du commerce (2007).

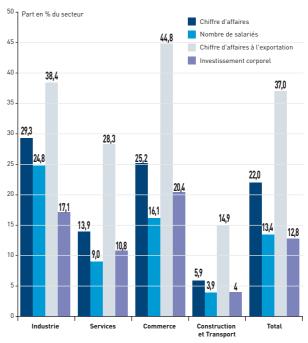
L'INDUSTRIE, PREMIERE ACTIVITE DES GROUPES ETRANGERS En France



LES FILIALES DE GROUPES ETRANGERS SONT TRES PRESENTES DANS LA R&D

Les filiales étrangères participent à l'effort de recherche et développement de l'économie française. Leur part dans les dépenses de R&D exécutées sur le territoire national est de 20 %⁽³⁾ en 2007. La contribution des filiales étrangères aux dépenses de R&D en France est plus forte que celle estimée aux Etats-Unis (14 %), au Japon (6 %) ou encore en Finlande (13,5 %). Les récents projets d'implantation de centre

POIDS DES FILIALES ETRANGERES PAR SECTEUR



Source: INSEE 2009, calculs AF

de recherche de Microsoft et de Huawei, témoignent de l'attractivité de la France dans ce domaine (voir encadré ci-dessous). Le crédit d'impôt recherche soutient ces stratégies à l'origine de nombreuses décisions d'implantation de centres de R&D en France.

LA REFORME DU CREDIT D'IMPOT RECHERCHE PLACE LA FRANCE EN TETE DES PAYS DE L'OCDE POUR LE SOUTIEN A LA R&D

L'accélération du processus de mondialisation intensifie la concurrence entre les pays. Dans ce cadre, de nombreux pays européens ont annoncé des grands programmes d'investissement public et des mesures fiscales visant à améliorer la trésorerie des entreprises et à stimuler l'investissement et l'innovation.

La nature des avantages fiscaux proposés varie selon les pays. Ils peuvent prendre la forme d'un amortissement immédiat des dépenses courantes de R&D et de crédits d'impôts ou mécanismes de surcharge à l'impôt sur les sociétés comme au Royaume-Uni.

En France, le crédit d'impôt recherche (CIR) constitue la principale mesure fiscale visant à développer l'activité de R&D des entreprises. Toutes les entreprises ayant des activités de R&D sans restriction de secteur ou de tailles, peuvent bénéficier de ce dispositif.

La loi de finances pour 2008 a mis en place une refonte fortement incitative du CIR et simplifié sa gestion.

- →Le CIR est exclusivement calculé sur le volume des dépenses de R&D (suppression de la «part en accroissement » c'est-à-dire calculée sur la base de l'évolution des dépenses de R&D).
- →Le taux du CIR est relevé à 30 % des dépenses de R&D pour une première tranche jusqu'à 100 M€ (contre 10 % pour la part en volume et 40 % pour la part en accroissement auparavant). Ce taux est doublé quand la R&D est effectuée avec des organismes publics.
- →Le plafond du CIR à 16 M€ est supprimé. Une nouvelle limite, beaucoup moins pénalisante, est introduite: au-delà de 100 M€, le taux appliqué est de 5 %.
- →Une « prime à l'entrée » est réservée aux entreprises qui bénéficient du CIR pour la première fois, ou qui n'en ont pas profité au cours des cinq dernières années. Ces entreprises bénéficient d'un taux de 50 % la première année et de 40 % la deuxième
- →Le délai de réponse de l'administration à un rescrit fiscal (demande d'avis préalable sur l'éligibilité d'un projet de recherche au CIR) est réduit de six à trois mois.

ILS ONT CHOISI LA FRANCE

MICROSOFT, leader mondial des systèmes d'exploitation et des logiciels pour micro-ordinateur, a choisi d'implanter son Centre Technologique Européen à Issy-les-Moulineaux en juillet 2009. Microsoft est présent en France depuis 1983. Ses activités sont réparties sur l'ensemble du territoire. En juillet 2009, l'entreprise a regroupé à Issy-les-Moulineaux le siège social de Microsoft France, précédemment implanté aux Ulis, le siège de Microsoft Europe, auparavant à La Défense, ainsi que le siège de Microsoft R&D et l'équipe française du Centre de développement européen sur la recherche sur Internet. Le Centre Technologique Européen de Microsoft regroupe 1 700 collaborateurs.

HUAWEI, premier fabricant de matériel de télécommunication en Chine a annoncé en septembre 2009 la création d'un centre de recherche en Ile de France. Ce nouveau centre va permettre à Huawei d'accélérer son effort de recherche fondamentale autour des technologies sans fil. Ses travaux porteront sur trois domaines principaux: les algorithmes dans les réseaux mobiles, le développement des standards, et l'évaluation des services mobiles de bout en bout. Huawei va développer sa collaboration avec les universités et les grandes écoles françaises et créer un pôle d'excellence dans le secteur des télécommunications mobiles en région parisienne. L'entreprise a annoncé par ailleurs un partenariat avec ParisTech (institut regroupant 12 grandes écoles françaises) pour soutenir le programme «Docteur pour l'entreprise».

⁽³⁾ Cf. INSEE "http://www.webcommerce.insee.fr/FichesComm/ PSMLIFI/PSM_presentation.htm"

⁽a) Dans le cadre de ce rapport, la contribution des filiales étrangères n'a pu être estimée pour les DOM-TOM, à l'exception de la Réunion, et pour la Corse.

⁽³⁾ Les données pour la R&D sont issues de la base FATS de l'OCDE.

Une présence étrangère croissante dans les pôles de compétitivité

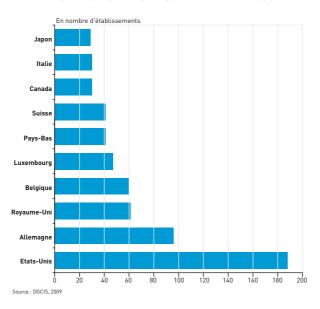
LES POLES DE COMPETITIVITE, UNE DYNAMIQUE PUISSANTE EN FAVEUR DE L'INNOVATION ET DE L'ATTRACTIVITE

Au nombre de 71, dont 17 à vocation mondiale, les pôles représentent des éco-systèmes attractifs pour les investisseurs internationaux. En s'implantant dans un pôle de compétitivité, les entreprises étrangères accèdent non seulement à des instituts de recherche performants, mais aussi à des réseaux de partenaires, fournisseurs, sous-traitants et clients.

En 2008, 5 330 entreprises étaient membres des pôles, au travers de 6 820 établissements employant 813 000 personnes. Parmi elles, 528 entreprises étrangères (10 % des entreprises membres des pôles) qui disposent de 754 établissements différents dans les pôles de compétitivité.

Parmi les groupes étrangers présents dans les pôles de compétitivité: Xérox Corporation (implanté dans le pôle de compétitivité à vocation mondiale, I-TRANS dans le Nord-Pas-de-Calais), Arcelor Mittal (implanté dans le pôle de compétitivité Sciences et Systèmes de l'Energie Electrique dans la région Centre), Canon inc. (implanté dans le pôle de compétitivité à vocation mondiale, Mer BRETAGNE en Bretagne), General Electric (implanté dans le pôle de compétitivité Cancer-Bio-Santé en Îlede-France), Siemens (implanté dans le pôle de compétitivité VIAMECA dans la région Rhônes-Alpes), Bluestar Silicones (implanté dans le pôle de compétitivité à vocation mondiale AXELERA dans la région Rhône-Alpes), Tata (implanté dans le pôle de compétitivité à vocation mondiale, I-TRANS dans le Nord-Pas-de-Calais), Bombardier (implanté dans le pôle de compétitivité à vocation mondiale, I-TRANS dans le Nord-Pas-de-Calais), Mitsubishi (implanté dans le pôle de compétitivité à vocation mondiale, Images & Réseaux en Bretagne), *Motorola* (implanté dans le pôle de compétitivité à vocation mondiale, SYSTEM@TIC Paris-Région en Île-de-France).

LES PREMIERS PAYS D'ORIGINE DES GROUPES ETRANGERS IMPLANTES DANS LES POLES DE COMPETITIVITE EN 2008



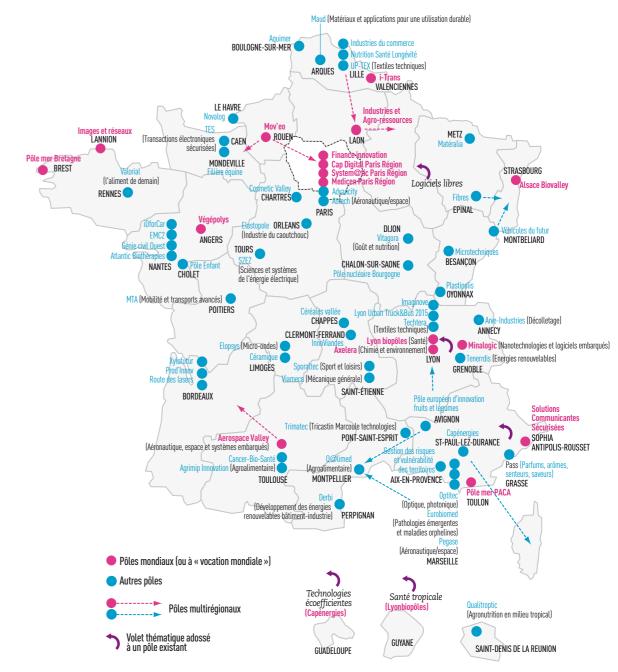
UNE FORTE PRESENCE AMERICAINE ET EUROPEENNE DANS LES POLES

Un quart des établissements implantés dans les pôles de compétitivité appartenant à des groupes étrangers sont d'origine américaine, soit 188 établissements. L'Allemagne est le pays dont les entreprises sont les plus présentes, suivi par le Royaume-Uni: les établissements allemands (96) et anglais (61) représentent respectivement 13 et 8 % des établissements des pôles appartenant à des groupes étrangers.

	Nombre d'établissements	Effectifs salariés
Etablissements d'entreprises indépendantes	3 3 9 9	58 721
Etablissements contrôlés par un groupe	3 427	754331
Groupes français	2 673	574774
Groupes européens	431	97 781
Groupes étrangers (hors Europe)	323	81 776
Total	6 826	813 052

Source : DGCIS, 20

LES POLES DE COMPETITIVITE EN FRANCE



Christian Estrosi, ministre chargé de l'Industrie a annoncé le 1er décembre 2009 une série de mesures destinées à renforcer les pôles :

- →Création d'un « label interpôle » qui permettra de « fédérer et rassembler les compétences des pôles qui le souhaitent, travaillant sur les mêmes thèmes ou à l'intersection de mêmes thèmes dans une même région ».
- →Adossement de certains pôles à des grands pôles qui mènent des recherches sur des thèmes similaires ou très proches.
- →Sélection de 5 pôles destinés à devenir des «super-champions» de classe mondiale.

Le 14 décembre, le président de la République indiquait que 500 M€ (sur les 35 Mds € de l'emprunt national) renforceront les moyens mis à la disposition des pôles de compétitivité.

Les entreprises étrangères contribuent au développement économique des territoires

lors que les entreprises étrangères ne représentent que 1 % des entreprises opérant en France, les groupes étrangers apportent une contribution importante au développement territorial français. Ainsi, les filiales étrangères assurent près du quart de l'emploi total dans la région Alsace et 21 %

dans la région Pays-de-la-Loire. 76,6 % du chiffre d'affaires à l'exportation réalisé par la région Picardie est imputable aux filiales de sociétés étrangères. La part de l'investissement corporel réalisé par les groupes étrangers atteint 33,6 % dans la région Picardie et 24,7 % dans la région Alsace.

CONTRIBUTION DES FILIALES ETRANGERES PAR REGION (EN PART DE LA PRESENCE ETRANGERE DANS LES REGIONS FRANCAISES)

	Nombre de salariés	Chiffre d'affaires	Chiffre d'affaires à l'exportation	Investissement coporel
Alsace	23,0	30,3	58,4	24,7
Pays-de-la-Loire	21,3	24,6	61,9	11,1
Ile-de-France	18,9	28,2	33,3	14,2
Nord-Pas-de-Calais	14,0	20,6	41,6	17,1
Picardie	13,8	34,5	76,6	33,6
Centre	13,4	21,4	57,4	12,4
Lorraine	13,4	19,4	57,2	16,2
Rhône-Alpes	12,6	23,6	51,2	16,1
Haute-Normandie	12,5	22,0	38,8	8,4
Champagne-Ardenne	11,2	12,4	23,5	8,1
Bourgogne	10,2	17,2	51,3	11,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	9,8	15,7	60,0	9,9
Limousin	9,1	11,5	32,6	6,8
Franche-Comté	8,9	12,9	49,7	9,3
Midi-Pyrénées	8,4	18,8	46,5	10,1
Basse-Normandie	6,2	5,3	44,0	15,1
La Réunion	6,2	11,4	8,9	6,4
Aquitaine	5,9	9,4	28,3	7,2
Languedoc-Roussillon	5,2	12,6	37,0	3,8
Bretagne	5,2	6,2	23,4	4,4
Auvergne	5,0	5,2	4,6	3,4
Poitou-Charentes	2,1	2,7	6,2	1,2
Ensemble de la France	13,4	22,0	37,0	12,8

Source : INSEE 2009, calculs AFII

Grille de lecture : les filiales étrangères implantées dans la région Rhône-Alnes sont à l'origine de 51.2 % du chiffre d'affaires à l'exportation

L'implantation de filiales étrangères peut induire un effet d'entraînement porteur de croissance économique dans la région d'implantation. L'installation du « hub » européen de FedEx sur le site de l'aéroport de Roissy-Charles de Gaulle a, depuis plus de dix ans, attiré de nouvelles activités économiques à proximité (sous-traitants, fournisseurs, services associés...), et contribué à conforter la position de Roissy-Charles de Gaulle, premier hub européen pour le fret, second pour les passagers.

A l'initiative de la Chambre de commerce et d'industrie de Lyon, l'entreprise néerlandaise Philips, le Comptoir Lyonnais d'Electricité (groupe Sonepar), l'Ecole Nationale des Travaux Publics de l'Etat (ENTPE) et CDO Organisation (organisateur du salon LumiVille) ont décidé de constituer un cluster pour fédérer et développer les savoir-faire en éclairage en Rhône-Alpes. Le cluster a pour mission d'accélérer le développement des techniques innovantes d'éclairage (dont la technologie Leds), de développer l'activité et la compétitivité des entreprises du secteur et de promouvoir à l'international la filière et les entreprises rhônalpines. Le cluster devrait contribuer à pérenniser quelque 10 000 emplois répartis dans les 300 entreprises que compte la filière dans cette région.

Au travers d'implantation ou de rachats d'entreprises françaises en difficulté, les investisseurs étrangers peuvent apporter une contribution aux restructurations industrielles. Les opérations de reprise ont progressé depuis 2000, pour atteindre 10 % de l'ensemble des projets d'investissements étrangers porteurs d'emplois recensés en 2009.

ILS ONT CHOISI LA FRANCE

FEDEX, première société mondiale de transport express international, a fait de Roissy-Charles-de-Gaulle l'un de ses trois hubs mondiaux.

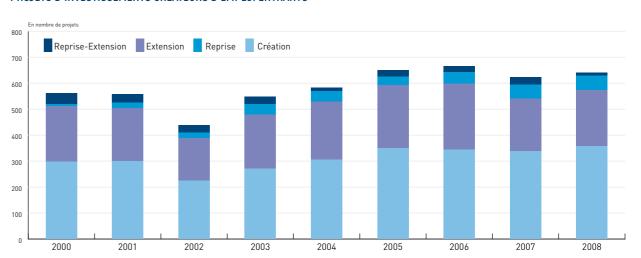
FedEx est présente en France depuis 1993. Inauguré en 1999, le «hub» situé sur la plate-forme de Roissy-Charles-de-Gaulle, emploie aujourd'hui environ 1900 personnes. Le siège social situé à Gennevilliers gère 13 centres de distribution sur le territoire français. Annoncées fin 2007, l'extension du centre de tri principal et la construction d'un nouvel édifice pour le fret pondéreux, véhicules chargés de marchandises en vrac et marchandises dangereuses, ont été conduites à bien en septembre 2009. Le groupe FedEx emploie en France 2600 personnes. Entre 2005 et 2009, le groupe a créé plus de 1000 emplois, principalement sur la plate-forme Roissy-Charles-de-Gaulle.

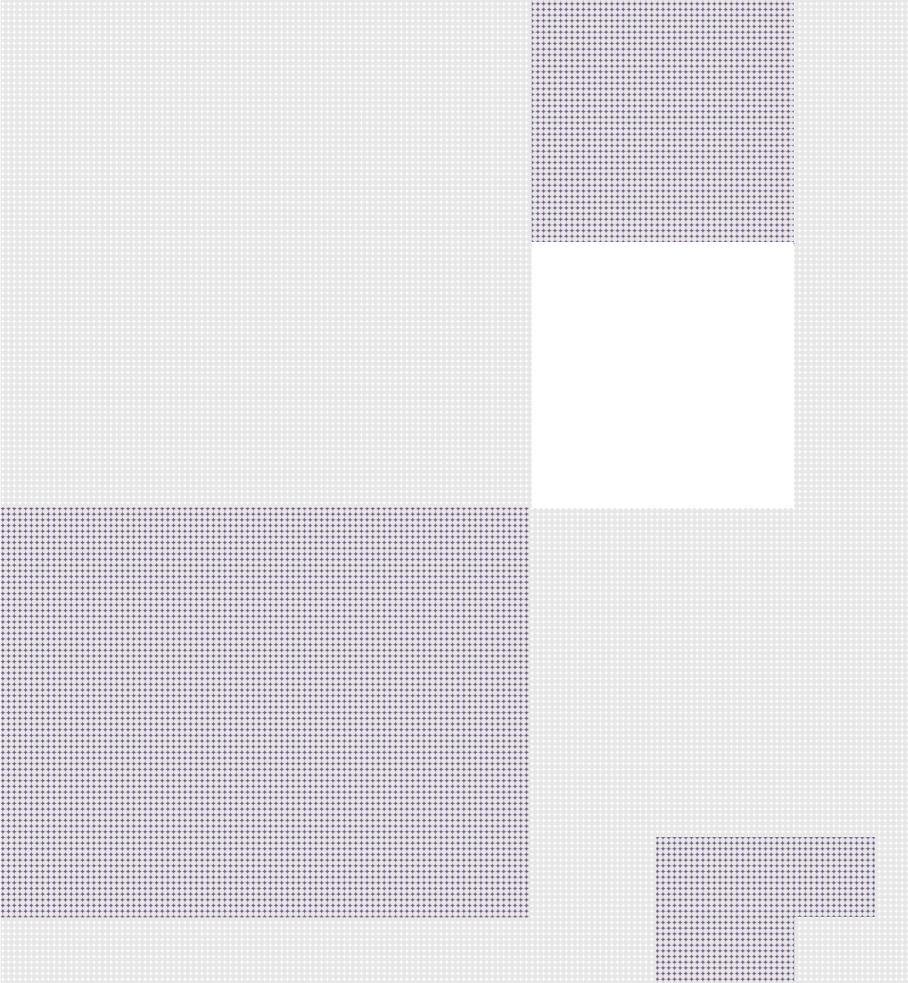
ILS ONT CHOISI LA FRANCE

CHEMCHINA, l'un des premiers groupes chinois dans le secteur chimique, s'est implanté en France par rachat de plusieurs entreprises françaises. China National Bluestar, la filiale spécialisée de Chemchina, a acquis:

- en janvier 2006, Adisseo, l'un des leaders mondiaux du marché des additifs pour la nutrition animale, présent en Rhône-Alpes et en région Centre (plus de 1000 emplois en France),
- en janvier 2007, l'activité silicones du groupe Rhodia, réorganisée sous le nom de Bluestar Silicones (BSI): acquisition de 9 usines de silicone organique en France et à l'étranger (avec notamment 780 emplois à Roussillon et à Saint-Fons, en région Rhône-Alpes).

PROJETS D'INVESTISSEMENTS CREATEURS D'EMPLOI ENTRANTS





ANNEXES

- 66 CRITERES DE PRISE EN COMPTE DES PROJETS AU BILAN FRANCE
- 68 NOMENCLATURES DU BILAN FRANCE
- 70 DIVERSITE STATISTIQUE SUR L'INVESTISSEMENT ETRANGER EN FRANCE
- 72 UNE ETROITE COOPERATION AVEC LES PARTENAIRES TERRITORIAUX
- 74 RESEAU AFII

Critères de prise en compte des projets au Bilan France

Le Bilan des investissements étrangers en France: un outil spécifique d'analyse des projets d'investissement étrangers et de leur contribution à l'emploi.

laboré depuis 1993, le « Bilan AFII » a pour but de recenser les projets d'investissement d'origine étrangère créateurs d'emplois durables. Il repose sur des annonces de projets validés et comptabilise le nombre d'emplois associés. Il fournit des statistiques détaillées par secteur d'activité, type d'opération et de fonction, pays d'origine et région d'accueil. Il ne fournit pas le montant des investissements concernés, cette donnée n'étant pas toujours disponible.

QUATRE TYPES D'INVESTISSEMENT RETENUS AU BILAN

→ les **créations** correspondent à des emplois créés sur un nouveau site:

Ex.: un industriel étranger crée en France une usine de tréfilerie et recrute 30 personnes.

→ les **extensions** correspondent à des emplois créés sur un site déjà occupé par l'entreprise;

Ex.: une entreprise étrangère est implantée depuis plusieurs années en France et souhaite y développer ses activités. Elle investit 100 millions d'euros et recrute 30 personnes supplémentaires.

→ les reprises correspondent à des emplois maintenus suite à l'acquisition d'une société en difficulté par un investisseur étranger. Les difficultés de l'entreprise doivent être juridiquement avérées – procédure de dépôt de bilan ou de redressement judiciaire devant le tribunal de commerce. Si l'entreprise a changé de propriétaire dans les trois années précédentes, le projet n'est pas retenu afin d'éviter des comptabilisations successives de rachat d'une même entreprise;

Ex.: une entreprise implantée en France connaît depuis plusieurs mois de sérieuses difficultés et doit déposer le bilan. Un investisseur étranger rachète l'entreprise en difficulté et conserve la totalité ou une partie du personnel employé. Il investit 100 millions d'euros et maintient 30 emplois.

→ les reprises-extensions correspondent à des emplois créés suite à l'acquisition d'une entreprise française, qui n'est pas en difficulté, par un investisseur étranger. Les emplois comptabilisés dans le bilan sont ceux relatifs à la seule extension.

Ex.: une entreprise étrangère acquiert une entreprise implantée en France. Elle investit 100 millions d'euros et recrute 30 personnes supplémentaires.

LA DEFINITION DES INVESTISSEMENTS D'ORIGINE ETRANGERE

La nationalité d'un investissement est déterminée à partir de celle de la société mère. L'investissement est réputé d'origine étrangère s'il émane d'une société détenue à plus de 50 % par des capitaux étrangers.

Dans le cas d'une répartition distincte du capital, les emplois sont attribués à chaque pays au prorata de la part de ses ressortissants. Dans le cas d'un capital émietté:

- → si plus de 50 % du capital est détenu par des actionnaires d'un même pays, les emplois sont attribués à ce dernier;
- → dans le cas opposé, l'origine d'un investissement est définie en fonction de l'actionnaire majoritaire, des membres du conseil (« board members ») et du centre de décision. Par exception, dans le cas d'une «JV mixte franco-étrangère », les emplois correspondants sont décomptés au prorata de la participation étrangère dans l'investissement.

RECUEIL ET VALIDATION DES DONNEES

Le recensement des projets et la comptabilisation des emplois associés font l'objet d'un travail de coordination entre l'AFII Paris, les bureaux à l'étranger et les partenaires territoriaux. La compilation des données collectées par l'AFII en vue de l'établissement final du Bilan donne lieu à un processus de validation croisée avec les agences régionales de développement et les partenaires en charge de l'aménagement du territoire.

COMPARAISON DES CRITERES DE COMPTABILISATION DES INVESTISSEMENTS ETRANGERS

	AFII	UKTI	Ernst & Young	fDi Markets
TYPE D'OPERATION				
Création	X	X	X	X
Extension	X	X	X	X
Reprise-extension	X	X		
Reprise de site en difficulté	X	X		
Acquisitions, JV et fusions		X		
Type d'emplois créés	Annonces de projets et d'emplois à 3 ans	Projets réalisés et annonces d'emplois à 3 ans	Projets au démarrage de leur phase opérationnelle et annonces d'emplois	Projets au démarrage de leur phase opérationnelle et annonces d'emplois
Seuil de comptabilisation des emplois	Règle générale: 10 emplois Exceptions: - dès le 1er emploi pour les projets à forte valeur ajoutée (recherche) et/ ou les 1ères implantations en Europe; - à partir de 50 emplois à l'échelon national avec un minimum de 10 emplois par site pour les points de vente	Dès le 1 ^{er} emploi	Dès le 1 ^{er} emploi	Dès le 1 ^{er} emploi
Réalisation d'une enquête			Enquête sur la perception de l'attractivité de la France réalisée auprès d'environ 200 investisseurs étrangers	
Prise en compte des points de vente	Seuil minimal de 50 emplois à l'échelon national, avec au moins 10 emplois par site	A partir du moment où un nombre signifi- catif d'emplois et de sites sont créés		X
Prise en compte des flux financiers et d'encours				
Prise en compte des transferts de fonds et des désinvestissements				

NE SONT PAS PRIS EN COMPTE DANS LE BILAN:

- → les emplois intérimaires et saisonniers;
- → les emplois apportés à un site par transfert d'activité d'une entreprise à l'intérieur du territoire français, du fait d'une réorganisation, d'un regroupement ou d'une restructuration des activités de cette même entreprise ayant entraîné des suppressions d'emplois sur les sites d'origine;
- → les investissements purement financiers, les opérations boursières et les franchises quand le franchisé est français;
- → les représentations diplomatiques, sauf si elles présentent un caractère internationalement mobile (siège social d'une organisation internationale par exemple).

Nomenclatures du Bilan France

Les classifications sont conçues pour refléter les caractéristiques du marché de l'investissement international.

a classification par secteur d'activité s'appuie sur une nomenclature à vingt-deux postes compatible avec celle de l'Insee (NAF 700 et nomenclature économique de synthèse), adaptée à la réalité du marché des investissements internationaux. Les projets sont classés selon la nature du bien ou du service qu'ils contribuent à concevoir, à produire ou à distribuer. Cette nomenclature évolue progressivement en fonction des nouvelles tendances du marché.

CLASSIFICATION PAR SECTEUR D'ACTIVITE

CLAS	SSIFICATION PAR SECTEUR D'ACTIVITE		
1	Agroalimentaire, agriculture et pêche		
2	Textile, habillement		
3	Médicaments et biotechnologies appliquées		
4	Parfums, cosmétiques		
5	Ameublement et équipement du foyer		
6	Electronique grand public		
7	Constructeurs automobiles et équipementiers		
8	Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires		
9	Machines et équipements mécaniques		
10	Composants électroniques		
11	Equipements électriques, électroniques, informatiques		
12	Equipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux		
13	Verre, céramique, minéraux, bois, papier, édition		
14	Chimie, plasturgie		
15	Métaux, travail des métaux, recyclage		
16	Transport, stockage, bâtiment et travaux publics		
17	Opérateurs télécoms et fournisseurs d'accès à internet		
18	Logiciels et prestations informatiques		
19	Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises		
20	Autres activités de services, commerciales ou financières		
21	Energie et autres services concédés		
22	Hôtellerie et tourisme		

LES TYPES D'OPERATION

Un projet peut être réalisé selon différentes modalités, qu'il s'agisse d'une création de site, d'une extension de site, de la reprise d'une entreprise française en difficulté ou d'une extension suite à un rachat (reprise-extension). Les projets industriels qui permettent de « conforter » un site et de sauvegarder les emplois qui auraient disparu à terme (pérennisation) ne sont pas repris dans les statistiques globales des projets créateurs d'emplois du Bilan.

1	Création	
2	Extension	
3	Reprise d'entreprise française en difficulté	
4	Reprise-extension	
5	Pérennisation	

LES TYPES DE FONCTION

Pour mener à bien leurs activités, les entreprises recourent à plusieurs types de fonction: production de biens et de services, R&D, centres de décision, logistique, commerce et services aux entreprises et aux particuliers, etc. De la production se distinguent les fonctions tertiaires qui regroupent un ensemble de fonctions telles que le commerce et les services aux entreprises, la logistique, les centres de R&D, conseil et ingénierie, etc. Une nomenclature spécifique est prévue dans le Bilan pour classer les projets selon le type de fonction qu'ils contribuent à remplir.

NATURE PRINCIPALE D'ACTIVITE DE L'ETABLISSEMENT

	1	R&D, ingénierie, design		
	2	Centre de décision		
	3	Production / Réalisation		
	4	Commerce et services aux entreprises Commerce et services aux particuliers		
	5			
ĺ	6	Logistique		

Fonction principale de l'établissement	Définition
R&D, ingénierie, design	Site ayant pour mission l'avancement des connaissances scientifiques, la mise au point ou l'adaptation de nouvelles technologies ou produits.
Centre de décision	Centre de décision mondial ou régional de l'entreprise. Site autonome chargé de mener à bien une activité de support administratif interne à l'entreprise (comptabilité, trésorerie, etc.).
Production / Réalisation	Site dédié à la fabrication physique d'un bien (ou dans certains cas, d'un service).
Commerce et services aux entreprises	Site ayant pour mission la représentation de l'entreprise et la fourniture de services marchands aux entreprises.
Commerce et services aux particuliers	Site ayant pour mission principale la représentation de l'entreprise, la vente de produits et les services aux particuliers.
Logistique	Site contribuant à l'acheminement et au stockage des produits.

Diversité statistique sur l'investissement étranger en France

L'hétérogénéité des données disponibles sur l'investissement étranger en France est parfois source de confusion.

'analyse des investissements étrangers constitue un domaine relativement nouveau. Elle fait l'objet d'approches très hétérogènes.

On peut distinguer en la matière quatre principaux types de source : les statistiques d'investissement direct (flux et stocks) ; les données sur les fusions-acquisitions internationales ; les données sur les investissements physiques d'origine étrangère ; enfin, les données sur la présence étrangère dans l'économie nationale.

LES STATISTIQUES D'INVESTISSEMENT DIRECT

La statistique la plus communément utilisée pour mesurer les flux d'investissement internationaux est une donnée financière issue des balances des paiements, rendant compte des « investissements directs étrangers » (IDE).

Selon la définition de l'OCDE : « L'IDE est une activité par laquelle un investisseur résidant dans un pays obtient un intérêt durable et une influence significative dans la gestion d'une entité résidant dans un autre pays. Cette opération peut consister à créer une entreprise entièrement nouvelle (investissement de création) ou, plus généralement, à modifier le statut de propriété des entreprises existantes (par le biais de fusions et d'acquisitions). Sont également définis comme des investissements directs étrangers d'autres types de transaction financière entre des entreprises apparentées, notamment le réinvestissement des bénéfices de l'entreprise ayant obtenu l'IDE, ou d'autres transferts en capital. »

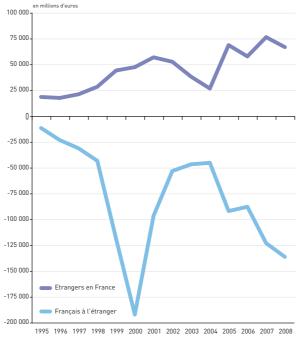
Ces données incluent également les transferts de trésorerie entre la maison mère et sa filiale française, ainsi que les achats de biens immobiliers par les entreprises et les ménages non résidents. Contrairement aux investissements de portefeuille, les IDE impliquent une prise de contrôle de la part de la firme étrangère. Le seuil à partir duquel le contrôle s'exerce est arbitraire. Le FMI retient 10 %.

Produites dans notre pays par la Banque de France, ces données prennent deux formes :

- → les statistiques dites de « flux », qui retracent les transferts de capitaux propres entre la maison mère et sa filiale française;
- → les statistiques dites de « stocks », qui retracent le montant cumulé des actifs possédés par les firmes étrangères dans notre pays.

Les données harmonisées produites par différents organismes internationaux (Eurostat, OCDE, Cnuced, FMI et Banque mondiale notamment) permettent des comparaisons avec les autres pays d'accueil.

LES FLUX CROISES D'IDE ENTRE LA FRANCE ET LES PAYS ETRANGERS (EN MILLIONS D'EUROS)



Source: Banque de Fra

Cette statistique, cependant, est peu adaptée à la mesure des flux d'investissements physiques, directement créateurs d'emplois et de capacités productives, pour trois raisons principales:

- → elle intègre d'autres opérations que l'investissement physique (acquisitions, rapatriement de bénéfices, transferts de trésorerie);
- → elle ne rend pas compte de certains investissements physiques qui sont financés non par des flux d'IDE mais par d'autres sources (levées de fonds sur les marchés locaux notamment);
- → cette statistique exclusivement financière ne permet pas de mesurer les créations d'emplois ou de capacités productives liées aux opérations concernées.

DONNEES SUR LES INVESTISSEMENTS PHYSIQUES D'ORIGINE ETRANGERE

Pour disposer d'un outil mieux adapté à leurs besoins, les agences de promotion de l'investissement et les consultants en implantation, comme IBM/PLI ou fDi Markets, ont mis au point un système alternatif de mesure. Celui-ci repose sur le recensement, grâce à des outils de veille économique, des projets d'investissement internationaux annoncés.

Des données du même type sont produites à l'étranger par certaines agences de promotion homologues de l'AFII, comme UK Trade & Investment (UKTI) au Royaume-Uni ou Tzechinvest en République tchèque. Cependant, les différences de champs et de méthodes de comptabilisation rendent ces données difficilement comparables.

DONNEES SUR LES ACQUISITIONS-FUSIONS INTERNATIONALES

Produites essentiellement par des consultants privés (ex. : Thomson Financial), elles permettent de retracer les prises de contrôle d'entreprises par des firmes étrangères et les montants financiers correspondants.

DONNEES SUR LA PRESENCE ETRANGERE EN FRANCE

L'Insee établit des statistiques sur l'activité des filiales françaises d'entreprises étrangères à partir d'une enquête sur les liaisons financières entre sociétés (LiFi) réalisée auprès des entreprises. Le taux de 50 % des droits de vote ou du capital social est retenu pour établir le contrôle d'une entreprise par une société étrangère.

Le système Suse (système unifié de statistiques d'entreprises) repose sur l'exploitation des déclarations adressées aux services de la direction générale des Impôts (DGI) complétées par les réponses aux enquêtes annuelles d'entreprises (EAE). Ces bases contiennent des données relatives à l'emploi, au chiffre d'affaires, à l'investissement corporel, au commerce extérieur des entreprises résidentes sous contrôle étranger.

Les données dites FATS (Foreign Affiliates Trade Statistics) élaborées par l'Insee, selon les méthodologies de l'OCDE et d'Eurostat, éclairent la situation des entreprises résidentes au regard du contrôle étranger et leur activité économique. L'OCDE et Eurostat réalisent un travail d'homogénéisation de ces données nationales en vue de comparaisons internationales.

L'OCDE et le Fonds monétaire international (FMI) sont les dépositaires des définitions internationales de l'investissement direct étranger. Ils collectent des statistiques de l'investissement international. L'OCDE publie des rapports sur les tendances et l'évolution récente de l'investissement direct étranger en s'appuyant sur ces statistiques.

Une étroite coopération avec les partenaires territoriaux

Un partenariat fort entre tous les acteurs de l'attractivité de la France.

'AFII forme avec les agences territoriales de développement économique un réseau dédié à l'accueil des entreprises étrangères en France. Le réseau associe des métropoles urbaines et d'autres acteurs tels les pôles de compétitivité,

Cette coopération se traduit notamment par:

- → l'existence d'une procédure de partage de l'information sur les projets d'investissement étranger (COSPE, Comité d'Orientation et de Suivi des Projets Etrangers);
- → une concertation pour la définition des stratégies et des programmes de prospection, incluant la définition des segments prioritaires de prospection;
- → le lancement d'actions de co-prospection sous forme, notamment, de missions ciblées et de partenariats de long terme:
- → la mutualisation des moyens d'analyse et de veille économique;
- → un renforcement des modules de formations « territoires ».

L'AFII a contractualisé, au travers de conventions de coopération quinquennales, ses relations de partenariat avec les organismes chargés de la promotion économique des régions, les Agences Régionales de Développement. Les partenaires régionaux participent à la réalisation du bilan annuel des investissements internationaux. Les informations qui constituent le Bilan annuel font l'objet d'un travail de collecte, doublé d'une vérification menée conjointement en fin d'année.

L'OUTIL DE COORDINATION DU RÉSEAU: LE COMITÉ DE SUIVI DES PROJETS (COSPE)

Trait d'union entre l'AFII et l'ensemble des correspondants régionaux, le COSPE fait redescendre l'information aux partenaires régionaux afin qu'ils puissent proposer une offre, dès lors qu'un projet détecté peut s'insérer dans le tissu industriel local.

Le COSPE étudie la liste des nouveaux projets et diffuse chaque semaine une synthèse des projets aux régions éligibles. Le COSPE est l'instance permettant de proposer à l'investisseur une offre France adaptée à ses attentes.

DES ENTREPRISES PARTENAIRES

Le « Club AFII » rassemble des entreprises françaises désireuses de participer à l'accompagnement des investisseurs étrangers qui s'implantent en France. Ses membres sont des acteurs présents à tous les stades de l'investissement: sociétés de conseil, banques et assurances, sociétés d'ingénierie et bureaux d'étude, aménageurs et promoteurs immobiliers, sociétés de reconversion, cabinets de recrutement et de ressources humaines, prestataires de services externalisés, etc. Ils participent aux opérations de prospection et de promotion montées avec l'AFII.

DES PARTENAIRES INSTITUTIONNELS

Plusieurs administrations d'Etat – au premier rang desquelles la Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale (DATAR), le ministère de l'Economie, de l'industrie et de l'emploi (MEIE), ainsi que les services économiques des ambassades françaises à l'étranger – sont impliquées dans la politique d'attraction des investissements étrangers.

Dans le cadre du développement des synergies avec Ubifrance – l'Agence française pour le développement international des entreprises –, l'AFII a signé avec cet organisme un contrat prévoyant, notamment, la diffusion de communiqués, ainsi que l'échange de données et l'organisation de voyages de presse sectorielle et professionnelle.

L'AFII est ouverte à la coopération avec ses homologues internationaux: participation aux activités du WAIPA (World Association of Investment Promotion Agencies); publication avec « Germany Trade and Invest » du « Tableau de bord de l'attractivité de l'Europe ».



Plus d'informations sur : www.investinfrance.org

Réseau AFII



EUROPE

AFII FRANCE

71-77 boulevard Saint- Jacques 75680 Paris Cedex 14 Tél: + 33 1 44 87 17 17 info@investinfrance.org

IFA PAYS GERMANIQUES Allemagne, Autriche, Suisse

DÜSSELDORF

Didier BOULOGNE

Directeur c/o Französische Botschaft Königsalle 53-55 D-40121 Düsseldorf Tél: +49 (0) 211 54 22 67 0 didier.boulogne@investinfrance.org

IFA BELUX

Belgique, Luxembourg

BRUXELLES

Michel GILBERT Directeur

475, avenue Louise B-1050 Brussels Tél: +32 2 646 59 40 michel.gilbert@investinfrance.org

IFA PAYS BAS

AMSTERDAM

Frédérique LEFEVRE

Directeur French Embassy Stadionweg 137 1077 SL Amsterdam Tél:+31 (0)20 662 20 39 frederique.lefevre@investinfrance.org

IFA PENINSULE IBERIQUE Espagne, Portugal

MADRID

Géraldine FILIPPI

Directeur Embajada de Francia Marqués de la Ensenada, 10 4ª Planta E-28004 Madrid Tél: +34 91 83 77 850 geraldine.filippi@investinfrance.org

IFA ROYAUME UNI Royaume-Uni, Irlande

LONDRES

Fabrice ETIENVRE

Directeur Havmarket House 28/29 Haymarket London SW1Y 4RX Tél: +44 (0) 20 7024 3672 fabrice.etienvre@investinfrance.org

IFA ITALIE

MILAN

Hervé POTTIER Directeur

Ambasciata di Francia Via Cusani, 10 I-20121 Milano Tél: +39 02 72 02 25 43 herve.pottier@investinfrance.org

IFA PAYS NORDIQUES

STOCKHOLM

Gilles DEBUIRE

Directeur French Embassy Kungsgatan 58

S-11122 Stockholm Tél: +46 8 545 850 40 gilles.debuire@investinfrance.org

ASIE

IFA CHINE

SHANGHAI

Pascal GONDRAND

Directeur Suite 202 Hai Tong Securities Building 689, Guang Dong Lu Shanghai

Tél: +86 (21) 6135 2040 pascal.gondrand@investinfrance.org

HONG KONG

Jean-Claude BERNARD

Directeur25/F, Admiralty Center, Tower II 18 Hourcourt Road GPO Box N° 24 21 Hong Kong Tél: + (852) 37 52 91 70 jean-claude.bernard@investinfrance.org

TAIPEI Emmanuel LY BATALLAN

Directeur Bank Tower #1401 N° 205 TunHwa North Road Po-Box 118-1361 105 Taipei Tél : +886 2 2713 3552

emmanuel.ly-batallan@investinfrance.org

IFA COREE

SÉOUL

Antoine CHERY

Directeur Samheug Building 8th FI 705-9 Yeoksam-Dong Kangnam-Ku 135 - 711 Seoul Tél: +822 564 0419

antoine.chery@investinfrance.org

IFA JAPON TOKYO

Christophe GRIGNON

Directeur 4-11-44 Minami-Azabu Minato-ku Tokyo 106-8514

Tél: +81 3 5798 6140 christophe.grignon@investinfrance.org

IFA SINGAPOUR

SINGAPOUR

Jean-Marie DEMANGE

Directeur Ambassade de France 101-103 Cluny Park Road 259595

Singapour Tél: +65 68 80 78 78 duc.nguyen@investinfrance.org

IFA RUSSIE

RUSSIE

Philippe BAUDRY

Directeur Bolchaïa Iakimanka 45 119049 Moscou Tél: +7 (495) 937 24 00 philippe.baudry@investinfrance.org

MOYEN-ORIENT

ABU DHABI

Pierre MOURLEVAT

DirecteurHamdan Street Al Masaood Tower, Suite 1103 PO Box 4036 Abu Dhabi Emirats Arabes Unis Tél: +971 (0) 2 633 50 57 pierre.mourlevat@investinfrance.org

TEL-AVIV

Dominique KLEIN

Directeur 7, rue Havakuk 63505 Tel Aviv Israël

Tél:+972 (0) 3 546 65 35 dominique.klein@investinfrance.org

AMERIQUE DU SUD

BRASILIA

Hervé LE ROY Directeur S.E.S. Avenida das Nações Lote 04 - Quadra 801 70404-900 Brasilia DF Tél: +55 61 312 92 47 brasilia@missioneco.org

AMERIQUE DU NORD

Philippe YVERGNIAUX Directeur IFANA

NEW YORK Philippe YVERGNIAUX

Directeur 810 Seventh Avenue, Suite 3800 New York, NY 10019 Tél: +1 (212) 757 93 40 philippe.yvergniaux@investinfrance.org

CHICAGO

Jean-Pierre NOVAK

Directeur French Embassy 205 North Michigan Avenue Suite 3750 Chicago, IL 60601 Tél: +1 312 628 1054 jean-pierre.novak@investinfrance.org

SAN FRANCISCO Caroline LAPORTE

Directeur 88 Kearny Street Suite 700 San Francisco, CA 94108 Tél: +1 415 781 0986 caroline.laporte@investinfrance.org

TORONTO

Stéphane LECOQ

Directeur de projet 20 Oueen Street West Suite 2004 Toronto, ON M5H 3R3 Canada Tél: +1 416 977 12 57 stephane.lecoq@investinfrance.org

CORRESPONDANTS

AFRIOUE DU SUD

Inanda Greens Business Park Augusta House 54 Wierda Road West Wierda Valley Sandton 2196 Johannesburg Tél: +27 11 303 71 50 christophe.bezou@investinfrance.org

AUSTRALIE

6 Perth avenue Yarralumla Act 2600 Canberra Tél:+61(0)262160116 eric.noitakis@investinfrance.org

MEXIQUE

La Fontaine 32 Col. Polanco 11560 Mexico - D.F. Tél: (00 52) (55) 91 71 98 89 maurice.croci@investinfrance.org

TURQUIE

Consulat de France BP 46 Odakule Is Merkezi Kat. 10 34430 Istanbul Tél: (+90 212) 243 53 38 anselme.imbert@investinfrance.org

L'AFII remercie l'ensemble de ses partenaires et, particulièrement, les agences régionales de développement. Directeur de la publication: David Appia, Président. Rédactrice en chef: Sylvie Montout, économiste. Recensement des données: Anaël Gadrat, chargé d'analyses économiques. Coordination éditoriale: Alexandra Chabut, Communication, Bertrand Buffon, Pôle Information. Rédacteur anglophone: David Williams. Conception, réalisation:



BILAN 2009, LES INVESTISSEMENTS ETRANGERS CREATEURS D'EMPLOI EN FRANCE

L'Agence française pour les investissements internationaux (AFII) est l'agence nationale chargée de la promotion, de la prospection et de l'accueil des investissements internationaux en France. Elle est l'organisme de référence sur l'attractivité et l'image économique de la France. L'AFII s'appuie sur un réseau international, national et territorial. Elle travaille en partenariat étroit avec les agences régionales de développement économique pour apporter les meilleures opportunités d'affaires et un service personnalisé aux investisseurs.

Pour plus d'informations www.investinfrance.org



Invest in France Agency
77, boulevard Saint-Jacques
75680 Paris Cedex 14 France
info@investinfrance.org
www.investinfrance.org

Tél.: +33 1 44 87 17 17 Fax: +33 1 40 74 73 27

